

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

ÉTUDE DE JURISPRUDENCE  
SUR LES  
DONATIONS DÉGUISÉES

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Jeudi 19 mai 1927, à 2 heures*

PAR

**Suzanne DALLIGNY**

---

*Président : M. CAPITANT, professeur.*

*Suffragants :* { MM. PIÉDELIÈVRE, professeur.  
HUGUENEY, professeur

---

PARIS

JOUVE & C<sup>ie</sup>, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

---

1927



THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

# ÉTUDE DE JURISPRUDENCE

SUR LES

# DONATIONS DEGUISÉES

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Jeudi 19 mai 1927, à 2 heures*

PAR

**Suzanne DALLIGNY**

---

*Président : M. CAPITANT, professeur.*

*Suffragants :* { *MM. PIÉDELIÈVRE, professeur.*  
*HUGUENEY, professeur.*

---

PARIS

JOUVE & C<sup>ie</sup>, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

---

1927

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE



## INTRODUCTION

Le meilleur sujet de thèse serait celui qui, tout en permettant à son auteur de développer encore une fois son sens juridique, lui offrirait déjà l'occasion de s'initier aux réalités pratiques, avec lesquelles il va être aux prises dans la vie ; celui aussi qui, sans être l'inconnu, serait resté jusqu'à ce jour assez inexploré, pour qu'il renfermât encore un peu d'inédit ; celui, enfin, qui, obligeant l'auteur à tenir un compte aussi rigoureux que possible de la loi, ne l'empêcherait pas cependant de s'élever aux conceptions plus hardies et plus équitables, qui, seules, laissent le champ libre aux critiques et ouvrent la voie au progrès.

A ces divers titres, la théorie de la validité des donations déguisées méritait de s'imposer à notre attention.

Intérêt juridique, d'abord : la théorie de la validité est issue tout entière de l'interprétation donnée par certains auteurs, et surtout par les tribunaux, à quelques articles du Code ; elle offre un exemple parfait du mécanisme de l'interprétation littérale et de l'argument *a contrario* — ces deux

formes si courantes du raisonnement juridique ; elle est basée sur le principe de la validité de la simulation, cause des situations les plus complexes et des problèmes les plus délicats ; elle vérifie enfin, dans le domaine du droit, ce phénomène de l'incidence, qui ménage sans cesse de nouvelles surprises et engendre les conséquences les plus contradictoires.

Intérêt pratique, ensuite : dans ces dernières années, en raison de l'augmentation constante des droits de mutation, — qui touche plus durement les transmissions à titre gratuit, — la théorie de la validité est devenue surtout une machine à frauder le fisc. Il est vrai que nous excluons ce point de vue de la présente étude ; mais, par ricochet, l'intérêt que prend la question sur le terrain fiscal s'étend nécessairement au terrain civil, puisque, le nombre des donations déguisées croissant, l'ère des difficultés s'ouvrira de nouveau, et les tribunaux auront plus souvent à en connaître.

Intérêt moral et social, osons-nous ajouter : car, si l'on parvient à s'élever au-dessus des subtilités de l'interprétation littérale ou de l'argument *a contrario*, on ne peut pas ne pas s'apercevoir que la théorie de la validité pose en termes, parfois brûlants, le problème du droit strict en face de celui du droit naturel, met en relief saisissant les conflits que peuvent faire surgir et la nécessité d'appliquer la loi et le désir de ne pas trop pêcher contre la morale. A ce titre, elle doit retenir l'attention de

tous ceux qui se refusent à croire que le suprême droit, c'est la suprême injustice.

Toutes ces raisons apparaîtront plus claires, à la lecture des réflexions que nous ont suggérées nos recherches, et des espèces que nous avons rapportées. Certes, nous n'avons pas l'odieuse et ridicule prétention de croire que cette très modeste et imparfaite enquête mettra de nouveau en conflit des problèmes d'un ordre aussi grave et aussi universel. Mais il y a là, selon nous, des vérités qu'il ne faut jamais perdre de vue, lorsqu'on touche à un point de droit, ni manquer de rappeler, lorsque l'occasion s'en présente.

La théorie de la validité des donations déguisées appelle donc une étude de textes et une étude de jurisprudence. Il faut l'examiner en elle-même et dans ses conséquences. Le premier point a été retourné, défendu, critiqué, sans que l'un des deux camps ait pu porter le coup décisif à l'autre. Par contre, le champ de la jurisprudence est resté à peu près inexploré jusqu'à nos jours, ou, du moins, aucune fouille méthodique n'y a encore été faite. Nous avons cru plus utile de lui consacrer nos efforts.

La première tâche qui s'imposait à nous, avant d'attaquer le sujet, c'était de le délimiter, tant en définissant, aussi exactement que possible, l'institution même que nous nous proposons d'étudier, qu'en tentant de la différencier nettement des institutions voisines. Une donation déguisée, c'est une libéra-

lité dont il a plu à son auteur de voiler le caractère gratuit sous les apparences d'un contrat onéreux. Cela suppose qu'il existe nécessairement un *acte*, puisqu'il faut un masque à la libéralité, et que cet acte est *simulé*, puisqu'il est onéreux. C'est la raison pour laquelle nous avons pu, le cas échéant, comprendre, dans cette étude, les achats sous le nom d'autrui, qui supposent, comme les donations déguisées, la confection d'un acte et l'existence d'une simulation. C'est pourquoi, au contraire, nous n'y avons fait figurer ni les donations indirectes, qui, si elles sont contenues dans un acte, ne sont nullement simulées, ni les dons manuels, qui, s'ils sont simulés, se réalisent sans aucun écrit.

Reprenant le point de départ de la théorie de la validité, et notamment le principe de la validité de la simulation, nous avons cherché, dans un premier chapitre, à en poser objectivement les corollaires immédiats, d'ailleurs incontestés.

Puis, revenant plus spécialement sur quelques-uns de ces corollaires, qui nous paraissaient plus douteux ou prêter davantage le flanc à la critique, nous nous sommes demandé s'il était exact, d'une part, que le déguisement ne cachât jamais une fraude, d'autre part, que les conditions de fond des dispositions entre vifs à titre gratuit fussent toujours et rigoureusement respectées dans les donations déguisées (chapitres II et III).

Nous avons poursuivi notre enquête en étudiant la réglementation de la preuve et des présomptions

en notre matière : sujet essentiel, en l'espèce, puisque la théorie de la validité ne peut entrer en jeu que si le déguisement est découvert (chapitre IV).

Enfin, il nous a paru que cette théorie de la validité devait faire sentir son influence sur des matières voisines de la nôtre, mais auxquelles, à première vue, elle semblait étrangère. Ce fut l'objet de notre cinquième et dernier chapitre.

Dans chacun d'eux, nous nous sommes efforcés d'abord de situer le problème, puis de dégager les points essentiels de la controverse, enfin d'exposer l'évolution et l'état définitif de la jurisprudence sur la question étudiée.

Voilà la tâche que nous nous étions proposée dans cette étude. Il nous reste à solliciter la bienveillante indulgence de ceux qui voudront bien nous lire. Qu'ils ne voient, dans ce modeste ouvrage, qu'une recherche impartiale de la vérité, et un acte de foi en la science la plus nécessaire dans nos sociétés modernes, assoiffées de justice, mais qui ne se survivrait pas longtemps à elle-même, si elle devait se trouver un jour en conflit irréductible avec nos idées morales.



# ÉTUDE DE JURISPRUDENCE

## SUR LES

# DONATIONS DÉGUISÉES

---

### CHAPITRE PREMIER

#### RAPPEL DE LA THÉORIE JURISPRUDENTIELLE DE LA VALIDITÉ

Pour étudier sainement une question de droit, quelle qu'elle soit, il est nécessaire de remonter aux sources. Cette règle de bon sens ne souffre pas exception lorsqu'il s'agit d'étudier plus particulièrement un point de jurisprudence. Le rôle des tribunaux est d'appliquer la loi ; c'est assez dire qu'on ne peut juger d'une décision que connaissance prise du texte qu'elle a interprété. S'il est vrai que parfois les textes se révèlent insuffisants, que la jurisprudence est obligée de faire œuvre prétorienne, il n'en reste pas moins qu'elle ne doit puiser son inspiration et ses raisons de décider qu'auprès d'un article de notre Code ou d'une loi postérieure. C'est pourquoi nous n'avons pas pensé qu'un rappel des textes, fondamentaux en notre matière, fût exclu de cette étude de jurisprudence, qui reste

la base du présent ouvrage. Au surplus, en théorie, la question est célèbre, ou plutôt a été célèbre, car, aujourd'hui, la discussion est close. Une longue suite d'arrêts a consacré, dès les premières années qui ont suivi la promulgation du Code, la doctrine de la validité des donations déguisées. Nous nous bornerons donc, dans une première section, à un rappel, aussi bref et aussi impartial que possible, de la controverse, et de l'opinion à laquelle s'est rangée la jurisprudence. Ce point de départ posé, nous examinerons, dans la suite, les conséquences de cette théorie, qui, elles, sauf erreur, n'ont encore fait l'objet d'aucune étude d'ensemble.

#### SECTION PREMIÈRE

##### **Les textes fondamentaux. — Principe de la validité de la simulation.**

Les textes, d'où la jurisprudence a fait sortir la théorie de la validité, sont, à ne considérer que les moins équivoques, au nombre de trois : 931, 911 et 1099.

Le premier est ainsi conçu : « Tous actes portant « donations entre vifs seront passés devant notaire, « dans la forme ordinaire des contrats, et il en res- « tera minute sous peine de nullité. » Et certes, à première lecture, on n'imagine guère comment une théorie, qui proclame la validité des donations sans

forme, a pu sortir d'un texte, qui, à peine de nullité, astreint ces mêmes donations à la solennité d'un contrat authentique. Ce serait mal connaître les subtilités du langage juridique : « tous actes *portant donation* », a dit le législateur, « seront passés devant notaire » ; donc, « tous actes *ne portant pas donation* », ont conclu les partisans de la validité, « seront valables, sous quelque forme qu'ils empruntent ». A condition, remarquons-le en passant, que « porter donation » signifie dans l'esprit du législateur : « ayant *l'apparence* d'une donation », car nous verrons plus loin que personne n'a jamais mis en doute, au moins en principe, que les donations déguisées restaient soumises aux règles de fond des donations, et que, par conséquent, la théorie de la validité n'aurait pas pu se former, si le législateur avait entendu dire : « Tout acte constituant une donation », ou même simplement : « toute donation ». On n'est pas fixé sur ce point, le législateur de 1804 ayant purement et simplement repris pour son compte les expressions d'un texte plus ancien, alors en vigueur. Quoi qu'il en soit, le syllogisme a fait fortune.

Il est cependant si fragile que nous voulons dire un mot d'histoire sur le texte litigieux. Ainsi que nous venons de le signaler, 931 reproduit littéralement l'article 1<sup>er</sup> de la célèbre ordonnance rendue en 1731 par le Chancelier d'Aguesseau sur les donations. Et il est curieux de constater que, malgré l'identité des textes, la question qui devait, aussitôt

la promulgation du Code, dresser l'une contre l'autre la Chambre civile et la Chambre des Requêtes, ne paraît pas s'être posée une seule fois devant les tribunaux de l'ancien régime. Furgole, dans son *Commentaire sur l'Ordonnance*, dont la deuxième édition parut en 1761, n'en cite aucun, et la première décision, dont on retrouve trace dans les recueils chronologiques, est du 11 frimaire an X (1). Qu'est-ce à dire, sinon que les contemporains de d'Aguesseau n'envisagèrent pas la possibilité d'échapper, grâce à ce texte, à la règle de la solennité, qui, d'ailleurs, y était proclamée ? Quant à Furgole lui-même, son premier *Commentaire*, paru en 1733, porte bien que les « donations *tacites* sont valables, malgré l'article 1<sup>er</sup> de l'Ordonnance » (2). Mais les autres commentateurs, plus explicites, nous laissent penser que ces donations tacites sont plutôt des donations indirectes ou rémunératoires que des donations déguisées. Et nous savons déjà qu'il faut nécessairement distinguer les unes des autres. « Ce sont », dit Serres, « celles qui sont présumées par des circonstances et conjectures, comme dans le cas d'aliments fournis par un parent *animus donandi* ». Et plus loin, il ajoute même que la disposition de l'Ordonnance ne s'applique pas davantage aux donations « qui ne consistent qu'en acquits ou renonciations à un droit certain et éta-

1. S. 2.1.140; S. chr. 1.1.560.

2. T. I, p. 14.

bli » (1). Tel fut bien aussi l'avis de Laurent, qui, plus tard, écrivait, à propos du même texte transposé dans le Code : « Si 931 ne parle que des *actes*, « c'est pour marquer qu'il y a des libéralités qui « peuvent se faire sans actes, par dérogation à la « règle établie par 893 : dons manuels, remises de « dettes, etc. » (2).

Nous ne trouvons pas davantage, dans les travaux préparatoires du Code civil, la preuve que le législateur de 1804 ait voulu — qu'il innovât ou non — proclamer la validité des donations déguisées.

Dans son exposé des motifs de la loi relative aux donations entre vifs et aux testaments, prononcé devant le Corps législatif, à la séance du 2 floréal an II (3), Bigot de Préameneu déclare « qu'on n'admet, *comme légalement constatés*, les actes portant donation entre vifs, que quand ils sont passés devant notaire, dans la forme ordinaire des contrats ». Et Jaubert, quelques jours après, donnait au tribunal, les raisons de cette sévérité. « Il est de l'essence de « la donation entre vifs qu'elle soit irrévocable : don-  
« ner et retenir ne vaut. Les tiers doivent être mis  
« à l'abri de toute surprise. Voilà les grands prin-  
« cipes qui servent de type à tout le développement  
« des formalités intrinsèques et extrinsèques. Tout  
« acte portant donation entre vifs sera passé devant

1. Cité par Demante, *Recueil de l'Académie de Toulouse*, 1855, t. IV, p. 12.

2. Laurent, *Principes de Droit civil français*, t. XII, § 305.

3. *Rép. alph.* Dalloz, v<sup>o</sup> *Disp. entre vifs et testaments*, p. 35, n<sup>os</sup> 39 et s.

« notaire. L'intérêt du donateur et celui des tiers  
« commandent cette forme » (1).

Aussi, ne nous étonnons pas que la Chambre des Requêtes ait tranché cette question dans le sens de la nullité (2). Mais ni ce précédent, ni les déclarations des rapporteurs au Corps législatif et au Tribunal, n'empêchèrent la Chambre civile, quelques mois plus tard, de se prononcer en sens contraire (3). L'arrêt, nous apprend Merlin, fut rendu après partage, et à la majorité d'une voix. C'est dire que le triomphe de la théorie n'a tenu qu'à un fil. Néanmoins il fit jurisprudence ; et la Chambre des Requêtes, après avoir tenté à deux reprises d'imposer son opinion, s'inclina bientôt et sans retour devant le verdict de la Chambre civile. Peu après, la solution qui l'emportait reçut, selon M. Planiol (4), « une consécration législative », lorsque furent promulgués les articles 911 et 1099, qui annulaient les donations déguisées dans des cas déterminés, et à l'examen desquels nous arrivons maintenant.

Aux termes de 911 : « toute disposition *au profit d'un incapable* sera nulle, si on la déguise sous un acte à titre onéreux ».

Après ce qui vient d'être dit, à propos de 931, il n'est pas difficile de deviner quel parti la jurisprudence a pu tirer de ce texte. Là encore, elle a usé

1. *Répert. alph. Dalloz*, v<sup>o</sup> *Disp. entre vifs et test.*, n<sup>os</sup> 134 et suiv.

2. 11 frimaire an X, précité.

3. 5 ou 6 pluviôse an XI. V. au S. chr.

4. *Traité élémentaire de Droit civil*, t. III, p. 629, § 2553, note 2.

— pour ne pas dire abusé — de cet argument *a contrario*, cependant si fragile, en concluant que toute disposition déguisée sous un acte à titre onéreux était valable, *du moment qu'elle était faite à une personne capable*. Et il faut bien reconnaître qu'ici l'argument a plus de portée, en ce sens qu'on ne peut nier que le législateur ait expressément prévu dans ce texte l'existence de donations déguisées. De là, à conclure à la validité de telles donations, il y avait un fossé, et nous ne sommes pas seuls à penser qu'il a été franchi un peu trop aisément. Dans un article publié par les *Recueils de l'Académie de Toulouse*(1), Demante rappelle que l'ancienne jurisprudence voyait, dans l'incapacité respective des contractants de donner et de recevoir, une présomption de simulation pour tout contrat intervenu entre elles. Lors de la rédaction du Code, le Tribunal voulut consacrer cette présomption et interdire toute espèce de disposition entre personnes incapables du contrat de donation. Il est certain que le Code laisse aux personnes incapables du contrat de donation la liberté de contracter à titre onéreux ; « mais l'acte « doit être annulé, lorsqu'il est prouvé que celui qui « l'a passé n'a pas voulu faire un contrat onéreux, « mais que son intention a été d'éluder la loi, en « disposant au profit d'une personne incapable » (2). Et Demante ajoute « que ces documents nous mon-

1. T. IV, p. 26.

2. Bigot de Préameneu au Corps législatif, *Rép. alph. Dalloz*, v<sup>o</sup> *Disp. entre vifs et test.*, p. 32, n<sup>o</sup> 15.

trent combien on s'éloigne de la pensée de la loi, en concluant, *a contrario* de 911, que toute donation déguisée est valable au profit d'une personne capable de recevoir à titre gratuit ». Nous pourrions corroborer encore les paroles de Bigot de Préameneu par celles de Jaubert au Tribunal : « Ce n'était pas assez que de désigner les incapables ; il fallait aussi pour voir à ce que la prohibition de la loi ne fût pas éludée. C'est pour cet objet qu'elle a compris dans la nullité les actes qui auraient l'extérieur d'un contrat onéreux, mais qui ne seraient, dans la réalité, qu'une donation au profit d'un incapable » (1). En vérité, où peut-on voir dans ces déclarations, dans cet historique du texte, que le législateur n'a entendu prononcer la nullité des donations déguisées que lorsqu'elles profitaient à un incapable ? Qui a laissé entendre que la prohibition ne constituait ici qu'une mesure exceptionnelle, plutôt qu'un redoublement salutaire de sévérité, dans un cas où l'expérience avait prouvé que la fraude était particulièrement à craindre ? On verra d'ailleurs bientôt ce que la jurisprudence a fait de cette sévérité.

Reste 1099. Il nous arrêtera fort peu ici, devant faire l'objet d'un examen plus approfondi dans la suite de cette étude, à propos des donations déguisées entre époux. Rappelons seulement, pour ordre, sa substance : « Les époux ne pourront se donner indirectement au delà de ce qui leur est permis

1. *Répert. alph. Dalloz*, v° *Disp. entre vifs et test.*, n° 117, p. 40.

« par les dispositions ci-dessus. Toute donation, ou « déguisée, ou faite à personnes interposées, sera « nulle » ; l'argument *a contrario* qu'en ont tiré, comme de 911, les partisans de la validité ; et la critique analogue qu'on peut faire de ce raisonnement.

Voilà, brièvement rappelés, les arguments de texte que l'on a donnés en faveur de la validité des donations déguisées. Bien que, volontairement, nous n'en ayons pas entrepris une critique en règle, et que nous nous soyons cantonnés dans les textes et dans les opinions de leurs commentateurs immédiats, il n'est pas besoin d'être grand juriste pour s'apercevoir que la théorie repose sur des bases bien fragiles, bien délicates et sujettes à caution. En un mot, comme le dit Baudry-Lacantinerie, et en admettant la justesse des arguments *a contrario* invoqués, « c'est supposer que de tels arguments peuvent prévaloir contre les textes les plus positifs et les principes les plus certains » (1). Hâtons-nous donc d'ajouter que la doctrine de la validité repose en outre sur un grand principe, incontestable et incontesté celui-là, et sans lequel les textes, dont on vient de parler, n'auraient pu être invoqués : le principe de la validité de la simulation.

Il y a simulation lorsqu'on fait une convention apparente, dont les effets sont modifiés ou supprimés par une autre convention, contemporaine de la

1. *Traité théorique et pratique de Droit civil*, t. X, § 1239.

première et destinée à rester secrète. Cette définition, que nous empruntons à M. Planiol (1), appelle quelques commentaires pour l'adapter à notre matière. Il va sans dire que le déguisement est à proprement parler une simulation : simuler un acte, et convenir secrètement que cet acte en voilera un autre, c'est le genre ; faire un acte onéreux, et convenir secrètement que cet acte sera gratuit, c'est l'espèce. Et s'il est entendu que ce qui convient au genre convient aussi à l'espèce, il n'est cependant pas inutile, pour éclairer ce qui va suivre, de préciser les termes, de concrétiser l'expression. Prenons l'hypothèse la plus courante : une donation est déguisée sous la forme d'une vente. La convention apparente, — apparente non seulement pour les tiers, mais pour tous ceux, ayant cause ou non, qui n'ont pas été parties contractantes, — c'est la vente ; la convention secrète, — secrète seulement et exclusivement pour les deux parties qui figurent dans l'acte comme vendeur et comme acquéreur, — c'est la donation. D'où il suit immédiatement que la convention secrète doit être en effet contemporaine de la convention apparente, c'est-à-dire que les parties ne peuvent faire d'abord et uniquement une vente, puis, plus tard, en modifier ou détruire la substance, en décidant que cette vente ne sera en réalité qu'une donation ; que, par exemple, le prix n'en sera jamais exigé par le pseudo-

1. *Traité élémentaire de Droit civil*, t. II, § 1186.

vendeur. C'est au moins le principe normal. Il pourrait cependant arriver que deux individus aient convenu que l'un vendra à l'autre sa maison ; ils rédigent l'acte ; l'une des parties, l'acquéreur par exemple, exécute pour sa part le contrat. Le prix est stipulé payable à terme. Avant l'époque de son exigibilité, par suite d'une alliance contractée, d'un service rendu, le vendeur, désirant manifester son affection ou sa reconnaissance à l'acquéreur, s'engage, vis-à-vis de ce dernier, à ne pas lui réclamer le paiement du prix convenu. Cette convention reste naturellement secrète, de sorte qu'aux yeux des tiers il n'y a toujours bien qu'une vente, et qu'il s'agit à proprement parler d'une donation *déguisée*. Ne faut-il pas dire qu'ici la convention apparente a été antérieure à la convention secrète ? Et voici la difficulté pratique que pourrait soulever cette espèce : supposons que des créanciers du vendeur attaquent un tel acte par la voie de l'action paulienne. On sait que, si l'acte est onéreux, ils doivent prouver la fraude des deux parties, mais que, si l'acte est gratuit, il suffit qu'ils prouvent celle du pseudo-vendeur. La détermination du caractère onéreux ou gratuit d'un tel acte, et la fixation de l'époque à laquelle ce caractère a changé, pourront créer aux tribunaux de sérieux embarras.

Examinons enfin les degrés de la simulation, c'est-à-dire dans quelle mesure l'acte secret peut modifier l'acte apparent, ce qui nous permettra de situer à cet égard la simulation qui consiste à déguiser une

donation sous le voile d'un contrat onéreux. On distingue ordinairement trois degrés dans la simulation :

1<sup>o</sup> Les parties font une vente ; mais, par une contre-lettre, qui peut toujours être remplacée par un simple accord verbal, elles conviennent secrètement que cette vente sera fictive ; elle n'a pour but, par exemple, que de soustraire les biens du pseudo-vendeur à ses créanciers ; dans ce cas, la convention secrète a pour effet d'annuler purement et simplement la *substance* même de la convention apparente : la simulation est à son maximum ;

2<sup>o</sup> Les parties font une vente, moyennant un certain prix, mais, par une contre-lettre, l'acquéreur s'engage à verser au vendeur un supplément de prix. C'est ce qui se passe souvent lors des cessions d'offices ministériels, en vue de diminuer les droits de chancellerie ; ici, la convention secrète n'altère ni la substance ni le caractère de la convention apparente ; *il ajoute seulement à l'un des éléments de cette convention* : la simulation est à son minimum. Entre ces deux hypothèses extrêmes, se place la nôtre : celle qui a pour but de transformer totalement, non pas la substance même de l'acte (car le transfert de propriété s'effectuera bien, comme le stipulait la convention apparente, entre les mêmes parties), mais le *caractère* de cet acte, qui d'onéreux deviendra gratuit, ce qui modifiera profondément les éléments essentiels du contrat.

Et maintenant, devant ce fait courant qu'est la simulation, quelle a été l'attitude du législateur ? Il

saute aux yeux que la solution ne doit pas être la même dans chacune des trois hypothèses qui viennent d'être examinées. Laissons de côté la seconde, dans laquelle la simulation est dirigée la plupart du temps contre le fisc — question très spéciale, et qui ne rentre pas dans le cadre de cette étude — pour ne nous en tenir qu'aux deux autres. Il serait profondément inique qu'un débiteur, pour reprendre notre exemple, pût soustraire impunément ses biens à l'action de ses créanciers ; son intention est frauduleuse ; grâce à cette simulation, il va léser des droits légitimes, et les léser malhonnêtement, car il ne dépouillera même pas ses créanciers au profit d'un autre individu moins intéressant, comme ce serait le cas s'il s'agissait d'une donation déguisée, mais il fera croire à ses créanciers que la chose, objet de la prétendue vente, ne fait plus partie de son patrimoine, et lorsque les créanciers se seront éloignés, les mains vides, en vertu de la convention secrète, il l'y fera rentrer. C'est du vol pur et simple. Le législateur qui couvrirait de son autorité de semblables procédés se mettrait en contradiction avec la morale, et manquerait à sa mission, qui est, dans un certain sens, de s'en rapprocher toujours davantage. L'acte sera donc impitoyablement annulé. Et il en sera de même toutes les fois que les parties auront usé du déguisement pour se soustraire à quelque prohibition de la loi ou léser des droits acquis ; mais c'est l'intention frauduleuse et non le déguisement qui entraîne la nullité de la conven-

tion. Il n'y a jamais eu d'hésitations sur ce point.

Nous n'en dirons pas de même de la simulation qui consiste à déguiser une donation sous le voile d'un contrat onéreux. Elargissons le problème, ou, plutôt, faisons abstraction pour l'instant de la réglementation spéciale à la matière des dispositions entre vifs à titre gratuit, et supposons qu'on puisse faire une donation aussi librement qu'une vente. Si, par hypothèse, Pierre est capable de donner tel objet à Paul, qui, lui, est capable de le recevoir, il est évident que les parties pourront choisir à leur gré la voie de la vente ou celle de la donation pour effectuer ce transfert de propriété. Cette vérité, la jurisprudence l'a ramassée dans une formule qui revient comme un refrain dans toutes les décisions où elle a eu à statuer sur la validité des donations déguisées : « *Il est permis de faire indirectement ce qu'on peut faire directement.* »

C'est le principe indéniable de la matière, que les auteurs, eux, formulent ainsi : « La simulation n'est pas une cause de nullité des contrats (1) », disposition qui n'est pas annihilée par 1131, car, ainsi que le fait remarquer Baudry-Lacantinerie (2) : « ce texte ne dit pas que l'obligation ne peut avoir aucun effet, lorsque la cause a été faussement indiquée ; il dit qu'elle ne peut avoir aucun effet, lorsqu'elle a été

1. Demolombe, *Code civil*, t. 24, n° 370. — Aubry et Rau, *Droit civil français*, 5<sup>e</sup> éd., t. I, § 35, p. 175. — Demante et Colmet de Santerre, t. 5, § 47 bis.

2. *Op. cit.*, t. 12, n° 308.

contractée sur une fausse cause. Or, ici, l'obligation n'a pas été contractée sur la fausse cause que les parties ont indiquée, mais bien sur la véritable cause dont elles ont à dessein dissimulé l'existence ».

On pourrait encore dire que cette solution ne fait que transposer et consacrer dans le domaine juridique, désormais libéré de toute entrave formaliste, le grand principe révolutionnaire inscrit dans la Déclaration des Droits de l'homme, selon lequel « tout ce qui n'est pas défendu par la loi est permis. » Et tout cela veut dire la même chose ; et tout cela ne peut souffrir aucune difficulté.

Qu'est-ce donc qui en peut soulever ? Nous venons de supposer — pour simplifier et nous permettre d'énoncer le principe général — qu'une donation pouvait se faire aussi facilement qu'une vente. Or, dans la réalité, il n'en est pas ainsi : les dispositions entre vifs à titre gratuit sont soumises — pour des raisons que nous examinerons plus loin — à des règles strictes et minutieuses de forme et de fond. En notre matière, la question se pose donc de savoir si le seul fait de déguiser une donation sous le voile d'un contrat onéreux, qui, lui, est dispensé de ces règles, constitue une simulation simple ou une simulation entachée de fraude. Selon la réponse, en vertu des principes qui viennent d'être rappelés, l'acte sera pleinement valable ou radicalement nul. On voit sans peine l'intérêt de la question, et son importance dans une étude sur les donations déguisées.

Sans entrer à fond dans la controverse doctrinale qui s'est élevée à ce sujet, nous voudrions du moins, très brièvement, avant d'exposer les solutions de la jurisprudence, mettre en lumière la difficulté théorique que soulève la question. Reprenons cet adage qu'on peut faire indirectement ce qu'il est permis de faire directement. Il est évident qu'on ne peut l'appliquer tel quel à notre matière, et dire que, là où il est permis de donner ostensiblement, il est inéluctablement permis de donner sous le voile d'un contrat onéreux. Car enfin, ce qu'il est permis de faire, c'est bien de donner, mais de donner *en observant les formes légales*, et, comme le fait remarquer M. Baudry-Lacantinerie (1) : « affirmer qu'on peut faire indirectement ce qu'on peut faire directement, c'est, dans le cas qui nous occupe, trancher la question par la question, puisqu'il s'agit précisément de savoir si on peut faire indirectement, sans l'emploi des formes solennelles, ce qu'on peut faire directement, avec l'emploi de ces formes ». Et, placée sur ce terrain, la position semble bien inexpugnable. Mais voici la réponse ; c'est M. Demolombe qui nous la donne, et cet auteur est peu suspect de sympathie pour la théorie de la validité. « On peut faire indirectement ce qu'il est permis de faire directement. Or, puisque, par hypothèse, la donation directe était permise, cette donation, lorsqu'elle est faite, non plus directe-

1. *Traité des Donations entre vifs et des testaments*, t. 1 § 1239.

ment, mais indirectement, sous le voile d'un contrat onéreux, doit être considérée comme valable (1) ». La maxime étant admise, il n'y a pas de raison d'annuler cette donation pour défaut de forme, puisque, donner indirectement, cela implique, par définition, donner sans observer les formes prescrites pour les donations directes.

Cette difficulté — réelle —, comment l'a résolue la jurisprudence ? S'il n'est pas malaisé, après ce que nous avons déjà dit, de prévoir dès à présent la thèse qui l'a emporté, il ne nous paraît pas sans intérêt de retracer un peu en détail les phases par lesquelles elle a passé avant de s'enchâsser dans une formule définitive. Nous aurons ainsi une première occasion de prendre contact avec cette longue suite d'arrêts, que nous étudierons minutieusement au cours de cet ouvrage, et, dès maintenant, nous allons pouvoir saisir sur le vif, et la pensée maîtresse qui les a inspirés, et les tribulations auxquelles le développement logique de cette pensée les a conduits.

Une observation préliminaire s'impose : c'est qu'il n'y a jamais eu de discussion, pas plus en jurisprudence qu'en doctrine, sur le principe même de la validité de la simulation. Devant les tribunaux, la question s'est donc présentée strictement dans les termes théoriques que nous avons posés plus haut : le seul fait de déguiser une donation sous le voile

1. *Code civil*, t. 20, n° 112.

d'un contrat onéreux constitue-t-il une simulation simple ou une simulation entachée de fraude ? Plus précisément, est-ce une fraude à la loi que de faire une libéralité, en dissimulant cette libéralité derrière un acte qui n'est pas astreint aux règles des donations ?

A cette question de principe la Chambre civile a, tout de suite et à diverses reprises, répondu : non (1). « La simulation n'entraîne pas indistinctement et dans tous les cas l'annulation des actes qui en sont viciés. » « Ces actes sont licites toutes les fois qu'ils sont faits sans fraude (2). » Et, dans les mêmes arrêts, elle a fixé les limites au-delà desquelles la validité de la simulation ne pouvait plus être admise : « c'est lorsque la simulation est employée dans les cas où la prohibition de la loi frappe la chose ou la personne, par exemple *quand la chose n'est pas disponible ou la personne n'est pas capable de recevoir*, parce qu'alors seulement la simulation est frauduleuse, et tend effectivement à soustraire la chose ou la personne à la prohibition de la loi (3) ». « Ainsi, lorsque le donataire n'a pas été jugé incapable de recevoir à titre gratuit, et que le vendeur a eu la libre disposition des biens compris à l'acte, il est d'une conséquence nécessaire que ledit acte subsiste dans la forme qu'il a plu aux parties de lui donner,

1. Civ. 7 frimaire an XIII. S. 05. 1. 474; Civ. 19 novembre 1810 S. 11. 1. 76; Civ. 5 janvier 1814. S. 14. 1. 170; Civ. 13 août 1817. S. 17. 1. 383.

2. Civ. 13 août 1817 précité.

3. Civ. 7 frimaire an XIII précité.

soit qu'on le considère comme une véritable vente, soit comme une donation tacite déguisée sous forme de vente (1) ». Par conséquent, ce n'est pas frauder la loi que de ne pas observer les formalités que cette loi prescrit pour la confection d'une donation. Il n'y a que deux cas où le déguisement constitue une fraude, qui entraîne la nullité de l'acte qui en est entaché — fraude à la loi ou fraude à la personne, — c'est lorsque le donataire était incapable de recevoir, ou la chose indisponible, c'est-à-dire lorsqu'elle faisait partie de la réserve. Et cette solution ne doit pas nous surprendre ; dès l'instant que, d'un côté, on admet que, seuls, les actes « portant donation » doivent être passés devant notaire, on est bien obligé de reconnaître, de l'autre, comme une « conséquence nécessaire », qu'il n'y a pas de fraude là où on soustrait à la forme notariée des actes qui « ne portent pas donation ».

La Chambre des requêtes, placée à la même époque en face du même problème, l'avait, elle, résolu différemment : elle n'avait pas admis la notion si restreinte que donnait de la fraude la Chambre civile ; et, par un arrêt du 24 novembre 1808 (2), elle rejetait le pourvoi formé contre une décision de la Cour d'appel de Rouen, qui avait annulé une donation déguisée, en décidant que cette décision « n'avait violé aucune loi, bien que la prétendue venderesse eût pu donner dans les formes légales, *puisque l'acte*

1. Civ. 19 novembre 1810 précité.

2. S. 09.1.99.

*n'était pas revêtu des formalités exigées par la loi pour la validité des donations* ». Mais son opinion est restée isolée, et, sans nous y attarder plus longtemps, nous continuons l'examen de la théorie qui a prévalu : celle de la Chambre civile.

Fortes du double principe proclamé par la Chambre civile, les autres juridictions annulèrent pour le tout; comme entachées de fraude, des donations déguisées portant sur un objet indisponible ou faites à des incapables.

En ce qui concerne la réserve, c'est la Chambre des Requêtes qui a donné le ton aux autres tribunaux. Il nous faut revenir, à ce sujet, sur l'arrêt du 24 novembre 1808, que nous venons de citer, pour l'examiner cette fois sous un jour un peu différent. Pour la clarté de ce qui va suivre, rappelons-en brièvement l'espèce : le 21 brumaire an X, la dame de Fongy vend au sieur Lemperrière, un domaine, moyennant 38.000 francs, plus une rente viagère de 457 francs. Au décès de la venderesse, sa fille, Mme de Bouis, attaque la vente comme cachant une donation déguisée. Lemperrière proteste de la sincérité de la vente, et conclut subsidiairement, au cas où le tribunal y verrait une libéralité, à la réduction et non à l'annulation de celle-ci. Le 18 janvier 1806, le tribunal de première instance annule cependant pour le tout l'acte de vente, « comme simulé et frauduleux », jugement qui est confirmé par la Cour d'appel de Rouen, le 6 avril 1807. Le débat est porté devant la Chambre

des Requêtes, qui rejette le pourvoi, en un arrêt dont nous venons de rappeler les termes. Peut-être la Chambre des Requêtes, que nous taxions tout à l'heure de rébellion envers la Chambre Civile, n'a-t-elle fait, au contraire, que tirer les conséquences logiques de cette théorie, en annulant pour le tout comme « frauduleuse et simulée » une donation qui, de l'avis même du donataire, excédait la quotité disponible, puisqu'il proposait spontanément de subir la réduction ? Le dernier attendu de l'arrêt ne nous permet pas d'adopter cette théorie : « en prononçant ainsi (l'annulation totale), la Cour d'appel de Rouen n'est contre-  
« venue à aucune loi, *puisque l'acte contentieux*  
« *n'était pas revêtu des formes exigées par les lois*  
*pour la validité des donations entre vifs ou à cause*  
« *de mort* ». Si la Chambre des Requêtes a annulé, ce n'est donc pas par sympathie pour les doctrines de la Chambre civile, mais bien au contraire pour marquer son opposition à ces doctrines (voir dans le sens de la théorie que nous venons d'indiquer Req. 5 avril 1827 (1) et Req. 18 août 1862 (2).

Et la discussion n'est pas de celles que l'on aimait à Byzance : les conséquences en sont rigoureuses : avec la théorie de la Chambre civile (annulation dans les seuls cas d'atteinte à la réserve ou d'incapacité du donataire), il ne peut être question d'annuler une donation déguisée qui ne rentre-

1. S. 27.1.458.

2. S. 63.1.265.

rait pas dans un de ces deux cas ; avec la théorie de la Chambre des Requêtes (annulation pour défaut de forme) une donation déguisée sera toujours impitoyablement annulée. Avec la théorie de la Chambre civile, seuls, les réservataires peuvent attaquer la donation ; qui dit « existence d'une réserve » suppose nécessairement « existence de réservataires », et la question ne peut intéresser qu'eux seuls. Avec la théorie de la Chambre des Requêtes, tout intéressé, qu'il soit réservataire ou non, peut se prévaloir de cette violation de la loi que constitue l'absence de formes dans une donation.

L'arrêt du 24 novembre 1808, rendu à la requête d'un réservataire — la fille de la donatrice — ne nous permet pas de savoir si la Chambre des Requêtes aurait, sur ce point, tiré les conséquences logiques de son système. Il nous faudrait pour cela posséder un arrêt qui eût refusé d'annuler, à la requête d'un non-réservataire. Les recueils chronologiques en ont bien recueilli un (Req. 15 brumaire XIV) (1), mais il est si ancien que nous n'osons le poser comme un arrêt de principe, d'autant plus que la Chambre civile, qui n'avait eu l'occasion que de se prononcer une fois sur la matière par l'arrêt du 7 frimaire an XIII, n'avait même pas encore ébauché la théorie que nous venons de rappeler.

1. S. 05 et 06, an XIV, II, 607.

En tout cas, l'exemple donné par la Chambre des Requêtes fut suivi par les juridictions inférieures. Et l'on pourrait citer de nombreux arrêts, qui, tout en proclamant en principe la validité des donations déguisées, ont annulé ces donations, lorsqu'elles entamaient la réserve ou étaient faites en faveur d'incapables (1).

Avant de passer à la troisième phase de l'évolution dont nous rappelons en ce moment la marche, il ne nous paraît pas inutile de marquer un temps d'arrêt pour examiner, du point de vue critique cette fois, les conclusions auxquelles nous venons d'aboutir.

On n'a pas oublié leur substance : d'une part, la simulation n'est une cause de nullité que lorsqu'elle est entachée de fraude ; d'autre part, en matière de donations déguisées, il n'y a fraude — qui entraîne l'annulation pour le tout des actes qui en sont entachés — que si le donataire était incapable de recevoir, ou la chose indisponible.

Le résultat auquel aboutit le système de la Chambre civile, pour être juridique, est-il juste ? Est-il équitable de proclamer qu'il y a fraude toutes les fois que le donataire est frappé d'incapacité ou toutes les fois que la chose, objet de la donation, est indisponible ? Pour le premier cas, l'affirmative nous semble incontestable. L'incapacité est un état qui s'apprécie au moment de la donation. Il est

1. V. pour ce dernier cas Bordeaux 12 juin 1876 (S. 77.2.12) ; Douai 6 avril 1914 (S. 16.2.48).

défini et limité par des textes formels, en ce qui concerne tant la qualité des personnes que la mesure de leur incapacité. En partant du principe nécessaire que « nul n'est censé ignorer la loi », on est bien obligé de reconnaître que celui qui consent, et surtout celui qui accepte, une libéralité, dans des conditions différentes de celles posées par la loi, quant à la capacité du donataire, celui-là n'a pu agir que dans l'idée de frauder cette loi.

Nous n'en dirons pas de même de l'atteinte à la réserve, qu'il nous paraît absolument impossible d'assimiler, invariablement et par principe, à une fraude. La raison en est simple : la réserve est une quotité dont la valeur ne peut être fixée qu'au décès du donateur. Du vivant de celui-ci, elle est soumise aux mêmes oscillations que l'ensemble de sa fortune, dont elle ne constitue qu'une fraction idéale. Comment dès lors accuser de fraude le donateur, dont la libéralité, faite peut-être depuis de longues années, se trouve, au moment de son décès entamer la réserve ? Car de deux choses l'une : la chose donnée entamait la réserve, ou elle ne l'entamait pas au moment de la donation. Dans le premier cas, le donateur pouvait compter sur une heureuse aubaine, qui, augmentant le chiffre de sa fortune, aurait, du même coup, augmenté celui de la quotité disponible, et validé en temps utile une libéralité viciée à son origine.

Dans le second cas, la bonne foi du donateur est manifeste, et l'on ne pourrait raisonnablement

exiger — à moins d'abolir dans notre droit le principe même des donations entre vifs — qu'il s'abstint de faire cette libéralité, pour le cas où, sa fortune diminuant, il se serait trouvé entamer la réserve.

En somme, pour construire un cas où l'atteinte à la réserve constituerait par elle-même une fraude, il faudrait supposer un donateur, qui, ayant déjà disposé, à titre universel et irrévocable, de la fraction de sa fortune représentant la quotité disponible, disposerait à nouveau d'un autre bien également à titre gratuit, mais, cette fois, sous le voile d'un contrat onéreux.

Nous ne disconvenons pas que, sur cette réserve, il y ait des textes formels auxquels on ne peut déroger — fût-ce au nom de l'équité et du bon sens. Mais une distinction s'imposait : ne pouvait-on pas décider que l'atteinte à la réserve ne constituerait pas en principe une fraude, et par conséquent qu'elle n'entraînerait pas l'annulation pour le tout de la libéralité, mais seulement sa réduction — l'hypothèse de l'annulation n'étant réservée à titre de pénalité, qu'au cas où il serait prouvé que le donateur visait exclusivement à violer les dispositions impératives concernant la réserve.

Nous sommes ainsi amenés à l'idée que ce second état de la jurisprudence de la Chambre civile n'était pas parfait, et qu'il était à prévoir que la Cour suprême, poursuivant la voie où elle s'était engagée, remanierait encore sa doctrine — dans un sens plus critiquable selon nous — mais qu'il nous faut indi-

quer en terminant, parce qu'il représente la formule définitive à laquelle elle s'est ralliée, et que, pour ainsi dire, tous les tribunaux ont adoptée à sa suite.

Le système de la Cour de cassation et les conséquences qu'il entraînait péchaient donc par excès de rigueur, au moins quant aux donations excessives. Les tribunaux ne tardèrent pas à s'en apercevoir. Ils abandonnèrent de bonne heure cette idée que l'atteinte à la réserve constituait toujours et par principe une fraude, et, par suite, un motif d'annulation totale. En conséquence, une longue suite de décisions s'est bornée à ne prononcer que la réduction des donations excessives, et aujourd'hui la question n'est même plus soumise aux tribunaux : cette jurisprudence a, pour ainsi dire, acquis force de loi. Et cela n'a rien qui puisse choquer ; nous l'avons vu et n'y reviendrons donc pas. Ce qui est beaucoup plus choquant, c'est qu'il se soit trouvé quelques tribunaux pour décider que la réduction était la seule solution possible, même dans les cas où ils reconnaissaient expressément une fraude ! Ainsi jugeait déjà la Cour de Caen le 15 juillet 1812 (1), dans une espèce où une donatrice voulant disposer en faveur de l'une de ses nièces, au détriment des collatéraux de celle-ci, malgré la prohibition de la loi du 17 nivôse an II, avait vendu au futur époux de la donataire, les biens dont elle voulait gratifier celle-ci, en échange de quoi le pseudo-

acquéreur avait reconnu à sa femme, par contrat de mariage, une dot bien supérieure à la somme qu'elle avait reçue : « considérant, dit la Cour, que La Barbe eut tellement conscience du vice de son contrat de mariage, qu'il eût soin, du vivant même de la veuve Samson, de le faire ratifier à l'avance par le frère de son épouse ; considérant sur le point de savoir s'il a été bien jugé en déclarant ledit contrat nul et de nul effet, que les premiers juges ne pouvaient l'anéantir qu'en tant qu'il excédait la quotité disponible au décès de la veuve Samson ; Par ces motifs, dit bien jugé sur le premier chef, qui a déclaré la vente dont il s'agit simulée, comme contenant une donation déguisée ; mal jugé sur le deuxième ; déclare ledit contrat valable jusqu'à concurrence seulement de la moitié des biens que la veuve Samson laisse à son décès ».

Ainsi encore jugeait la Chambre civile le 13 décembre 1859 (1) dans une espèce où la fraude était cependant si flagrante, avouée et reconnue, qu'on serait tenté de le considérer comme un arrêt de principe : « Attendu que les donations déguisées entre personnes capables de donner et de recevoir sont valables jusqu'à concurrence de la quotité disponible ; *qu'il en est ainsi, même lorsque ces donations, par suite d'un accord frauduleux entre le donateur et le donataire, tendent à porter atteinte à la réserve des héritiers ; que le droit de ceux-ci se*

borne, en ce cas, à demander la réduction de ces donations dans les limites de la quotité disponible, et non leur annulation totale ; que, pour qu'il en fût autrement, il faudrait que, par dérogation au principe qui valide entre personnes capables les donations déguisées, la nullité de la totalité des libéralités fût, au cas prévu, prononcée à titre de peine, par une disposition spéciale de la loi... » Il faut reconnaître d'ailleurs que ces décisions sont restées isolées, et qu'il s'est heureusement trouvé d'autres tribunaux pour penser que le principe qui valide entre personnes capables les donations déguisées ne devait pas tenir en échec cet autre principe qui a aussi sa valeur : *Fraus omnia corrumpit*.

Voilà le dernier stade de l'évolution quant aux donations déguisées portant atteinte à la réserve. Il reste à exposer le terme de celle suivie parallèlement, quant aux donations déguisées faites à des personnes incapables de les recevoir. Ici l'article 911 semble couper court à toute interprétation. « Toute disposition au profit d'un incapable sera nulle, si on la déguise sous un acte à titre onéreux. » Or ces « incapables » ne le sont pour la plupart qu'en partie : ainsi, les enfants naturels, en vertu de l'article 908. Si donc la donation est ostensible, elle est réductible à la quotité fixée par cet article, mais si elle est déguisée, elle est annulable pour le tout (1). Cependant des auteurs considérables se sont pro-

1. Aubry et Rau, 5<sup>e</sup> éd., t. 10 § 650 bis, p. 518 texte et note 5.

noncés en faveur de la nullité partielle de telles donations (1) ; et il faut bien reconnaître que leur raisonnement ne manque pas de subtilité. En effet, dit M. Demolombe, « la libéralité faite à un enfant « naturel est valable, même déguisée sous la forme « d'un contrat onéreux, du moment qu'elle ne « dépasse pas la quotité disponible ; car, dans cette « limite, l'enfant est *capable* ; et, par conséquent, « 911 ne lui est pas applicable. Dès lors, si la dona- « tion entame la réserve, il ne peut avoir lieu qu'à « réduction et non à annulation, car l'enfant n'est « incapable que dans la mesure où il est donataire « de la réserve ». Il faut avouer que l'objection est troublante. Par contre, il nous semble que M. Demolombe a été moins bien inspiré lorsqu'il a essayé de baser la solution à laquelle il venait d'aboutir sur le principe qu'on peut faire indirectement ce qu'il est permis de faire directement ; car l'article 911 a été écrit précisément pour faire échec à ce principe, en prononçant la nullité de toute donation déguisée, qui, faite directement dans les mêmes circonstances, eût été évidemment valable, ou tout au plus réductible.

Néanmoins, ces opinions ont trouvé un accueil favorable auprès de bien des tribunaux, notamment en matière de donations déguisées entre époux, où la question se pose dans les mêmes termes, du moins au point de vue des textes (2).

1. Duranton, t. 8, § 278. Demolombe, t. 18, n° 679 et t. 20, n° 112.

2. Voir *infra*, chap. V, section I.

Et la Cour de Pau pouvait déclarer, dans un arrêt du 24 juillet 1872 (1) « que malgré la nullité « prononcée par 911, il est généralement admis que « les dispositions au profit d'incapables ne sont que « réductibles ». Cependant il faut reconnaître qu'on ne retrouve pas ici l'unanimité qui s'est faite en faveur de la réduction des donations excessives.

Voilà comment le principe de la validité des donations déguisées, si l'on en tire toutes ses conséquences rigoureuses, peut mettre les tribunaux en contradiction inconciliable avec les textes les plus formels.

C'est une première constatation à laquelle nous avons abouti en étudiant l'évolution de la jurisprudence et son attitude définitive en face du principe de la validité de la simulation. Et comme ce principe est fondamental en notre matière, nous pouvons dès maintenant augurer que nous aurons l'occasion de la refaire plus d'une fois au cours de cette étude.

## SECTION II

### Conséquences du principe de la validité

Les donations sont soumises, pour leur existence, à toute une législation restrictive et formaliste, où les auteurs s'accordent à distinguer des conditions de forme et des conditions de fond.

1. S. 72.2.150.

*Les conditions de forme* sont au nombre de trois : acte notarié (art. 931) passé en présence de deux notaires ou d'un notaire assisté de deux témoins (loi du 21 juin 1843) — acceptation expresse du donataire (art. 932) — état estimatif pour les donations d'effets mobiliers (art. 948). Les donations déguisées y sont-elles soumises ? Qui dit donation déguisée suppose qu'a été empruntée l'apparence extérieure, la *forme* d'un acte onéreux ; il est donc logique et nécessaire que cette donation déguisée soit dispensée des conditions de forme des donations. Remarquons cependant, que le déguisement n'est pas, par définition, incompatible avec le respect des règles de forme : on peut très bien concevoir une vente passée devant notaire, revêtue de l'acceptation expresse de l'acquéreur, et à laquelle serait joint un état estimatif d'effets mobiliers. Un tel acte, s'il voilait une libéralité, constituerait bien une donation déguisée dans laquelle auraient été respectées les conditions de forme des donations. Notons cependant que de graves difficultés surgiraient, quant à l'acceptation notamment, s'il plaisait au donateur de déguiser sa libéralité, non plus sous un contrat synallagmatique, mais sous un acte unilatéral — reconnaissance de dette par exemple — de laquelle, par définition, toute acceptation est exclue.

Et cette interprétation ne résisterait d'ailleurs pas au texte de 931, tel que l'ont compris les partisans de la validité, qui y ont lu une dispense impli-

cite de la forme notariée, pour les actes « ne portant pas donation », c'est-à-dire pour les donations déguisées. Nous croyons donc bien préférable l'opinion, d'ailleurs unanimement reçue en doctrine et en jurisprudence, selon laquelle les donations déguisées sont dispensées purement et simplement des règles de forme auxquelles sont soumises les donations ostensibles. Nous nous contenterons ici de formuler, en ce qui concerne la dispense d'acceptation, une grave réserve sur laquelle nous reviendrons au chapitre III.

Avant de passer à l'étude des conditions de fond dans les donations déguisées, il nous faut soulever une question qui se rattache plus spécialement à la forme extérieure de ces donations : pour être dispensé des conditions de forme, nous avons vu, qu'aux termes de 931, l'acte qui contient la donation déguisée ne doit pas « porter donation ». Qu'est-à-dire ? Il n'y a, en langage juridique, que deux sortes d'actes : ceux à titre onéreux et ceux à titre gratuit ; donc, la donation déguisée doit revêtir une *apparence onéreuse* ; car si l'acte n'était pas onéreux, il serait gratuit ; et, s'il était gratuit, il ne serait pas déguisé. Là encore, les partisans de la validité n'ont fait que tirer la conséquence logique et nécessaire des prémisses qu'ils avaient posées. Et la jurisprudence est unanime en ce sens (1).

1. Req. 7 janvier 1862. D. 62. I. 188 ; Req. 23 mars 1870. D. 70. I. 327 ; Civ. 23 mai 1876. D. 76. I. 254 ; Bourges, 16 mai 1884. S. 85. 2. 60 ; Paris, 29 novembre 1900. *Gaz. des Trib.*, 1901, 1<sup>er</sup> sem. 2. 381 ; Caen, 22 mars 1911. S. 11. 2. 271.

Mais si tout le monde est d'accord sur la nécessité d'une apparence onéreuse, il s'en faut qu'il en soit de même sur la définition et sur les limites de cette apparence.

On peut déguiser une libéralité de bien des façons : vente, bail, transaction, reconnaissance d'apport dans un contrat de mariage, billet au porteur, quittance à un débiteur non encore libéré, transfert de Rentes sur l'Etat ou de titres nominatifs (cette dernière catégorie étant considérée plutôt comme achats sous le nom d'autrui). Une énumération limitative est impossible.

Et cette diversité n'est pas étrangère aux difficultés que l'on éprouve lorsqu'on cherche à enfermer cette notion d'apparence onéreuse dans des limites un peu précises.

Il n'y a pas en effet une solution de continuité, aussi nette qu'on pourrait le croire, entre l'acte onéreux et l'acte gratuit. Lorsqu'on prend des exemples classiques, on n'éprouve pas de mal à leur appliquer les définitions courantes : la vente, c'est bien l'acte que chaque \*partie ne passe qu'en considération de la prestation promise par l'autre. La donation, c'est bien l'acte dans lequel celui qui fait ou promet la dation ne stipule et ne reçoit rien en retour. Mais si l'on tente de rapprocher les extrêmes, alors la difficulté surgit : on se trouve en présence d'une sorte de zone neutre, où les caractères distinctifs sont très atténués et les lignes de démarcation beaucoup plus difficiles à tracer. Que

dire, par exemple, du contrat synallagmatique, dans lequel les prestations réciproques n'apparaissent pas rigoureusement égales ? Doit-il être annulé, au moins en partie, comme renfermant une donation sans forme ? La jurisprudence a répondu négativement.

Ainsi jugé :

« Qu'un acte par lequel des enfants traitant avec  
« leur mère, au sujet des reprises de celle-ci dans la  
« succession de leur père, ne peut être annulé faute  
« d'être revêtu des formalités prescrites pour les  
« donations entre vifs, si ce traité contient un avan-  
« tage en faveur de la mère (1).

« Qu'un acte, par lequel des enfants font abandon  
« à leur mère des revenus de tous les biens de leur  
« père prédécédé, peut être déclaré valable, encore  
« bien qu'il soit sous seings privés, et qu'il ne men-  
« tionne aucune condition onéreuse comme faisant  
« le prix de cette donation (2).

« Que l'acte sous seings privés, par lequel un  
« père ou une mère, moyennant une pension ali-  
« mentaire et un logement, s'est départi en faveur  
« de ses enfants, de la totalité de ses biens, et les en  
« a mis en possession, ne peut être querellé comme  
« démission ou donation manquant de la forme  
« essentielle d'authenticité (3).

« Qu'une transaction sur un testament obscur et

1. Req. 2 mars 1808. S. 08. 1. 232.

2. Metz, 1<sup>er</sup> avril 1824. S. 25. 2. 304.

3. Agen, 4 août 1824. S. 27. 2. 212.

« ambiguo, même alors que cette transaction est favorable à l'un des légataires, constitue un acte à titre onéreux (1) ».

Cette première démarche nous apprend donc que, si l'on n'a pas abandonné la vieille classification en actes gratuits et en actes onéreux, la jurisprudence a été néanmoins amenée à reconnaître qu'un acte, qui se présente avec plus d'avantages pour l'une des parties que pour l'autre, ou même avec des avantages unilatéraux, ne constitue pas nécessairement, en ce qui concerne cette prestation unilatérale, une libéralité soumise notamment aux formalités des donations. Voilà déjà une constatation d'ordre général, qui, si l'on se refuse à admettre l'existence d'une catégorie d'actes mixtes, élargit singulièrement la notion classique d'apparence onéreuse.

Portons maintenant nos recherches dans le domaine des donations déguisées, en examinant les quelques cas particuliers qui se sont présentés le plus souvent devant les tribunaux.

*Première hypothèse.* — Une vente a été consentie moyennant le paiement, au profit du vendeur, d'une *rente viagère*. Au décès du vendeur, si les arrérages versés représentent une somme notoirement inférieure à la valeur de la chose aliénée, ses héritiers peuvent-ils, en se basant sur l'inégalité des prestations, demander la nullité de la vente comme ren-

1. Lyon, 7 avril 1870. S. 71.2.237.

fermant une donation sans forme ? La nature même de la convention intervenue entre les parties s'y oppose. Le contrat de rente viagère est en effet essentiellement aléatoire ; chaque partie ignore, au moment où elle le signe, s'il se soldera pour elle par un gain ou par une perte. On n'en pourra juger qu'au décès du crédi-rentier ; mais il sera alors tout aussi impossible de décider rétroactivement si les parties ont agi dans une intention de libéralité au moment de la confection de l'acte ; de telle sorte que, par sa nature même, le contrat de rente viagère se trouve à l'abri de toute attaque basée sur son prétendu caractère de gratuité.

On s'étonne que la question ait été portée devant les tribunaux. Ceux-ci y ont évidemment répondu dans le sens que nous venons d'indiquer (1).

*Deuxième hypothèse.* — Une vente a été consentie moyennant le paiement d'une *rente inférieure au revenu de l'immeuble*. Le vendeur peut-il, en se basant sur ce fait, demander la nullité de la vente, comme renfermant une donation sans forme ? Il est en effet incontestable qu'il y a donation au moins de la nue-propriété de l'immeuble. C'est dans cette forme que s'est présentée le plus souvent dans la pratique la question de savoir s'il était nécessaire de stipuler un *prix sérieux* dans les donations déguisées.

Trois positions sont possibles :

1. Civ., 1<sup>er</sup> avril 1829. S. 29.1.285. Montpellier, 12 juin 1834. S. 35.2.24.

1<sup>o</sup> L'acte est nul et comme vente et comme donation déguisée ;

2<sup>o</sup> L'acte est nul comme vente, mais valable comme donation déguisée ;

3<sup>o</sup> L'acte est valable et comme vente et comme donation déguisée.

C'est la seconde théorie qui a prévalu en doctrine et en jurisprudence.

« Faut-il, écrivent MM. Colin et Capitant dans leur *Cours élémentaire de Droit Civil Français* (1) que le prix fictif porté dans l'acte soit un prix sérieux, c'est-à-dire correspondant à la valeur de la chose donnée ? Plusieurs fois, la Cour de cassation s'est prononcée pour l'affirmative, et a annulé des actes de vente dans lesquels le prix consistait en une rente viagère ne dépassant pas les revenus. La raison donnée par ces arrêts est que le prix est un élément essentiel de la vente. Mais c'est confondre le fond et la forme. Dans notre hypothèse, il n'y a vente que pour la forme. Dès lors il n'est pas nécessaire que les conditions de fond soient observées. Il suffit que le contrat présente en apparence les traits d'une vente ». Telle est aussi l'opinion à laquelle se sont rangés la plupart des tribunaux qui ont eu à statuer sur cette question (2).

Il ne faudrait cependant pas oublier que, pour être

1. T. III, p. 771.

2. Montpellier, 12 juillet 1834. S. 35.2.24. Douai, 14 juin 1852. S. 53.2.97. Req., 28 janvier 1879. S. 80.1.212. Req., 9 juillet 1879. S. 81.1.205. Req., 26 mai 1903. S. 04.1.295.

valables, les donations déguisées doivent absolument, comme nous venons de le voir, être dissimulées sous une apparence onéreuse, qui ne laisse percer d'aucune façon l'intention libérale du pseudo-vendeur. Or, il serait assez vain de se contenter qu'il soit dit « je vends » et « je vends moyennant tel prix », si le prix ne pouvait être considéré comme sérieux. Il est vrai que tout cela est fictif : qu'il n'est exigé qu'une apparence onéreuse, et non une réalité ; encore faut il qu'on puisse au moins se fier à cette apparence, pour pouvoir dire sans trop d'ironie : « cette libéralité est valable, car elle est déguisée sous un acte qui ne porte pas donation ».

C'est pourquoi, nous croyons plus conforme à la théorie de la validité la doctrine adoptée par la Chambre des Requêtes dans un arrêt du 26 avril 1893 (1) qui a jugé « que la cession d'un immeuble, à charge d'une rente viagère inférieure, soit à l'intérêt du capital fixé dans l'acte, comme représentant la valeur de l'immeuble, soit aux revenus de cet immeuble, ne constitue ni une vente, faute d'un prix réel, ni une donation déguisée, vu le caractère de libéralité pure d'un pareil contrat, lequel se révèle au premier examen ».

La Chambre civile a bien vu la difficulté, comme aussi le non-sens de la troisième hypothèse envisagée, qui aurait consisté à valider l'acte et comme vente et comme donation déguisée ; mais, poussée

par ce courant d'opinion toujours plus favorable aux donations déguisées, elle n'osa pas davantage entériner la théorie de la Chambre des Requêtes et annuler l'acte et comme vente et comme donation déguisée.

Alors, lorsque la question lui fut soumise, le 3 décembre 1912 (1), elle trancha le nœud gordien, en décidant que les donations déguisées, « à raison de leur caractère de bienfaisance, peuvent valablement assurer un avantage à l'une des parties, indépendamment de toute prestation de sa part ; et que, par suite, une donation déguisée sous forme de vente ne saurait être déclarée nulle, sur le motif que le prix serait fictif, et, notamment, lorsque ce prix consiste en une rente viagère, sur le motif que celle-ci ne comporterait en réalité aucune chance aléatoire au profit du donateur. » C'était une façon détournée de revenir à l'opinion généralement admise ; la Chambre civile n'a pu le faire qu'en sacrifiant explicitement la nécessité de l'apparence onéreuse, et en laissant entrevoir dans l'acte déguisé le caractère de bienfaisance, ce qui était aller directement à l'encontre de la théorie de la validité.

*Troisième hypothèse.* — Jusqu'à présent, nous nous sommes demandé si les prestations stipulées dans un acte contenant donation déguisée, devaient être égales quant à leur *quantum*. Approfondissons maintenant notre notion d'apparence onéreuse, du

point de vue de la *nature* des prestations échangées. Et, pour prendre tout de suite un exemple pratique, demandons-nous si est valable comme donation déguisée l'acte par lequel un individu reconnaît devoir à un autre une certaine somme *pour services rendus*.

Il est incontestable qu'il y a des billets de ce genre parfaitement valables comme constituant de véritables reconnaissances de dettes, parce que la somme promise n'est que la juste et exacte rémunération de services rendus. Par conséquent, on ne peut assimiler invariablement de tels billets à des donations, ni par suite les annuler comme libéralités sans forme. Mais il est non moins incontestable que, très souvent, ces prétendus services sont purement imaginaires et servent à déguiser de simples dispositions à titre gratuit. Dans ce dernier cas, tout dépend alors des termes dans lesquels l'acte est rédigé ; si la cause prétextée apparaît suffisamment précise et sérieuse pour motiver la stipulation de la somme inscrite, le billet sera proclamé valable ; si, au contraire, par suite de l'imprécision ou du peu d'importance des prétendus services rendus, l'intention libérale est manifeste, le billet sera annulé, faute d'une apparence onéreuse suffisante. Tout ici est donc question de mesure, et de mesure très subtile, on va le voir.

Une première forme que les tribunaux ont de bonne heure validée sans difficulté, c'est le billet

portant constitution d'une *pension alimentaire*, à condition toutefois que cette pension constitue une dette civile (1) ou tout au moins une dette naturelle (2) ; car il y a dans ces espèces une idée d'obligation légale ou morale, qui est incompatible avec la notion de libéralité. Dans cet ordre d'idées, on peut citer un arrêt de la Chambre civile du 22 juillet 1895 (3), qui a considéré comme une libéralité la disposition testamentaire par laquelle une mère exprimait la volonté que son fils rentrât dans les sommes qu'il lui avait versées à titre alimentaire, à une époque où elle n'était pas régulièrement séparée de son mari, et où celui-ci n'avait pas été sommé régulièrement de remplir son obligation... »

De l'idée de pension alimentaire, fondée sur la parenté, on passe insensiblement à celle de pension alimentaire fondée sur les *services rendus*, principalement les services domestiques, et en général à tous les genres de dispositions susceptibles de rémunérer ces services : pensions, somme fixe, rente, etc. Les tribunaux ont vu dans ces sortes de stipulations des donations rémunératoires, des dations en paiement, bien plus proches du contrat onéreux que de la libéralité pure, et les ont en conséquences validées, même si elles n'étaient pas faites dans les formes prescrites pour les dispositions à titre gratuit : ils

1. Civ., 27 avril 1824. S. 25-1.104.

2. Colmar, 10 décembre 1808. S. 09.11.161.

3. S. 99.1.43.

exigent seulement que les services soient clairement énoncés, en proportion avec la rémunération accordée (1) et appréciables à prix d'argent, précisément pour permettre aux tribunaux d'exercer leur contrôle (2).

Quid, enfin, lorsque le billet est causé *reconnaissance* ? La jurisprudence, suivant la ligne de conduite qu'elle a adoptée en matière de pension alimentaire et de services, décide que cette seule mention ne suffit pas pour donner aux billets l'apparence onéreuse sans laquelle ils ne peuvent être dispensés des formalités prescrites pour les donations, mais elle valide par contre ceux dans lesquels la mention de la reconnaissance est immédiatement suivie d'une cause qui la motive, pour ainsi dire, pécuniairement.

Ainsi jugé :

« Que le principe d'après lequel les donations déguisées ne sont soumises quant à la forme qu'aux règles des contrats dont elles empruntent l'apparence, est inapplicable au cas de constitution de rente viagère ne mentionnant d'autre cause que le désir de témoigner de la reconnaissance (3) ».

« Qu'il n'y a pas lieu de reconnaître le caractère de donation rémunératoire à l'engagement souscrit en faveur d'une personne pour la remercier d'avoir

1. Cour d'appel de Colmar, 10 décembre 1808. S. 09.2.161. Bordeaux, 21 mars 1835. S. 35.2.412.

2. Cour de Paris sous Civ., 11 février 1896. S. 96.1.69. Riom, 15 février 1894 sous Req., 3 décembre 1895. S. 97.1.234.

3. Req. 23 mars 1870, S. 70.1.214.

usé de son influence auprès d'une autre en vue de la décider à adopter le signataire de cet engagement » (1).

On pourrait citer en sens contraire une décision de la Chambre Civile du 11 février 1896 précitée, où l'on reconnaîtra facilement une tendance déjà signalée de la Cour suprême, laquelle a cassé un arrêt de la Cour de Paris, qui avait refusé de considérer comme une reconnaissance de dette, et par suite de valider comme donation déguisée, l'engagement ayant pour objet de la part de la signataire de « témoigner sa reconnaissance » à un individu pour « soins donnés ».

*Quatrième hypothèse.* — Avec cette dernière hypothèse, nous franchissons un pas de plus, car il ne s'agit plus de déterminer jusqu'à quel degré il faut préciser la cause de l'engagement, pour que celui-ci revête une apparence onéreuse, qui déguise suffisamment la libéralité, mais de savoir si l'on ne peut même pas valider les billets ne portant *aucune cause* de nature à justifier la forme de contrat onéreux qu'ils ont empruntée.

Que décider par exemple du billet ainsi conçu : « Je reconnais devoir à X... la somme de..., que je m'engage à lui rembourser le... » Ici il y a affirmation péremptoire d'une cause onéreuse, mais sans le moindre essai de justification. Les juges n'ont plus à décider si la cause invoquée est en rapport

1. Riom, 15 février 1894, précité.

avec la prestation promise, mais seulement s'ils doivent se contenter d'une déclaration, qui ne laisse place cette fois à aucune équivoque, mais dont aucune précision ne vient confirmer la sincérité. Or, il est clair que, si l'on veut s'en tenir aux apparences, il faut reconnaître sans hésiter, le caractère onéreux à un tel billet, puisqu'il est à proprement parler une « reconnaissance de dette » (« je reconnais devoir ») Et c'est ainsi qu'en ont décidé les tribunaux (1).

Où la difficulté augmente, c'est lorsqu'il s'agit d'un billet portant non plus « je reconnais devoir », mais seulement « je paierai » ou, ce qui revient au même « bon pour la somme de... ». « Je paierai », cela veut dire aussi bien « je paierai à titre de libéralité » que « je paierai à titre de dette » ; c'est l'indication matérielle d'une opération juridique qui reste indéterminée. Il n'y avait aucune raison de décider dans un sens ou dans l'autre, de présumer la donation ou la reconnaissance de dette. Or, dans le problème qui nous occupe, il faut pouvoir reconnaître explicitement l'apparence onéreuse ; il faut pouvoir dire « cet acte présente tous les caractères, au moins extérieurs, d'une reconnaissance de dette ». La question est donc très délicate, et les tribunaux se sont efforcés de ne rendre aucun arrêt de principe. C'est ainsi que la Chambre civile a décidé d'abord que « l'écrit qui se borne à la mention « Bon pour », sans énoncer aucune cause susceptible de lui impri-

1. Civ. 18 novembre 1861 S. 62.1.33. Civ. 11 juillet 1888. S. 88. 1. 409.

mer le caractère d'une obligation à titre onéreux, et dont la seule cause indiquée par la partie qui prétend en bénéficier, consiste dans une intention de libéralité, ne saurait être considéré comme renfermant une donation déguisée sous un contrat à titre onéreux » (1); puis « qu'est valable, alors même qu'il constitue une donation déguisée, le billet en blanc portant seulement la signature et le « bon pour », et causé « valeur reçue comptant » (2). L'aveu du donataire dans le premier cas, la mention « valeur reçue comptant » dans le deuxième, permettaient à la Chambre civile de donner des solutions d'espèces, qui ne laissent pas préjuger comment elle aurait résolu, s'il s'était posé en termes plus généraux, ce difficile problème,

On voit, par l'examen de ces quelques cas particuliers, combien il était difficile de s'entendre sur cette notion d'apparence onéreuse, dont le principe n'est pourtant pas contestable dans la théorie de la validité. Sauf ces difficultés d'espèces, auteurs et tribunaux sont d'accord sur la nécessité d'une *apparence onéreuse*. Il reste à ajouter à cette proposition un corollaire, d'ailleurs évident. Il ne suffit pas que l'acte qui contient la donation déguisée masque l'intention libérale du donateur; encore faut-il que, tout fictif qu'il soit, cet acte revête une *apparence légale*. On exprime généralement cette nécessité en disant que les libéralités faites sous le voile de con-

1. Civ. 23 mai 1876. S. 76.1.342.

2. Civ. 5 décembre 1877. S. 78.1.200.

trats à titre onéreux sont valables en la forme, lorsqu'elles réunissent les conditions requises pour la constatation des actes dont elles empruntent l'apparence. En effet, comme le fait remarquer M. Demolombe dans son *Cours du Droit civil* « il faut bien que l'acte qui renferme cette donation ait une forme légale, et puisqu'il n'a pas celle de la donation, il est nécessaire qu'il ait celle de l'acte onéreux sous le masque duquel la donation a été faite » (1). Nous aurons au surplus l'occasion de revenir sur cette question au chapitre IV à propos du commencement de preuve par écrit.

Que deviennent maintenant les *conditions de fond* prescrites pour les libéralités entre vifs, dans les donations déguisées? La base sur laquelle est érigée la théorie de la validité ne permet nullement de les en dispenser, comme des conditions de forme. Aucun texte ne peut permettre, même *a contrario*, cette extension, car 931, si largement qu'on l'interprète, ne peut évidemment s'entendre que de la dispense des règles de forme. 911 et 1099 prononcent au contraire, chacun en ce qui le concerne, la nullité des donations déguisées qui violeraient ces deux règles de fond essentielles en la matière : capacité de recevoir et quotité disponible. Enfin l'idée même de simulation, si elle autorise tout naturelle-

1. T. 20, n° 104. Voir dans le même sens : Aubry et Rau, 5<sup>e</sup> éd. t. 10, § 659, p. 584. Baudry-Lacantinerie et Colin, *op. cit.*, t. I, n° 1243, Planiol, *op. cit.*, t. III, n° 2, 552 et Req. 7 mars 1898. S. 02.1.231. Civ. 18 oct. 1909. S. 11.1.489.

ment la dispense des règles de forme, n'implique nullement celle des règles de fond. C'est un point qui n'offre pas de difficultés et sur lequel auteurs et tribunaux se sont mis d'accord depuis longtemps (1).

Ces conditions de fond, qu'il nous faut rappeler ici pour ordre, on peut les grouper autour d'une idée essentielle qu'elles reflètent toutes plus ou moins : la défaveur avec laquelle le législateur voit les libéralités entre vifs.

Au moment de la confection de l'acte, il oblige le donateur à un dessaisissement actuel et irrévocable, et, pour assurer l'efficacité de cette prescription, exige une acceptation formelle du donataire, prohibe toute condition protestative, toute réserve du droit de disposer, toute donation de biens à venir, et interdit au donataire de s'engager à payer les dettes futures du disposant.

Postérieurement à la confection de l'acte, il détruit au besoin l'effet de la donation, en instituant le rapport, la réduction, le droit de retour légal, crée des causes de révocation spéciales, comme la survenance d'enfants au donateur, l'inexécution des charges par le donataire, ou son ingratitude, aggrave et multiplie les incapacités de droit commun.

Dans tous les développements qui précèdent, nous avons toujours supposé qu'il existait réellement une donation déguisée sous l'apparence du contrat oné-

1. Laurent, t. 12, n° 315. Aubry et Rau, 5<sup>e</sup> éd., t. I, p. 175, § 35. Colin et Capitant, t. III, p. 767 et suiv. Req. 9 juillet 1879. S. 81.1.205. Req. 17 juillet 1906. S. 07.1.457.

reux. Autrement dit, nous avons toujours supposé une *intention libérale* chez le disposant. C'est le cas normal ; il est logique que nous ayons commencé par lui. Mais le contraire est possible ; il peut fort bien arriver que le contrat soit, non seulement en apparence, mais aussi en réalité un acte onéreux, et que les parties cherchent faussement à faire croire qu'il dissimule une libéralité. Quel intérêt y ont-elles ? Comment en droit le problème se pose-t-il ? A quelles solutions peut mener sur ce point la théorie de la validité ? Nous sommes ainsi conduits, en terminant ce chapitre, à dire un mot de la notion de cause en matière de donations déguisées.

Il y a de graves controverses entre auteurs sur l'existence même de la cause dans les obligations. Nous n'y entrerons évidemment pas ici, et prendrons le mot cause dans son acception la plus large de motif, principe impulsif de l'acte. Dans ce sens, tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'il n'existe normalement qu'une cause par obligation ou stipulation : je m'engage à payer un prix en vue d'acquérir la propriété de la chose vendue ; je m'engage à aliéner cette chose en vue de toucher le prix convenu. Or la difficulté vient dans notre matière de ce qu'il n'y a pas précisément une cause, mais deux : l'une apparente, l'autre réelle ; la cause apparente, ce sont les stipulations de l'acte onéreux, la cause réelle, c'est l'intention libérale du donateur.

Il nous faut ici, au préalable, faire une observa-

tion d'ordre général. L'article 1131, aux termes duquel « l'obligation sans cause ou sur fausse cause ne peut avoir aucun effet », ne fait pas échec au principe de la validité des donations déguisées. Une donation déguisée, ce n'est en effet ni une obligation sans cause, puisque nous venons de voir qu'elle en avait même deux, ni une obligation sur fausse cause, puisque, si les parties ont bien donné à l'acte une cause apparente qui est fausse, elles n'ont contracté en réalité que pour une cause — la libéralité — qui est vraie et sincère. Et c'est d'ailleurs ce que nous confirme immédiatement 1132, qui édicte que « la convention n'est pas moins valable, quoique la cause n'en soit pas exprimée » (1).

Par conséquent, nous aboutissons sans peine aux solutions suivantes :

1<sup>o</sup> La donation déguisée n'est pas nulle, *ipso jure*, du fait que la cause exprimée dans l'acte qui la contient n'est pas celle sur laquelle les parties ont contracté réellement.

2<sup>o</sup> Si une partie réussit à prouver la fausseté de la cause apparente, l'autre peut éviter que la convention soit déclarée nulle, en établissant l'existence d'une autre cause secrète.

3<sup>o</sup> Mais les juges ne peuvent y suppléer d'office, et déclarer qu'un acte, nul comme vente, est par là même valable comme donation déguisée, si d'ail-

1. Colmet de Santerre, *Cours analytique de droit civil*, t. 5, § 47 bis.

leurs, l'intention libérale du pseudo-vendeur n'est pas prouvée.

Quel intérêt peuvent donc avoir les parties à faire croire faussement que l'acte onéreux, une vente, par exemple, dissimule une donation ? Il varie suivant que c'est le donateur ou le donataire qui attaque. Le premier peut vouloir faire jouer à son profit le rapport, la réduction, ou le droit de retour légal, toutes institutions spéciales à la donation, et parfaitement inapplicables à un acte onéreux. Le second peut vouloir se soustraire aux obligations résultant pour lui de la vente, notamment au paiement du prix, à l'action en rescision, etc.

Ceci posé, la partie qui attaque peut se trouver en présence de deux hypothèses : l'acte apparent est valable comme vente, ou bien il est nul. Dans le premier cas, il faudra qu'elle détruise d'abord les apparences, c'est-à-dire que prouve l'acte n'est pas une vente, puis qu'elle établisse la vérité, c'est à-dire prouve que l'acte est une donation. Dans le second cas, qui est réalisé fréquemment, lorsque par exemple le prix de vente n'est pas sérieux, il faudra seulement qu'elle rende évidente l'intention libérale du pseudo-vendeur. Mais dans les deux cas, et c'est la conclusion à laquelle nous voulions aboutir, les tribunaux ne peuvent conclure *de plano* de l'inexistence de la vente à l'existence de la donation. Il leur faut, de toute nécessité, constater la réalité d'une intention libérale chez le disposant. Sinon, il leur est interdit de valider l'acte comme donation dégui-

sée. Ils doivent se borner à en prononcer la nullité (1).

Voilà terminé le rappel que nous nous étions proposé de faire dans ce premier chapitre, des solutions jurisprudentielles qui découlent du principe de la validité des donations déguisées.

Il n'est peut-être pas superflu de résumer en quelques points les conclusions auxquelles nous avons abouti :

1° Le déguisement constitue en principe une simulation simple et non une fraude; en conséquence il n'entraîne jamais la nullité des actes qui en sont entachés ;

2° Cette nullité peut toutefois être prononcée au cas où le déguisement a servi d'une façon flagrante, à violer les dispositions de la loi, quant à la réserve ou aux incapacités de recevoir ;

3° Comme conséquence de la théorie de la validité, les donations déguisées sont dispensées des règles de forme des donations, mais restent soumises à leurs règles de fond ;

4° Pour être validées comme telles, les donations déguisées doivent se masquer sous une apparence onéreuse régulière, tout en ne laissant planer aucune équivoque sur l'intention libérale du disposant.

1. Req. 8 frimaire an XII. S. 1805. I. 253; Bourges, 10 mai 1826. S. 27. 2. 40; Bruxelles, 14 décembre 1831. *Pasicrisie*, 1832, p. 106; Req. 28 déc. 1831. Dalloz, *J. G. Disp. entre vifs* n° 1678; Req. 9 déc. 1913. S. 14. 1. 359. Trib. Seine, 30 mars 1925. *Gaz. Pal.*, 21 mai 1925; Trib. Marseille, 25 nov. 1925. *Gaz. Pal.*, 24 nov. 1925.

## CHAPITRE II

### LES MOTIFS DU DÉGUISEMENT

Ce second chapitre nous retiendra fort peu. Il ne présente en soi aucun intérêt juridique, et ne trouve sa place dans cette étude que pour ordre, s'il est bien vrai qu'un des premiers soucis de celui qui tente de juger sainement une institution, ce doit être de rechercher les mobiles qui incitent les parties à en profiter.

Le déguisement est un procédé anormal ; pour qu'on y ait recours, il faut qu'il offre des avantages. Quels sont-ils ? Les parties, ce faisant, obéissent-elles à des considérations personnelles, qui n'ont rien d'illégal, ou agissent-elles, dans une intention de fraude ? Quelle est, à cet égard, l'opinion de la jurisprudence ? et quelles conclusions pouvons-nous en tirer pour la présente étude ? Voilà les quatre points auxquels nous nous bornerons de répondre sommairement ici.

Le motif le plus fréquent pour lequel les parties ont recours au déguisement, a-t-on dit, c'est une question de famille. Le père, qui veut avantager l'un de ses enfants au détriment des autres, tout en se mouvant dans les limites du disponible, préfère le

plus souvent masquer cette libéralité sous le voile d'un acte onéreux, pour ne pas froisser les susceptibilités de ses autres enfants. Le cas est certain ; on l'a présenté comme le plus fréquent ; c'est douteux, mais peu nous importe.

Le déguisement est au moins aussi souvent employé afin d'éviter de payer au fisc des droits trop élevés en raison de ce principe fondamental que les mutations à titre onéreux sont frappés moins lourdement que celles à titre gratuit. Il y a d'ailleurs des degrés dans ce déguisement dirigé contre le fisc : Tantôt les parties ne visent qu'à bénéficier d'une différence de droits ; ainsi en est-il lorsqu'elles masquent une donation sous les apparences d'une vente ; tantôt elles cherchent à n'acquitter qu'un droit au lieu de deux : ainsi en est-il lorsqu'un père achète des biens au nom de ses enfants, notamment, pour éviter à ceux-ci d'acquitter à son décès des droits de succession sur ces biens ; tantôt enfin, elles veulent faire, pour ainsi dire coup double, et réaliser une seule opération qui leur permettra d'économiser une double perception de droit ; ainsi en est-il lorsqu'elles réalisent une donation sous la forme d'une reconnaissance de dette, ce qui a l'avantage pour elles, non seulement\* d'éviter des droits de donation, mais, même, si le donateur décède avant l'époque d'exigibilité stipulée, de réduire les droits de mutation à acquitter par ses successibles en augmentant d'autant le passif de la succession.

Le précédent chapitre nous a familiarisés avec les

conditions de forme et de fond inhérentes aux donations. On se souvient de notre conclusion : d'une part, les donations déguisées sont dispensées des conditions de forme, d'autre part, elles restent soumises aux conditions de fond. Or, il est incontestable qu'il faut d'abord chercher l'une des raisons de la faveur dont jouissent les donations déguisées, dans cette dispense tacite des conditions de forme. Nous avons par instant de la peine à nous plier à ces vestiges de législation formaliste que constitue dans notre droit moderne la réglementation rigoureuse des donations. Et puis, d'un point de vue plus matériel, le respect de cette réglementation entraîne des frais importants, d'acte notarié entre autres. Il n'est donc pas étonnant que les parties profitent de l'aubaine que leur offre le déguisement, pour se soustraire aux conditions de forme.

Nous venons de rappeler également que les donations déguisées restaient soumises aux conditions de fond. A première vue, on pourrait donc croire que les parties n'ont pas à chercher dans le déguisement un moyen d'échapper à ces règles de fond, par exemple, à l'action en réduction. Mais il ne faut pas oublier qu'il est quelquefois impossible de deviner la libéralité cachée sous un acte onéreux, ou, si elle est devinée, d'en prouver l'existence. Or, si le contrat apparent n'est ni attaqué ni détruit, il va sans dire qu'on ne peut lui appliquer les règles de fond des donations. Et la chance d'éviter ainsi ces règles est déjà assez sérieuse, pour que les parties la courent.

De plus, observons que le déguisement n'étant pas considéré en principe comme une fraude, il n'existe pas de pénalité destinée à le punir, ni, par conséquent, à le prévenir. Rappelons-nous que l'acte onéreux sous lequel est découverte une libéralité n'est pas annulable, mais seulement réductible, exactement dans la même mesure où il le serait, si la donation avait été ostensible. Les parties ne risquent donc rien en la déguisant; elles courent même la chance d'éviter une règle de fond gênante. Enfin, nous verrons au chapitre suivant, que la forme déguisée elle-même est parfois incompatible avec le respect de certaines règles de fond — le dessaisissement par exemple — et qu'en outre, ces donations déguisées sont parfois mieux traitées que les donations ostensibles, notamment en ce qui concerne le rapport, dont, en fait, elles sont généralement dispensées.

Nous classerons dans une dernière catégorie tous les déguisements dont le but est de violer plus ou moins des principes et des textes étrangers à la matière des donations. Faut-il rappeler, par exemple, que l'on peut déguiser une libéralité sous la forme d'un acte onéreux pour en soustraire le contenu à l'action paulienne des créanciers, pour tourner les clauses d'un contrat de mariage, pour frustrer les enfants d'un premier lit ?

Ce rappel des divers motifs pour lesquels on peut avoir recours au déguisement va nous permettre de répondre assez aisément à la seconde question que

nous nous sommes posée. Dans chacun des cas ci-dessus, l'intention des parties, qui dissimulent une libéralité sous le voile d'un contrat onéreux, constitue-t-elle une simulation simple ou une fraude à la loi ?

Dans le premier cas, où le déguisement est motivé par de pures considérations de famille, il est bien évident qu'il constitue uniquement une simulation simple, qui, étant entendu que la simulation n'est pas une cause de nullité des contrats, ne saurait mettre en question la validité de l'acte déguisé. Tous les auteurs sont unanimes ; ils divergent seulement sur la plus ou moins grande fréquence de ces considérations de famille comme motif du déguisement ; les uns, comme M. Huc, pensant qu'elles jouent un rôle important ; les autres, comme M. Planiol, ne leur accordant qu'un rôle beaucoup plus exceptionnel.

Le déguisement dirigé contre le fisc constitue, lui, une fraude bien connue. Or, il est curieux de constater que, jusqu'à la loi de finances du 13 juillet 1925, dont nous aurons l'occasion de parler plus loin, aucune pénalité n'était prescrite pour le cas où le déguisement serait découvert. Comme en matière civile, les parties ne risquaient rien à frauder : si leur supercherie n'était pas découverte, elles avaient tout à gagner ; si elle l'était, elles n'avaient rien à perdre, puisqu'elles devaient acquitter seulement la différence de droits. C'était un autre pari de Pascal. Désormais, en vertu de l'article 44 de ladite loi

« lorsqu'il est amiablement reconnu ou judiciairement établi que le véritable caractère des stipulations d'un contrat ou d'une convention a été dissimulé sous l'apparence de stipulations, donnant ouverture à des droits moins élevés, il est dû un double droit en sus. Cette pénalité est due solidaiement par toutes les parties contractantes ».

Quant au déguisement motivé par le désir d'éviter les règles de forme, on serait bien tenté de le considérer également comme une fraude : il existe en effet des textes formels qui prescrivent l'observation de ces règles à *peine de nullité*, pénalité civile, si l'on peut dire, qui laisse bien supposer par conséquent, que le législateur a assimilé ce déguisement à une fraude. Mais, toute la théorie de la validité détruit cette interprétation. On a vu dans le chapitre précédent comment elle avait, en quelque sorte « légalisé » cette fraude, en concluant, *a contrario* de 931, qu'il y avait des actes ne portant pas donation, qui n'étaient pas tenus de respecter les conditions extrinsèques et notamment la forme notariée. On ne pouvait évidemment déclarer d'une part que ces donations étaient valables, et, d'autre part, qu'elles constituaient une fraude. La théorie de la validité présuppose que la volonté d'échapper aux conditions de forme, ne constitue pas une fraude à la loi.

On ne devrait pas en dire de même du déguisement destiné à soustraire une libéralité aux règles de fond des donations. La théorie de la validité postule en effet que les donations déguisées y restent soumises.

Par conséquent, si les parties cherchent à les éviter, au moyen d'une simulation, elles tentent de violer la loi, elles agissent dans une intention de fraude. Mais, nous avons vu, au chapitre précédent, à propos de l'application à notre matière du principe de la validité de la simulation, comment, par une évolution lente mais fatale, la jurisprudence avait été conduite à ne plus même voir une cause de nullité, mais seulement de réduction, dans le fait d'avoir tenté, au moyen d'un déguisement, d'échapper à cette règle de fond capitale : le respect de la réserve. Il faut en conclure nécessairement que, refusant l'annulation, elle refusait de voir une fraude, et ne considérait que comme une simulation simple le déguisement destiné à tourner les règles de fond des donations.

On devrait en tout cas conclure à l'intention frauduleuse dans le cas où le déguisement sert par exemple à tourner les clauses d'un contrat de mariage, à frustrer les enfants d'un premier lit, ou à soustraire ses biens à l'action paulienne de ses créanciers. Or, il est curieux de constater que la jurisprudence est revenue ici à une conception plus saine, à notre sens, des principes, en annulant pour le tout des opérations de ce genre (1). Mais nous n'en pouvons rien tirer concernant le caractère frauduleux du déguisement en notre matière, puisque, dans de telles hypothèses, les parties visent à violer des textes

1. Civ., 9 janvier 1832. S. 32.1.507; Bordeaux, 16 janvier 1878; S. 78.2.252; Bordeaux, 7 février 1878, S. 78.2.258; Nancy, 21 juillet 1888, S. 89.2.205.

spéciaux, étrangers notamment aux règles de forme et de fond des donations.

Nous arrivons donc toujours, tant bien que mal, à la même conclusion : ne constitue pas une fraude, mais seulement une simulation simple, qui n'entame en rien la validité de l'acte, le fait de déguiser une libéralité sous un contrat onéreux, pour le soustraire aux règles de forme ou de fond des donations. Nous avons vu que c'était déjà un principe assez incohérent en soi. Nous allons voir qu'il aboutit à des conséquences autrement incohérentes. Car il est le fondement sur lequel repose toute la théorie de la validité.

### CHAPITRE III

#### LE RESPECT DES CONDITIONS DE FOND DANS LES DONATIONS DÉGUISÉES

Après ce que nous avons déjà dit, ce titre semble un paradoxe. Il n'y a pas, au premier abord du moins, de question de conditions de fond dans les donations déguisées. Les partisans de la validité proclament eux-mêmes unanimement qu'elles y sont soumises. C'est parce que nous avons douté que cette proposition fût rigoureusement réalisable et réalisée en pratique, que le présent chapitre trouve sa place dans cette étude. Nous nous proposons d'y étudier, d'abord, si la séparation entre les règles de fond et les règles de forme est si radicale, qu'on ait pu impunément déclarer les donations déguisées astreintes à respecter les premières et dispensées d'observer les secondes ; puis, si certaines règles de forme ne constituent pas par hasard de véritables règles de fond ; enfin, si certains modes de déguisement ne sont même pas incompatibles avec l'observance de quelques règles de fond essentielles.

## SECTION I

**Relations entre les deux sortes de règles**

Nous avons déjà eu l'occasion d'expliquer comment la théorie de la validité aboutissait à cette double conséquence : d'une part, les donations déguisées sont dispensées des règles de forme, d'autre part, elles demeurent astreintes aux règles de fond. En théorie, chacune de ces conséquences est dans la logique des choses ; nous l'avons dit aussi. En pratique, que valent-elles ? C'est un problème différent. Il faut remarquer d'abord que deux conclusions opposées, à l'égard de deux sortes de règles, supposent que celles-ci sont séparées par une cloison étanche, plus, qu'elles sont contradictoires. Supposons au contraire, un instant, que les règles de forme soient le corollaire des règles de fond, que les unes ne soient que la manifestation extérieure des autres, on ne concevrait pas comment une même institution, comme la donation déguisée, puisse être soustraite aux unes et soumise aux autres. De deux choses l'une : ou bien les deux sortes de règles n'ont aucun point commun, et alors les donations déguisées peuvent impunément, en théorie comme en pratique, observer à l'égard de chacune d'elles une attitude différente ; ou bien les deux sortes de règles ont des affinités, des points de contact, et alors il est impossible que dans la pratique il ne

surgisse pas des difficultés, lorsqu'on voudra appliquer rigoureusement aux donations déguisées la double conséquence posée : dispense des règles de forme, respect des règles de fond.

Or, peut-on dire, en règle générale, à propos d'une même institution, — qu'il s'agisse de donation, de contrat de mariage ou de testament, — que les règles de forme auxquelles il a plu au législateur de l'astreindre, n'ont aucun rapport avec les règles de fond ? S'il en était ainsi, il faudrait conclure qu'il y a dans notre droit des formalités que l'on nous oblige à observer pour le malin plaisir de nous faire accomplir des gestes purement rituels, presque superstitieux. Comme ce serait contraire à la conception de nos législations modernes ! Non, il n'existe plus aujourd'hui, comme dans le vieux droit romain, de règles de pure forme. Et si ce n'est pas pour être agréable aux dieux ou pour obéir aux tables de la loi qu'une donation doit être passée en présence de deux notaires, ou d'un notaire et de deux témoins, où faut-il chercher la raison d'être de ces formalités désuètes, sinon dans le désir de mieux assurer l'observance d'autres règles, autrement essentielles et motivées, celles qu'on a coutume d'appeler les règles de fond ?

L'application de ce raisonnement à la matière des donations en fera comprendre plus facilement la justesse.

On se rappelle quelles sont ici les trois règles de forme : acte notarié, acceptation expresse et formelle du donataire, état estimatif dans les donations de

meubles. Or, dans quel but ont-elles été écrites? Pourquoi, par exemple, le Chancelier d'Aguesseau a-t-il rendu l'authenticité obligatoire pour les donations? Pothier nous explique que c'est afin d'empêcher les fraudes et pour que le donateur ne puisse « révoquer sa donation » (1). Laissons de côté l'argument de fraude, trop vague pour que nous puissions tabler dessus, et demandons-nous à quelle prescription Pothier fait allusion lorsqu'il parle « d'empêcher le donateur de révoquer sa donation ». Si le donateur ne doit pas révoquer sa donation, c'est donc que celle-ci est irrévocable, et l'irrévocabilité, n'est-ce pas une règle de fond essentielle à la matière des donations? Nous avons dit, en effet, au chapitre premier, que le législateur voyait avec défaveur les libéralités, et que, pour en détourner leurs auteurs, il leur avait notamment prescrit de se dessaisir de l'objet donné « actuellement et irrévocablement ». Et, de nos jours, M. Planiol s'accorde avec Pothier pour estimer que les motifs qui ont poussé d'Aguesseau sont « la protection du donateur et l'irrévocabilité de la donation » (2).

Qui ne voit en effet le lien étroit qui existe entre le dessaisissement irrévocable, condition de fond, et l'obligation d'un acte notarié, condition de forme? L'authenticité est en effet le moyen par excellence d'empêcher un donateur de revenir sur sa libéralité,

1. Cité par Lafontaine dans la *Revue critique de législation* (année 1857, p. 61).

2. *Traité élémentaire de droit civil*, t. III, § 2526, p. 617.

puisque la minute de l'acte demeure obligatoirement dans l'étude du notaire ? Qui ne voit au contraire la facilité avec laquelle le disposant pourrait revenir sur sa libéralité, s'il avait la faculté de la consigner en un acte qu'il pût garder par devers lui ? Et qu'on n'objecte pas que le donataire se serait défendu en exhibant son exemplaire ; d'abord les chances de perte ou de vol sont toujours plus grandes chez un particulier que chez un officier ministériel. Puis le donateur aurait toujours pu rédiger une donation aussi légèrement qu'un testament, et ne pas s'en dessaisir, pour se réserver ainsi la possibilité de la révoquer. Ce qui eût été directement contraire au vœu du législateur. Tandis qu'avec la règle de l'authenticité, c'est tout ou rien : allez chez le notaire ; votre parti sera définitif ; ou réservez-vous la faculté de révocation en faisant un acte sous seings privés, mais votre donation sera inexistante.

On comprend qu'entre ces deux extrêmes, le donateur réfléchisse avant d'agir : et c'est à quoi visait précisément le législateur.

Une démonstration parallèle pourrait être faite pour les deux autres règles de forme : acceptation et état estimatif. Même après avoir signé l'acte de donation chez le notaire, le disposant serait toujours libre de le révoquer, tant que le donataire n'y aurait pas souscrit. On ne comprendrait pas en effet qu'un individu ne puisse reprendre un bien dont le gratifié ne voudrait pas. La règle de l'authenticité, si elle est bonne, n'est donc pas parfaite pour as-

surer l'irrévocabilité de la donation. Il fallait exiger l'acceptation du donataire. Du jour de cette acceptation, l'acte devient un véritable contrat synallagmatique ; le donateur n'est plus seul engagé. Il faudrait le concours des deux parties pour anéantir la disposition. L'irrévocabilité est parfaitement assurée.

L'exigence d'un état descriptif et estimatif dans les donations est également motivée par le désir d'en assurer l'irrévocabilité ; sans état, le donateur pourrait revenir au moins en partie sur la libéralité, en détournant quelques-uns des objets donnés, ou en les détériorant, ce qui diminuerait d'autant le montant de la donation.

Les conditions de formes servent donc à assurer l'observance, au moment de la confection de l'acte, de cette condition de fond essentielle : le dessaisissement actuel et irrévocable du donateur. Par contre, elles ne servent nullement à assurer l'observance des autres conditions de fond, auxquelles la donation pourrait être soumise par la suite : telles l'action en réduction, le rapport, le droit de retour légal. On ne voit pas très bien comment la règle de l'authenticité, par exemple pourrait contribuer à préserver la réserve.

Or, la jurisprudence a fait là une œuvre contradictoire, assez curieuse. Dispensant les donations déguisées des conditions de forme, il eût été logique qu'à la rigueur elle les dispensât des conditions de fond qui avaient un lien avec les précé-

dentes, c'est-à-dire, comme nous l'avons vu, du dessaisissement. Et, inversement, on n'eût pas trouvé à redire qu'elle maintint l'obligation de respecter les autres conditions de fonds étrangères aux conditions de forme, telle l'intégrité de la réserve. C'est précisément à la conclusion inverse qu'elle a abouti. Tout en proclamant en principe que les donations déguisées étaient astreintes à toutes les conditions de fond, sans distinction, elle a été obligée, en pratique, de relâcher sensiblement la rigueur de sa théorie à l'égard du dessaisissement, et aussi du rapport. Elle est même allée jusqu'à douter que l'acceptation constituât bien une règle de forme. Ce sont ces trois points que nous allons étudier plus particulièrement dans les développements qui vont suivre.

## SECTION II

### Etude spéciale de l'acceptation

Nous venons de démontrer, dans la précédente section, la connexité qui existait entre les conditions de forme et certaines conditions de fond des donations, et le peu de cas que la jurisprudence en avait fait, en proclamant les donations déguisées dispensées des unes et soumises aux autres. De cette attitude contradictoire, nous croyons pouvoir donner ici une des raisons, c'est que la jurisprudence est allée jusqu'à se demander si certaines conditions, soi-disant de forme, ne constituaient

pas par hasard de véritables conditions de fond. C'est autrement plus grave que de se demander si un lien quelconque n'existe pas entre les deux sortes de conditions. Quoi qu'il en soit, le problème a été posé, et les solutions, que la jurisprudence elle-même y a apportées, sont de nature à jeter une fois de plus un jour singulièrement troublant sur la théorie de la validité.

Laissons de côté l'acte notarié et l'état estimatif, qui, sous les réserves que nous avons faites plus haut, constituent de pures conditions de forme, et abordons tout de suite le cas de l'acceptation.

On range ordinairement celle-ci parmi les trois conditions de forme des donations. Et cela paraît d'autant plus logique que la loi exige une acceptation *expresse et formelle*. Mais nous avons déjà vu que l'acceptation du donataire n'était destinée qu'à imposer au donateur un dessaisissement actuel et irrévocable. Si telle est la raison d'être de la règle, il est évident que le vœu du législateur devrait être réalisé dès que l'acceptation du donataire serait certaine et non équivoque, même si, d'ailleurs, elle n'était pas expresse et formelle (1).

Cependant, pour les donations ostensibles, il était impossible, en présence des termes impératifs de la loi, de se contenter d'une manifestation quelconque de volonté.

1. Aubry et Rau, 4<sup>e</sup> éd., t. 7, p. 65, § 653 ; Laurent, t. 12, n° 313 ; Baudry-Lacantinerie et Colin, *Traité des Donations et Testaments*, t. 1, § 1252.

Au contraire, pour les donations déguisées, qui, par définition, sont dispensées des conditions de forme, un dilemme se posait : ou bien l'acceptation n'est qu'une condition de forme, et alors la donation déguisée en est totalement dispensée ; ou bien, c'est une condition de fond, et alors, elle y est absolument soumise. Entre ces deux partis extrêmes, dont elle sentait bien les défauts respectifs, la jurisprudence a trouvé une solution mixte : elle a vu dans l'acceptation, *une condition à la fois de forme et de fond* ; de forme, en tant qu'elle doit être expresse et formelle ; de fond, en tant qu'elle doit contribuer à parachever le dessaisissement du donateur. Grâce à ce biais, à ce dédoublement, elle a pu rester logique avec elle-même, et fidèle à la théorie de la validité, en jugeant que, dans les donations déguisées, *une acceptation tacite serait suffisante mais nécessaire*.

En pratique, la question s'est posée fréquemment en matière de transfert de titres nominatifs, transfert qui souvent dissimule une donation. D'après Laurent (1), qui admet aussi la validité de l'acceptation tacite, les deux seuls faits qui peuvent tenir lieu d'acceptation, sont la signature du transfert par le donataire, ou la remise à ce dernier de la nouvelle inscription à son nom. Mais la Cour de Cassation s'est montrée beaucoup plus large que la doctrine. Elle a notamment rendu sur ce sujet un arrêt

1. T. 12, n° 314.

de principe, dans lequel elle déclare les juges du fait souverains pour apprécier les circonstances dont on peut induire l'acceptation du donataire (1). C'est ainsi qu'elle a admis « que l'acceptation résultait suffisamment du seul transfert » (2), ou même « de l'intervention de l'officier public, ayant agi en vertu d'un mandat légal dans l'intérêt du donataire » (3).

Cette largeur de vues s'est naturellement manifestée dans d'autres domaines que celui du transfert. Et cela était inévitable ; car il ne faut pas oublier que bien des donations sont déguisées sous des actes unilatéraux, comme la reconnaissance de dette par exemple, pour lesquels les tribunaux ont dû se montrer encore plus indulgents, puisque, par hypothèse, le donataire ne peut en aucune façon concourir à l'acte. Ainsi a été jugée suffisante l'acceptation résultant « soit de la prise de possession par le donataire des objets compris dans la donation » (4), soit « des actes de procédure par lesquels se manifestait la volonté du donataire de se prévaloir de la donation » (5) ; soit même (ce qui est une violation de cette règle que l'acceptation du donataire doit intervenir du vivant du donateur) « des

1. Civ., 18 octobre 1909. D. 10.1.462.

2. Civ., 24 juillet 1844. S. 44.1.787.

3. Pau, 6 juillet 1870. S. 72.2.270.

4. Limoges, 9 juillet 1821. S. 23.2.113 ; Civ., 12 novembre 1822. S. 23.1.86 ; Civ., 28 juin 1837. S. 37.1.689 ; Civ., 24 juillet 1844. S. 44.1.787.

5. Bordeaux, 1<sup>er</sup> avril 1897. S. 00.2.241.

« démarches faites après le décès de ce dernier par  
« le donataire pour faire rechercher un acte en sa  
« faveur, dont il paraissait connaître l'existence et  
accepter le bénéfice » (1).

La jurisprudence ne pouvait s'arrêter en si belle voie : quand on se montre si indulgent sur l'application d'une règle, on est amené un jour ou l'autre à se demander si on ne pourrait pas s'en passer. Cette évolution fatale lui était dictée au surplus par la théorie même de la validité : on se souvient en effet qu'elle nous a conduits à cette conséquence que les donations déguisées sont valables toutes les fois qu'ont été observées les formes requises pour la validité du contrat dont elles empruntent l'apparence. Or, une reconnaissance de dette, pour être valable en la forme, n'exige évidemment pas l'acceptation du créancier ; donc la donation déguisée sous une reconnaissance de dette en est également dispensée, et le créancier n'est autre ici que le donataire. C'est encore un moyen d'arriver à soustraire ces donations à la nécessité de l'acceptation. Et nous trouvons trois arrêts dans ce sens, deux de la Chambre des requêtes, rendus en matière de reconnaissance de dette (2), l'autre par la Cour de Paris, en matière de transfert (3).

L'évolution, pour être insensible et logique, sem-

1. Req., 17 juillet 1906. S. 07.1.457.

2. Req., 3 décembre 1878. D. 79.1.271 ; Civ., 2 avril 1884. D. 84.1.277.

3. Paris, 22 avril 1904. S. 06.2.276.

ble-t-il, ne nous a pas moins plongés en plein chaos. Nous voilà revenus à notre point de départ par la voie même qui devait nous en éloigner. Partie de cette idée que l'acceptation étant une condition de forme, les donations s'en trouvaient de plein droit dispensées, la jurisprudence a peu à peu admis le caractère mixte de cette condition, et, par suite, la nécessité d'exiger au moins une acceptation tacite du donataire ; mais cette acceptation tacite, elle l'a tant et tant estompée, qu'elle a même fini à la longue par en reconnaître quelquefois l'inutilité. Certes on ne peut pas considérer les trois derniers arrêts que nous avons cités, comme reflétant l'état général et définitif de la jurisprudence sur ce point. Mais c'est déjà assez qu'ils aient été rendus et qu'on soit obligé de reconnaître que ce sont peut-être eux qui ont dit vrai. Cela devrait suffire pour que les partisans de la validité commencent à douter de la valeur de leur théorie. Et ce serait déjà un grand progrès.

### SECTION III

#### **Etude spéciale du dessaisissement**

Nous sommes amenés à étudier le dessaisissement au même titre que l'acceptation. Il y a seulement cette différence que tout le monde s'accorde à reconnaître au dessaisissement le caractère d'une règle de fond, et que, par conséquent, les donations déguisées doivent y être soumises. Et c'est bien ce

que les partisans de la validité proclament en théorie. Après un bref rappel des dispositions que cette condition du dessaisissement oblige ou interdit de stipuler, nous étudierons donc, si, en théorie, elle est aussi rigoureusement applicable et, en fait, aussi rigoureusement appliquée dans les donations déguisées que dans les donations ostensibles.

Pratiquement, la nécessité du dessaisissement se traduit d'une part par l'obligation d'un accord entre les parties, d'autre part par la prohibition des conditions potestatives et de la réserve du droit de disposer. L'obligation d'un accord entre les parties, nous l'avons déjà rappelée à propos de l'acceptation du donataire, et nous avons montré comment celle-ci, en empêchant le donateur de révoquer sa donation, assurait par là même son dessaisissement. Il y a donc une partie de la présente étude qui est comprise dans la section précédente. Nous n'y reviendrons pas. La nécessité du dessaisissement empêche encore le donateur de stipuler à son profit une condition potestative, de dire par exemple non seulement : « je donnerai si je le veux bien », ce qui constituerait une condition potestative *pure* entraînant la nullité de tout contrat dans lequel elle serait insérée, mais même : « je donnerai si je fais tel voyage », ce qui constituerait une condition potestative *ordinaire*, c'est-à-dire dont l'exécution dépendrait de la seule volonté du donateur, et dont l'insertion dans les donations est, à ce titre, expressément interdite par 944, comme conséquence de la

règle « Donner et retenir ne vaut ». Par contre, et dans le même esprit, les conditions mixtes, dépendant à la fois de la volonté d'un tiers et de celle du donateur, restent permises. C'est peut-être d'ailleurs une erreur, du point de vue qui nous occupe, car si je dis par exemple : « je vous donnerai telle chose, à condition que je me marie avec telle personne », il m'est possible, par mon seul refus, de reculer indéfiniment l'avènement de la condition ; et par suite j'aurais pu dire : « je donne » mais avec l'intention et la faculté de ne jamais réaliser cette donation ; ce qui est parfaitement contraire à la règle de l'irrévocabilité. L'obligation du dessaisissement empêche enfin le donateur de se réserver le droit de disposer des choses données. Et c'est on ne peut plus logique. Comment une telle stipulation s'accommoderait-elle avec la règle qui veut que le donateur ne puisse jamais revenir sur sa décision ? Et il va sans dire aussi que l'obligation du dessaisissement impose au donateur de ne pas garder entre ses mains l'acte qui constate la donation, ou tout au moins d'en laisser un exemplaire entre les mains du donataire, pour lui servir de preuve, le cas échéant — règle dénuée d'intérêt pratique lorsqu'il s'agit de donations ostensibles, dont la minute reste obligatoirement chez le notaire, mais qui reprend toute son importance, comme nous allons le voir bientôt, lorsqu'il s'agit de donations déguisées.

Or, la théorie de la validité n'oblige-t-elle pas les tribunaux, par la force même des choses, à ne pas

se montrer rigoureux sur la prohibition de ces clauses dans les donations déguisées ? Certaines formes de déguisement ne sont-elles pas en effet incompatibles avec la stricte observance de cette prohibition, ou tout au moins n'en facilitent-elles pas singulièrement la violation ?

A ce sujet, il faut étudier séparément les donations déguisées sous des contrats synallagmatiques, et celles déguisées sous des contrats unilatéraux.

Dans les premières, nous l'avons vu à la section précédente, par la nature même de ce contrat, l'acceptation du donataire se produit presque forcément d'une façon, sinon toujours expresse et formelle, tout au moins certaine et non équivoque. Dans la vente, le bail, l'acquéreur, le preneur, signent l'acte; le donateur (vendeur ou bailleur) est donc lié : la condition de dessaisissement est accomplie. On n'en peut évidemment dire de même des seconds, d'où, par définition, toute acceptation ou intervention du bénéficiaire est exclue.

Ainsi, un individu peut signer, à titre de donation déguisée, une reconnaissance de dette, au profit d'une tierce personne, qui l'ignorera toute sa vie, et dont l'acceptation ne pourra par conséquent enchaîner le donateur dans son intention libérale. La même différence est à signaler à propos de la détention par le donataire d'un acte pouvant lui servir, le cas échéant, de preuve de la donation. Les contrats synallagmatiques passés en autant d'exemplaires qu'il y a de parties intéressées sont, à cet égard aussi,

moins dangereux que les actes unilatéraux, rédigés en un seul original, restant en la possession du disposant, et que celui-ci peut détruire à sa guise, faisant disparaître ainsi toute trace de sa libéralité. Et c'est là, si l'on veut, la condition potestative la plus matérielle, mais non la moins dangereuse ni la moins grave. On pourrait encore citer parmi les déguisements faits sous le voile d'actes unilatéraux, et qui ne satisfont pas à la condition de dessaisissement et d'irrévocabilité, celui qui consiste, de la part du donateur, à confier à une personne le dépôt d'une somme, de valeurs ou d'objets divers, avec ordre de les restituer à un tiers désigné comme mandataire, mais qui est en réalité un donataire. Or, d'après une opinion qui, il est vrai, paraît aujourd'hui abandonnée, mais qui a rallié des auteurs considérables, et à laquelle, pour notre modeste part, nous nous rangeons sans réserve, comme paraissant plus conforme aux principes, cette forme de déguisement est nulle, notamment parce que le mandat est essentiellement révocable, et aussi parce que n'y est pas réalisé l'accord de volonté exigé par la loi pour que la convention soit parfaite (1).

Parmi les contrats synallagmatiques renfermant des donations déguisées et ne satisfaisant pas à la condition de dessaisissement, nous pourrions citer, entre autres, la vente avec faculté de réméré, per-

1. Aubry et Rau, 4<sup>e</sup> éd., t. IV, p. 624 et 625, § 403, note 13. Laurent, t. 27, n<sup>o</sup> 118,

mettant au donateur, pseudo-vendeur, de reprendre la chose donnée, et aussi le bail fait à la volonté réciproque des deux parties, ou même à la volonté seule du bailleur, permettant à celui-ci de faire cesser, en observant seulement certains délais, l'avantage par lui conféré au pseudo-preneur.

Quelle a été l'attitude de la jurisprudence vis-à-vis d'espèces, où, bon gré mal gré, cette condition de dessaisissement faisait défaut ? De quelle rigueur ou de quelle indulgence a-t-elle fait preuve en présence de ce nouveau manquement, non seulement aux règles des donations, mais même à la théorie de la validité qui déclare les donations déguisées soumises aux conditions de fond, et, par conséquent, au dessaisissement ?

L'examen de quelques arrêts caractéristiques va nous permettre d'en juger.

*Première espèce* : le 16 août 1841, un sieur Matveief souscrit, au profit d'une demoiselle Yanoff, ce billet : « Je déclare avoir reçu de Mlle Yanoff la somme de 50.000 francs, à titre de dépôt, que je m'oblige à lui restituer aussitôt que mes propriétés de... seront vendues ; et, à cet effet, je l'ai pourvue d'un plein pouvoir, l'autorisant à toucher toutes les sommes qui me sont dues jusqu'à concurrence de « celle sus-mentionnée ». Au décès de Matveief, sa légataire universelle soutient que la reconnaissance est nulle, notamment comme donation déguisée faite sous condition potestative du débiteur. Le Tribunal de Bordeaux repousse cette défense, par un

jugement que la cour confirme le 26 avril 1854 (1) en ces termes :

« Attendu que la reconnaissance est pure et simple ; que la restitution du dépôt est seulement ajournée jusqu'à la vente des propriétés de... ; que si aucun terme précis n'est déterminé, si le pouvoir donné pour opérer cette vente demeure suspendu jusqu'à nouvel avis de Matveief, il en résulte seulement que la demoiselle Yanoff n'était pas autorisée à vendre immédiatement ; que Matveief pouvait prendre son temps et attendre le moment favorable, mais non qu'il pût différer indéfiniment la restitution de la somme dont il s'était reconnu débiteur ; qu'après avoir laissé passer un temps convenable, la demoiselle Yanoff aurait eu le droit de s'adresser aux tribunaux pour faire fixer le délai dans lequel il aurait été tenu de se libérer... ; que la vente de ces immeubles ne pourra être effectuée par la donataire qu'après un nouvel avis du donateur ; mais que ce n'est pas là une condition imposée à la donation ; c'est une simple réserve que se fait le donateur, en ce qui concerne l'opportunité de la vente, le mode et l'époque de sa libération ; réserve dont il ne peut abuser pour se jouer de la donation, pas plus qu'il ne pourrait le faire pour se jouer du dépôt. »

La longueur de ces attendus dénote l'embarras de la Cour, désireuse de sauver la face, tout en favorisant une institution qui a toutes ses préfé-

rences. Comment ne pas voir en effet une condition purement potestative dans le fait de dire : « je m'engage à vous restituer telle somme le jour où mes propriétés seront vendues, à l'effet de quoi je vous donne un pouvoir », alors que, ce pouvoir, le disposant pouvait le révoquer *ad nutum* ? Même en admettant qu'il n'usât pas de cette faculté absolue de révocation, comment ne pas voir une condition potestative dans la stipulation d'un terme aussi incertain que cet « avis » qu'il dépendait uniquement du disposant de donner ou de ne pas donner ? Et s'il faut, malgré tout, admettre avec la Cour de Bordeaux que la donataire aurait pu « au bout d'un temps convenable s'adresser aux tribunaux pour faire fixer la date de la vente », on nous accordera bien que la notion de dessaisissement actuel et irrévocable est singulièrement élargie et estompée, en matière de donations déguisées.

*Deuxième espèce.* — Au décès du sieur Gagnière, en 1850, on trouve, avec son testament, le billet suivant, daté de 1847 : « Je déclare devoir à Thérèse Bégot, ma domestique, 20.000 francs payables en cinq ans à partir de ce jour ». Les héritiers refusent d'acquitter ce billet, en se basant sur le défaut de dessaisissement. Le Tribunal de première instance accueille leur défense, mais la Cour de Grenoble déclare recevable la demande de Thérèse Bégot, en termes assez inattendus :

« Attendu que de tous les éléments de la cause, il résulte que Gagnière voulait que Thérèse Bégot,

qui était à son service depuis vingt et un mois, eût dès ce moment titre et droit à 20.000 francs, s'il venait à mourir; « Attendu que ces mêmes circonstances démontrent non moins clairement que si, en retenant le billet qu'il avait souscrit, Gagnière s'était réservé la faculté et le pouvoir de l'anéantir, suivant qu'il aurait à se louer ou à se plaindre de Thérèse Bégot, il ne voulait pas moins que *la conservation et l'existence de ce billet fussent la preuve qu'il avait maintenu son obligation*, et qu'il voulait que cette obligation, qui n'était soumise qu'à cette condition, fût remplie par ses héritiers... »

Sur le pourvoi que forment les héritiers, la Chambre des Requêtes rend le 6 décembre 1854 (1) un arrêt de rejet, dans lequel elle ne répond même pas à la branche du pourvoi qui visait le défaut de dessaisissement.

« Attendu que la loi autorise les libéralités entre vifs déguisées sous le voile de contrats onéreux ; que, dans ce cas, pour être valable, la donation n'est assujettie qu'aux formes exigées pour le contrat sous lequel elle est déguisée ; attendu en fait que le titre renfermait une obligation unilatérale ; attendu que la loi reconnaît la validité de ce genre d'obligation ; et que, dès lors, la libéralité sous laquelle elle est déguisée est elle-même régulière et valable. Par ces motifs : rejette ».

C'est ce qui s'appelle répondre à côté de la ques-

tion ! A en croire la Chambre des Requêtes, il n'y aurait donc qu'une seule chose à examiner pour savoir si une donation déguisée est valable : respecte-t-elle oui ou non les formes du contrat sous lequel elle se dissimule ? Voilà la théorie de la validité ramenée à une pure question de *forme* ; la question de fond n'entre plus en ligne de compte. C'est évidemment une conception très hardie !

*Troisième espèce.* — Par acte notarié, du 15 mars 1844, les demoiselles Ducros déclarent vendre au sieur Roux une maison, avec les meubles, et ce qui s'y trouverait au décès de la survivante. Elles se réservent notamment l'usufruit et même la libre disposition des meubles. A leur décès, les légataires demandent la nullité de l'acte, qu'ils disent être une donation déguisée, pour absence d'état estimatif en ce qui concerne les meubles. Le Tribunal de Tulle les déboute, pour la raison (généralement admise, mais que pour notre part nous trouvons plutôt contestable), que l'état estimatif constituant une règle de pure forme, l'acte, à supposer qu'il fût une donation déguisée, en était dispensé. En appel, ils demandent la nullité comme donation dépendant de la seule volonté du donateur. Mais la Cour de Limoges confirme, en adoptant les motifs des premiers juges.

Sur pourvoi, la Chambre civile casse enfin la décision d'appel (1) : « Attendu qu'en ce qui concerne

1. Civ. 30 juin 1857. S. 59.1.836.

les meubles, la disposition était nulle, soit en vertu de 944, qui annule toute donation entre vifs faite sous des conditions dont l'exécution dépend de la seule volonté du donateur, soit, etc. ».

Il avait fallu aller jusqu'à la Cour Suprême pour faire reconnaître ce principe élémentaire, consacré au surplus par un texte on ne peut plus formel.

On comprend dès lors la conclusion, que nous faisons nôtre, de M. Capitant : « dans certaines catégories de donations, l'application de la règle de l'irrévocabilité est dès à présent écartée par notre législation positive » (1).

#### SECTION IV

### **De la dispense de rapport des donations déguisées**

On sait que l'article 843, dont nous aurons l'occasion de rappeler un peu plus loin les termes, soumet au rapport, sauf clause contraire, les donations. Or, le rapport, nous l'avons vu, est une condition de fond des donations, au même titre que la réduction et le droit de retour légal par exemple. En principe, les donations déguisées doivent donc, comme les donations ordinaires, y être soumises. C'est la proposition dont nous allons vérifier l'exactitude dans la présente section. On voit qu'elle avait sa

1. Colin et Capitant, *Cours élémentaire de Droit Civil français*, t. III, p. 785.

place tout indiquée après les développements que nous avons consacrés aux cas de l'acceptation et du dessaisissement.

Aux termes de 843 : « Tout héritier, même bénéficiaire, venant à une succession, doit rapporter à ses co-héritiers tout ce qu'il a reçu du défunt, par donation entre vifs, *directement ou indirectement* : il ne peut retenir les dons à lui faits par le défunt, à moins qu'ils ne lui aient été faits *expressément* par préciput et hors part, ou avec dispense de rapport ».

En présence de la théorie de la validité, ce texte soulevait deux questions :

1<sup>o</sup> Fallait-il classer les donations déguisées parmi les donations *indirectes* que 843 soumet explicitement au rapport ?

2<sup>o</sup> En admettant l'affirmative, fallait-il exiger, pour qu'elles ne fussent pas déclarées rapportables, une dispense *expresse*, selon les termes de 843, ou pouvait-on se contenter, comme pour l'acceptation, d'une dispense tacite ?

Deux questions, auxquelles nous allons répondre, en même temps que nous exposerons les deux thèses adverses sur la dispense de rapport, et avant de donner les solutions adoptées par la jurisprudence.

En faveur de la dispense, on a donné les raisons suivantes :

1<sup>o</sup> Les donations déguisées ne comprennent pas les donations indirectes ; celles-ci sont distinctes

de celles-là ; donc 843 ne les vise pas ; et par conséquent rien n'autorise à les soumettre au rapport ;

2° De deux choses l'une : ou bien les donations déguisées sont dispensées par elles mêmes du rapport ; ou bien elles y sont soumises comme les donations ostensibles, sauf clause de préciput *expresse*. Or, la présence de cette clause, soit dans l'acte contenant la donation, soit ailleurs, suffirait à elle seule à révéler le caractère gratuit de l'acte. La notion de donation déguisée étant incompatible avec l'existence d'une clause de préciput, il faut en conclure que ces donations sont dispensées de plein droit du rapport.

3° D'ailleurs, le déguisement emporte de lui-même dispense de rapport. Le plus souvent, c'est dans ce seul but que le disposant a déguisé sa libéralité ; en tout cas, il n'a pas ignoré que si la simulation n'était pas découverte — et il ne souhaitait certainement pas qu'elle le fût — les avantages par lui conférés ne seraient pas rapportables. Ce n'est donc qu'exécuter la volonté certaine du disposant que de déclarer sa libéralité dispensée du rapport.

4° Enfin, la preuve que le législateur entend soustraire au rapport les donations déguisées, se trouve dans 918, qui, presumant l'intention libérale sous certains actes onéreux, stipule que « la valeur en pleine propriété des biens aliénés, soit à charge de rente viagère, soit à fonds perdu ou avec réserve d'usufruit, à l'un des successibles en ligne directe, sera imputé sur la portion disponible. »

A ces arguments on peut répondre :

1° Il est vrai qu'à proprement parler les donations indirectes sont distinctes des donations déguisées. Mais le législateur ne semble-t-il pas avoir voulu, en l'espèce, comprendre toutes les libéralités, quelles qu'elles fussent, sous ce terme très générique *tout ce qu'il a reçu du défunt par donation entre vifs, directement ou indirectement*, sans que, dans son esprit, « indirect » s'opposât à « déguisé » ? Si l'on voit très bien en effet l'utilité de viser spécialement les donations indirectes, pour lesquelles, en l'absence de texte, il y aurait pu avoir doute, on ne voit pas pourquoi le législateur aurait visé les donations déguisées. Même en admettant la théorie de la validité, les rédacteurs de 843 ont pu tenir ce raisonnement : « pour la donation déguisée, si la simulation n'est pas découverte, il n'y a pas de question ; si elle l'est, on lui appliquera les règles qui régissent les donations ostensibles, aussi bien en ce qui concerne le rapport qu'en ce qui concerne la réduction. Il est donc parfaitement inutile de la viser ».

2° Il est évident qu'une clause de préciput révélerait immédiatement le déguisement. Mais n'oublions pas, que, quoi qu'on dise, la donation déguisée constitue dans notre droit une anomalie, et que ce n'est pas une raison parce qu'elle ne peut s'accommoder du régime de droit commun sur la matière, pour qu'on lui octroie d'emblée un *régime de faveur dont elle serait seule à profiter*.

3° Quant à dire que le déguisement emporte par lui-même dispense de rapport, rien n'est moins sûr. Nous avons vu au chapitre II que le donateur peut avoir bien d'autres motifs de déguiser sa libéralité sous un acte onéreux : il peut notamment vouloir éviter des droits fiscaux, des formalités gênantes, frustrer des enfants d'un précédent lit, soustraire ses biens à l'action de ses créanciers. On ne peut donc conclure du seul déguisement à une dispense de rapport. Ce serait au surplus violer la loi, qui exige une dispense *expresse*, car, au pis aller, le déguisement ne constitue qu'une dispense certaine, ce qui n'est pas la même chose.

4° Enfin, 918 est un texte exceptionnel, et que, pour ce motif, il est absolument impossible de prendre comme élément de comparaison. Rappelons seulement qu'il vise un genre d'aliénation très spécial, les aliénations à fonds perdu ou avec réserve d'usufruit, que le législateur avait une raison toute particulière de soustraire au rapport, parce que, dans ce cas, l'intention manifeste du disposant a été d'avantager l'un de ses successibles au détriment des autres. Nous pensons, bien au contraire, que 918 pourrait à la rigueur servir d'argument *a contrario*, en faveur de la thèse que nous soutenons, et selon laquelle les donations déguisées ne seraient pas dispensées de plein droit du rapport. En tout cas, des auteurs comme MM. Aubry et Rau (1) l'ont

1. T. 10, § 632, p. 317, 5<sup>e</sup> éd.

écarté de la discussion ; et cela suffit pour que nous ne tenions pas plus longtemps compte ici de l'argument qu'on a tenté d'en tirer.

Voilà les deux thèses entre lesquelles, semble-t-il, la jurisprudence avait à choisir : ou bien, une fois la simulation découverte, la donation déguisée est assimilée à la donation ostensible, c'est-à-dire qu'elle est en principe soumise au rapport, sauf dispense expresse, et, comme cette dispense est à peu près impossible en pratique, elle est pour ainsi dire toujours soumise au rapport ; — ou bien le déguisement est assimilé à une clause virtuelle de préciput, et alors, les donations déguisées sont par définition dispensées du rapport.

Une première série de décisions a admis la dispense pure et simple, en se basant surtout sur le fait que le déguisement équivalait à une clause de préciput (1).

Cependant la majorité des tribunaux s'étaient, pour des motifs divers, prononcés contre la dispense : soit parce que le déguisement n'équivaut pas à la dispense expresse exigée par la loi (2) ; soit par raison d'équité (3) ; soit par *a contrario* de 918 (4) ;

1. Lyon, 22 juin 1825. S. 25.2.366 ; Toulouse, 7 juillet 1829. S. 30.2.114 ; Agen, 4 mai 1830. S. 30.2.319.

2. Bruxelles, 30 mai 1812. S. 13.2.46 ; Caen, 23 mai 1836. S. 37.2.360.

3. Grenoble, 10 juillet 1819. S. 30.2.78 en note ; Nancy, 26 novembre 1834. S. 35.2.63 ; Limoges, 30 décembre 1837. S. 38.2.441.

4. Nancy, 26 novembre 1834 précité ; Limoges, 30 décembre 1837, précité.

soit enfin parce que le déguisement peut avoir été employé pour d'autres motifs que le désir d'éviter un rapport (1).

Mais, à partir de 1840, une autre théorie se fait jour. Les tribunaux cherchent de nouveau à s'échapper d'un dilemme trop rigoureux : selon une tendance déjà constatée, il leur déplait de déclarer les donations déguisées toujours soumises au rapport ; mais, d'un autre côté, ils sentent bien tout ce qu'il y a d'excessif et d'injuste à les en déclarer dispensées par principe. C'est alors qu'ils échafaudent une de ces constructions mixtes, analogue en tous points à celle que nous avons vu se former pour l'acceptation, et qui leur sont particulièrement précieuses, en face de doctrines aussi équivoques que celle de la validité.

En voici la formule, que nous tirons d'un arrêt de la Chambre civile du 10 novembre 1852(2) : « Attendu que si, à raison de la nature particulière des libéralités déguisées sous des actes à titre onéreux, il est permis aux juges du fait, par exception au principe général, d'interpréter l'intention du donateur, et d'attacher à la volonté ainsi exprimée implicitement, les mêmes effets qu'à une déclaration expresse de volonté, cette circonstance du déguisement de la donation ne suffit pas à elle seule pour créer de plein droit la présomption que la dispense de rapport, qui doit toujours être claire et certaine, a réél-

1. Nancy, 26 novembre 1833, précité.

2. S. 53.1.289.

lement été dans la volonté de l'auteur de la disposition ».

On voit la part que prenait la nouvelle théorie dans chacune des deux anciennes. A la première, elle accordait qu'il est impossible d'exiger une dispense expresse dans les donations déguisées ; à la seconde, que le fait du déguisement peut dissimuler une autre intention que celle d'éviter le rapport. Conclusion : d'une part, comme déjà pour l'acceptation, *une dispense tacite est suffisante* ; d'autre part, *cette dispense ne doit pas s'induire du seul déguisement*. D'où la possibilité et la nécessité de rechercher dans les *circonstances*, qui ont précédé, accompagné ou suivi la conclusion de l'acte, l'intention du disposant à cet égard. '

De ces circonstances mêmes, les décisions ne nous donnent pas beaucoup d'exemples. Nous pouvons constater seulement que la jurisprudence a pris le terme dans son acception la plus large, admettant que les circonstances pouvaient être déduites, non seulement d'écrits ou de correspondance, mais encore de témoignages oraux, de présomptions, et, en général, de tous autres faits de nature à corroborer le soupçon que fait peser déjà le fait même du déguisement. C'est ainsi que la Cour de Douai a vu une preuve suffisante de la volonté du donateur d'affranchir le donataire du rapport, dans « la combinaison et la pluralité des actes et des précautions prises par le donateur pour faire arriver, par voies détournées et indirectes, la somme de 6.000 francs

entre les mains de ses deux filles » (1). La même Cour nous donne un autre exemple pratique de ces circonstances, dans un arrêt du 27 février 1861 (2), où elle constate que « la donatrice a entendu donner les 15.000 francs à sa fille par préciput et hors part, dans le but de l'indemniser, dans une certaine mesure, de tous les sacrifices pécuniaires que son fils avait obtenus de ses père et mère ». C'est évidemment une raison non équivoque. Mais, comme nous l'avons dit, les juges du fond ne peuvent se baser sur le seul fait du déguisement pour dire que le donateur a entendu dispenser sa libéralité du rapport (3). Nous devons signaler cependant une espèce curieuse, qui montre combien ces solutions artificielles peuvent faire surgir de difficultés imprévues. Elle nous est fournie par un arrêt de la Chambre des Requêtes, du 16 juillet 1855 (4) : Une dame Dormier avait souscrit, au profit de son fils, une reconnaissance de dette, dans laquelle elle stipulait que les sommes y mentionnées ne seraient rendues à celui-ci qu'après son décès « *et en les prélevant avant tout partage* ». La Chambre des Requêtes rejeta le pourvoi formé contre la décision de la Cour d'appel qui avait déclaré « que la libéralité déguisée sous la reconnaissance de dette avait été dispensée expressément du rapport par la donatrice ». Il semble bien

1. 21 mai 1851. S. 51.2.596.

2. S. 61.2.395.

3. Req., 20 mars 1843 dans ses motifs. S. 43.1.451.

4. S. 56.1.246.

cependant que les héritiers étaient dans leur droit en soutenant que les termes de l'obligation s'expliquaient par la nature même de celle-ci, sans qu'on pût en induire la volonté de la donatrice de dispenser le donataire du rapport ; car le montant d'une dette n'est-il pas obligatoirement prélevé sur l'actif de la succession avant tout partage ? La Cour Suprême aurait pu répondre, il est vrai, que, de toute façon, une reconnaissance de dette n'a pas à être rapportée, et que, par conséquent, la donatrice n'avait inséré cette clause de préciput que pour le cas où, la simulation étant découverte, la question du rapport se poserait. Mais la Chambre des Requêtes s'est bornée à proclamer son incompétence en la matière, les juges du fond ayant, en vertu de la nouvelle doctrine, un pouvoir souverain pour apprécier l'intention du donateur. Ce n'est pas la première fois que nous constatons que la théorie de la validité aboutit à dessaisir la Cour Suprême de son droit de contrôle, en ramenant toutes les difficultés à des questions de pur fait.

La solution définitive adoptée par la jurisprudence constitue certes un très grand progrès sur celle qui avait un moment prévalu, et selon laquelle les donations déguisées étaient de plein droit dispensées du rapport. On ne peut nier non plus qu'elle cadre parfaitement avec la théorie de la validité. Mais, outre que cette solution aboutit à faire juger la question sur des signes essentiellement arbitraires et variables selon les espèces, et dont l'en-

tière appréciation est laissée aux juges du fait, outre qu'elle peut placer les tribunaux en face de difficultés à peu près insolubles, on peut se demander derechef, comme déjà pour l'acceptation, si des tribunaux sont bien dans leur rôle, lorsque, pour permettre à une théorie extra légale de se survivre, ils dispensent d'office les donations déguisées de la clause *expresse* exigée par le législateur pour la dispense de rapport, et arrivent ainsi à traiter ces donations plus favorablement que les donations ostensibles. Ce sont les raisons pour lesquelles, en droit comme en fait, nous ne croyons pas pouvoir souscrire à la transaction par laquelle la jurisprudence a voulu mettre fin à ce grave et difficile débat.

## CHAPITRE IV

### RÉGLEMENTATION DE LA PREUVE ET DES PRÉSOMPTIONS

Nous venons d'examiner dans les chapitres précédents quelques-unes des difficultés relatives aux donations déguisées. Or, il est évident que, dans cette matière, toute difficulté ne peut surgir qu'une fois le déguisement découvert. Tant que le voile qui dissimule la libéralité n'est pas levé, il n'y a pas de question de donation déguisée ; il n'y a pas de difficulté. La preuve du déguisement, c'est donc, en quelque sorte, l'opération préliminaire indispensable, avant laquelle on ne peut rien discuter. Cette simple observation suffit à mettre en relief toute l'importance de la question des preuves en notre matière.

Pratiquement, on peut avoir à prouver un déguisement, soit comme demandeur, soit comme défendeur. Tantôt, ce sont des héritiers qui voudront faire rentrer en tout ou en partie dans la succession de leur auteur un bien qu'il avait aliéné so-disant à titre onéreux, en réalité à titre gratuit ; tantôt, c'est un tiers qui se présente à une succession, porteur d'une reconnaissance de dette sous-

crite à son profit par le défunt, et dont les héritiers chercheront à éviter totalité ou partie du paiement, en prouvant le caractère déguisé de l'acte.

## SECTION I

### Quelles personnes peuvent attaquer ?

On sait que le cercle des personnes qui peuvent attaquer un acte varie suivant le caractère relatif ou absolu de la nullité qu'elles invoquent. S'il s'agit d'une nullité relative, seuls, l'incapable, qui a contracté, ou celui dont le consentement a été vicié, peuvent attaquer ; s'il s'agit d'une nullité absolue, tout intéressé peut le faire. Or, ici, il ne peut être question de nullité — quelle qu'elle soit — puisque, même si la libéralité est découverte, l'acte qui la contient ne sera pas annulé ; — ou plutôt il sera annulé dans son apparence d'acte onéreux, mais subsistera dans sa réalité d'acte gratuit. La distinction offre toutefois un point de base commode, et comme il est certain que des tiers, tels que des créanciers, des légataires particuliers, peuvent, dans certains cas, arguer de simulation, l'acte de leur débiteur ou du *de cujus*, on peut en conclure en principe que toute personne intéressée a qualité pour demander à faire la preuve qu'un acte en apparence onéreux, est en réalité gratuit, ou pour défendre à une action intentée dans le même but (1). On serait

1. Colin et Capitant, *op. cit.*, t. III, p. 772.

arrivé au même résultat en partant du principe que le déguisement est une fraude, que tout intéressé a le droit de prouver. Mais ce point de départ ne serait pas juste en présence de l'attitude de la jurisprudence, qui, on l'a vu, ne veut voir dans le déguisement qu'une simulation simple, n'entraînant pas par elle-même la nullité de l'acte qui en est entaché.

Pour la clarté des explications, nous examinerons d'abord le cas où la preuve est administrée par une partie, puis celui où elle est administrée par un tiers.

Des deux parties, l'une, le donataire, n'a presque jamais intérêt à attaquer. C'est en sa faveur qu'a été employé le déguisement. Il a toujours plus d'avantage à se prévaloir d'un acte onéreux que d'un acte gratuit, soumis à des causes de nullité, de révocation ou de réduction plus nombreuses. Et, tant qu'il n'est pas attaqué, il bénéficie d'un état de fait, qui lui est favorable ; on ne voit pas pourquoi il aurait intérêt à le faire cesser.

Le donateur, au contraire, peut avoir des raisons de revenir sur sa libéralité. Certaines sont même prévues par un texte spécial, comme la révocation pour inexécution des charges, ingratitude, etc. S'il s'agit d'une donation déguisée, il devra évidemment prouver d'abord le caractère gratuit de l'acte, avant d'en demander la révocation.

Or, toute la question est de savoir si le donateur peut attaquer un acte où il a été partie en invoquant

une simulation à laquelle il n'est pas étranger. Il y a d'abord, dans notre droit, deux principes fondamentaux, dont la combinaison semble ici des plus délicates : d'une part *nemo auditur propriam turpitudinem suam allegans*, en vertu duquel l'auteur d'un acte illicite ne peut se prévaloir ensuite, pour en tirer profit, de la faute qu'il a commise, ou à laquelle il a participé d'autre part *fraus omnia corrumpit*, principe plus général, et qui détruit dans certains cas l'effet du précédent, et en vertu duquel, lorsque la faute constitue une fraude, la nullité doit être prononcée, même si c'est son auteur qui l'invoque. Or, la jurisprudence ne considérant pas le déguisement comme une fraude, il n'y a pas lieu, de ce chef, d'autoriser le donateur à le dévoiler. Faut-il donc s'en tenir à la règle *nemo auditur*, et refuser en général au disposant le droit de révéler la simulation ?

Cette solution ne cadrerait pas davantage avec la théorie de la validité. Puisque les donations déguisées sont proclamées valables, aux yeux de la loi, il serait contradictoire d'empêcher le donateur de lever le voile de la simulation, sous prétexte qu'en déguisant, il se serait rendu coupable d'une action répréhensible, d'une *turpitude*. Ni l'une ni l'autre de ces deux règles ne trouvent donc ici leur application. Il faut chercher dans la matière des donations le principe qui nous permettra d'énoncer la règle. Il en est un qui la domine toute, nous l'avons dit au chapitre I<sup>er</sup> (sect. 2) : celui de l'irrévocabilité

des donations. Or qui ne voit le lien étroit entre ce principe et la question de savoir si le donateur peut arguer de simulation sa libéralité ? Quel intérêt aurait le disposant à révéler le caractère gratuit de l'acte, sinon pour revenir dessus ? L'irrévocabilité étant essentiellement une règle de fond, les donations déguisées y sont soumises, comme les donations ostensibles. *Et le donateur ne pourra pas attaquer sa disposition toutes les fois que son action tendrait à violer ce principe fondamental.* Voilà l'idée générale qu'il ne faut pas perdre de vue. La règle amène des exceptions : 1<sup>o</sup> d'abord, celles que la loi elle-même a prévues comme causes de révocation : inexécution des charges ; ingratitude du donataire ; survenance d'enfant au donateur (1) ;

2<sup>o</sup> Lorsque le déguisement cache une fraude, par exemple s'il a pour but de faire parvenir, en violation de 911, une libéralité à une personne incapable de la recevoir ; car la règle *fraus omnia* reprend alors tout son empire (2) ;

3<sup>o</sup> Lorsque le demandeur veut prouver non pas le caractère gratuit de l'acte dissimulé, mais son inexistence, c'est-à-dire le caractère purement fictif de l'acte apparent, à raison du défaut d'intention libérale chez le disposant (3) ;

4<sup>o</sup> Enfin, lorsque le donateur argue l'acte appa-

1. Laurent, *op. cit.*, t. XII, n<sup>o</sup> 328.

2. Demolombe, *op. cit.*, t. XVIII, n<sup>o</sup> 634.

3. Req., 16 nov. 1859. D. 60. I. 167. Civ., 30 juin 1879. D. 79. I. 413 et 25 avril 1887. D. 87. I. 397.

rent de nullité, comme manquant d'une des règles de forme prescrites pour sa validité, car on sait qu'un défaut de forme dans l'acte apparent entraîne la nullité de la donation qu'il déguise.

D'un autre côté, les notions habituelles d'ayants cause universels se trouvent ici bouleversées. C'est ainsi que les héritiers à réserve, n'agissant plus comme représentants et continueurs du *de cujus*, mais en vertu des droits propres que la loi leur confère en leur qualité personnelle d'héritiers, seront considérés comme des tiers, à qui la règle *nemo auditur* ne sera par conséquent pas opposable (1). Et le fait qu'ils aient approuvé l'acte ou qu'ils y aient concouru, ne suffirait pas pour les rendre non recevables à l'attaquer, à moins que cette ratification n'ait été donnée après le décès du donateur (2).

Quid du légataire universel ou à titre universel, qui tient son droit, non plus de la loi, mais d'un testament, et qui est intéressé, au même titre que l'héritier réservataire, à faire tomber ou réduire les donations déguisées consenties par le *de cujus* ?

Celui-là tient ses droits de la volonté du défunt, et la volonté du défunt ne peut servir à reprendre d'une main ce qu'elle a donné de l'autre : le legs ne peut avoir pour effet de détruire la donation.

Le légataire universel ou à titre universel n'a donc

1. Toulouse, 16 juillet 1836. S. 36.2.555. Req., 3 juin 1863. D. 63.1.429. S. 64.1.269. Req., 20 juillet 1868. S. 68.1.362.

2. Article 1340. Civ., 12 nov. 1827. S. 28.1.180.

pas qualité pour arguer de simulation un acte passé par le défunt, et pour en obtenir la réduction à la limite du disponible, puisque, pour lui, il n'y a pas de disponible. Pour la même raison, un héritier non réservataire ne le pourra pas davantage (1). Ni l'un ni l'autre ne peuvent agir, soit comme représentant leur auteur, puisqu'en principe, celui-ci ne le pouvait lui-même, soit en leur nom personnel, comme tiers intéressés, puisqu'il n'ont pas un intérêt reconnu par la loi. Toute voie de recours leur est donc fermée. Mais ils auraient évidemment qualité, autant que les réservataires, et comme le donateur, pour intenter une action, dans les cas où le donateur pouvait lui-même le faire, et où ce droit n'était pas attaché exclusivement à sa personne, notamment pour faire déclarer « qu'une vente consentie par leur auteur, et qui est déclarée simulée, ne vaut pas non plus comme donation déguisée, en ce que l'intention de chacune des parties n'était ni de donner ni de recevoir (2). »

Et il est à noter, que, s'il y avait dans ce cas concours entre un légataire universel et un héritier non réservataire, le légataire, « devant profiter de la caducité des dispositions faites par le testateur, à l'exclusion de l'héritier, aurait seul qualité pour en demander la nullité (3). »

1. V. pour le droit de retour légal, Dijon, 28 mars 1862. D. 62.2.188.

2. Civ. 9 janv. 1832. S. 32.1.507

3. Req. 17 mars 1852. S. 52.1.570.

Il faut ranger également, parmi les tiers, les créanciers, qui, par l'action Paulienne, voudraient faire tomber un acte déguisé par leur débiteur dans le but de les frustrer. Ici, en effet, il y a une question de fraude, et l'action en nullité est ouverte à tout intéressé (1).

## SECTION II

### L'administration de la preuve

Une fois le demandeur admis à intenter l'action comment devra-t-il administrer la preuve du déguisement ? Là encore, il est bon de remonter aux règles de droit commun, pour les appliquer ensuite à notre matière.

En ce qui concerne les parties, deux règles fondamentales et très anciennes ont été reproduites dans l'article 1341 : « Il n'est reçu aucune preuve par témoin, d'une part, contre et outre le contenu aux actes », d'autre part, si le fait juridique à prouver est d'une valeur supérieure à 150 francs, à condition bien entendu que le fait ne soit pas entaché de fraude, circonstance qui, ici comme ailleurs, aurait pour effet de bouleverser les principes reçus. L'existence d'une fraude (donation à un incapable, par exemple) permettrait en effet au demandeur de recourir à tous les moyens de

1. Aubry et Rau, 5<sup>e</sup> éd., t. I, § 35, p. 176; Limoges, 28 novembre 1849. S. 51.2.413.

preuves pour la démontrer, notamment à la preuve testimoniale et aux présomptions (1). Il y aurait donc ici, si elle n'était déjà résolue, une question préjudicielle à débattre : le déguisement constitue-t-il une simulation simple ou une fraude ? On se souvient que la jurisprudence s'est prononcée presque unanimement dans le sens de la simulation.

Or, la donation déguisée est un fait juridique comme un autre, constaté par un écrit. Donc, on ne pourra lui opposer, en vertu de la première des règles sus-rappelées, qu'une preuve écrite, et dans les cas où les parties ou leurs ayants cause peuvent intenter l'action en déclaration de simulation, il faudra leur appliquer la deuxième règle : au-dessus de 150 francs, c'est-à-dire la plupart du temps, elles devront fournir une preuve par écrit de déguisement, car, en général, elles n'étaient pas dans l'impossibilité de s'en procurer une, lors de la conclusion de l'acte. Toujours en vertu du droit commun (art. 1347-1355), elles pourraient remplacer cet écrit, en fournissant un commencement de preuve par écrit, ou en se basant sur l'aveu du défendeur appuyé de présomptions ou de témoignages oraux (2).

En ce qui concerne les tiers, tels que nous les avons définis plus haut, ils ne peuvent se réserver, lors de la passation de l'acte, une preuve écrite

1. Aubry et Rau, 4<sup>e</sup> éd., t. 8, § 765, p. 351.

2. Aubry et Rau, 5<sup>e</sup> éd. t. 12, § 765, p. 375 ; Baudry-Lacantinerie, *op. cit.*, t. I, n<sup>o</sup> 1,255 ; Colin et Capitant, t. III, p. 767 et s. ; Dijon, 28 mars 1862, D. 62 2.188 ; Req. 17 juillet 1906, D. 08.1.167.

du déguisement ; la disposition de 1.348 leur est donc applicable : ils pourront prouver le déguisement par tous moyens, notamment par les présomptions et la preuve testimoniale. Cette application des principes généraux n'a rencontré aucune résistance ni en doctrine ni en jurisprudence (1). Par l'arrêt de la Chambre civile du 2 décembre 1903, une dame Poignant a notamment obtenu la cassation d'un arrêt qui l'avait déboutée de la demande formée contre son frère Pierre Deligny, en rapport d'une somme de 45.000 francs que celui-ci aurait reçue de son père pour acheter une maison à son nom, sous prétexte qu'elle n'offrait que la preuve par présomptions.

Il faut signaler toutefois sur ce point l'évolution de la jurisprudence, qui, dans les premières années qui ont suivi la promulgation du Code, lorsqu'elle considérait le déguisement comme une fraude, accordait aux parties les mêmes facilités de preuve qu'aux tiers.

Nous avons supposé jusqu'ici que l'acte attaqué jouissait de la force probante normale attachée aux actes sous seings privés. L'acte qui déguise une donation est en effet la plupart du temps sous seings privés puisque les parties, en déguisant, cherchent notamment à éviter les formalités d'acte authentique. Mais

1. Colin et Capitant, t. III, p. 767 et s. ; Aubry et Rau, 5<sup>e</sup> éd., t. 12, § 765, p. 373 et s. ; Baudry-Lacantinerie, *op. cit.* t. I n<sup>o</sup> 1.255 Req. 3 juin 1863. D. 63.1.429 ; S. 64.1.269 ; Req. 20 juillet 1868 S. 68.1.362 et Civ. 2 décembre 1903. S. 04.1.72.

les règles que nous venons de rappeler seront-elles modifiées, lorsque l'acte attaqué a été passé devant notaire ? On sait que, dans ce cas, « il fait pleine foi de la convention qu'il renferme », et que ses énonciations ne peuvent être combattues que par l'inscription de faux (art. 1319).

Mais il faut bien remarquer — ce qui est presque devenu un lieu commun — que cette force probante exceptionnelle ne s'applique pas indistinctement à toutes les énonciations de l'acte, mais seulement à celles qui se rapportent à des faits que l'officier public a accomplis lui-même ou qu'il a perçus personnellement. Or, dire que le prix d'une vente a été payé comptant antérieurement à l'acte, et hors la vue du notaire — ce qui est le moyen classique de déguiser une donation —, cela n'engage pas la responsabilité du notaire, qui ne fait que relater sur ce point les déclarations que lui font les parties. En conséquence, celles-ci, dans les cas où elles le peuvent, et, *a fortiori*, les tiers pourront combattre une telle assertion, de même que la plupart de celles qui cachent un libéralité, par les moyens de preuve ordinaires admises pour chacun d'eux, sans avoir besoin de recourir à l'inscription de faux (1).

Par contre, ce qui fait foi jusqu'à inscription de faux à l'égard des parties, fait foi également jusqu'à

1. Demolombe, t. 29, n° 279 ; Aubry et Rau, 4<sup>e</sup> éd., t. 8, § 755. p. 212 et Civ. 10 juin 1816. S. 16.1.447 ; Req. 5 février 1826. S. 28.1.232 ; Req. 31 juillet 1833. S. 33.1.840 ; Civ. 23 décembre 1853 S. 54.1.405 ; Req. 14 juil. 1874. S. 75.1.11 ; Paris, 15 novembre 1892 D. 93.2.291.

inscription de faux à l'égard des tiers. La force probante de l'acte authentique, lorsqu'elle joue, est en effet opposable « *erga omnes* » (1).

Les principes de droit commun trouvent donc une application pure et simple dans notre matière ; quelques particularités distinguent seulement le commencement de preuve par écrit et les présomptions.

« Le commencement de preuve par écrit » nous dit 1347, c'est « tout acte par écrit qui est émané de celui contre lequel la demande est formée, ou de celui qu'il représente, et qui rend vraisemblable le fait allégué. »

Trois éléments sont donc nécessaires : 1<sup>o</sup> que l'acte soit un écrit ; 2<sup>o</sup> que cet écrit émane du défendeur ; 3<sup>o</sup> qu'il ait une connexité avec le fait du déguisement que l'on veut prouver.

Il suffit maintenant de mettre en regard de ces conditions trois décisions, rendues à plus de soixante années de distance, pour se rendre compte de la notion très large que la jurisprudence a admise du commencement de preuve par écrit en notre matière.

1<sup>o</sup> Le 9 mars 1837 (2) la Chambre des Requêtes a rejeté un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Grenoble, lequel avait décidé qu'il y avait, *dans le fait de la possession par le donataire de billets*

1. Aubry et Rau, 4<sup>e</sup> éd., t. 8, § 755, p. 212, n<sup>o</sup> 58 ; Demolombe, t. 29, n<sup>o</sup> 271 et suivants ; Laurent. t. 19, n<sup>o</sup> 134.

2. S. 37.1.714.

en blanc, un commencement de preuve par écrit, qui l'autorisait à faire la preuve testimoniale que ces billets contenaient une donation déguisée.

2° Le 13 mars 1868 (1) la Cour de Rouen a jugé que devait être considéré comme un commencement de preuve par écrit, « le procès-verbal qui relate *le refus par une partie de répondre aux questions qui lui sont posées dans un interrogatoire sur faits et articles* ».

3° Enfin, le 5 décembre 1900 (2), la Chambre civile a décidé que « le juge, devant lequel le demandeur *reconnait* que la cause exprimée pour prêt d'un billet de 1.000 francs dont il réclame le paiement, est fausse, mais en offrant de prouver que la cause véritable est une donation déguisée, ne peut, sans vérifier si ledit billet ne constitue pas un commencement de preuve par écrit, en prononcer la nullité pour le motif qu'une donation ne peut s'établir par témoins ».

Dans cette matière du commencement de preuve par écrit, deux difficultés plus spéciales se sont présentées. Et d'abord, *l'acte déguisé lui-même peut-il servir de preuve par écrit* ? Il est bien évident, en effet, que lorsqu'une partie est admise à prouver contre le contenu d'un acte, à l'aide d'un commencement de preuve par écrit, ce commencement de preuve doit être distinct de l'acte attaqué. Si en effet la partie disposait, pour ce faire, non

1. S. 72.2.101.

2. S. 01.1.229.

pas d'un commencement de preuve par écrit, mais d'un écrit tout court, celui-ci serait, de toute nécessité, distinct de l'acte litigieux ; il n'y a dès lors pas de raison pour se montrer plus indulgent à l'égard de ce commencement de preuve par écrit qui constitue déjà un régime de faveur accordé par la loi au demandeur.

Toutefois, il ne faudrait pas être trop rigoureux sur ce point ; et l'on pourrait parfaitement admettre que le commencement de preuve par écrit résultât de l'acte entrepris lui-même, *à condition seulement qu'il fût nettement distinct de la clause litigieuse*. Un exemple fera mieux saisir le sens de cette remarque : voici un acte de vente qui est argué de nullité comme déguisant une libéralité. Le demandeur peut faire la preuve de ce déguisement à l'aide d'un acte distinct du premier : par exemple, à l'aide d'une correspondance, concomittante à l'acte litigieux, échangée entre le pseudo-vendeur, donateur, et le pseudo-acquéreur, donataire, et de laquelle ressort l'intention libérale du disposant. Mais peut-on, par exemple, considérer comme un commencement de preuve par écrit la clause du paiement hors la vue du notaire, qui est évidemment un écrit émané du donateur et rendant vraisemblable le déguisement allégué ? Cette clause ne constitue-t-elle pas *par elle-même* le fait du déguisement ; et admettre de voir en elle un commencement de preuve, cela ne revient-il pas à dire : « La preuve que cet acte est déguisé,

c'est qu'il est déguisé » ? La question est délicate.

Cependant, là encore, et bien que la doctrine y soit assez opposée (1) la jurisprudence s'est montrée libérale (2).

Cette solution ressort aussi implicitement des décisions que nous allons citer à propos de la deuxième difficulté qu'il nous reste à examiner maintenant.

L'acte déguisé peut donc, le cas échéant, servir de commencement de preuve par écrit. Cette proposition est-elle encore vraie si l'acte en question n'est pas régulier en la forme ?

Nous avons vu au chapitre premier que, pour être valable, la donation déguisée devait être revêtue des formes du contrat dont elle empruntait l'apparence. Si la donation n'était pas valable, il paraissait difficile que l'acte sous lequel elle se dissimulait, pût servir de commencement de preuve par écrit. Aussi, est-ce avec raison, à notre sens, que la doctrine et la jurisprudence ont refusé d'aller jusque-là (3). Cependant, la Chambre civile, cédant à une tendance que nous n'avons que trop souvent rencontrée, a jugé le 28 décembre 1890 (4), — ce qui paraît constituer vraiment la frange de la théorie par elle admise — que « si un endossement irrégulier, tel qu'un endossement en blanc, ne valant

1. Baudry-Lacantinerie, *op. cit.*, t. I, n° 1255.

2. Cass., 5 déc. 1900, S. 01.1.229.

3. Aubry et Rau, 5<sup>e</sup> éd., t. 10, § 659, p. 588 et Cass., 7 mars 1898 S. 02.1.231. Cass., 5 déc. 1900 précité

4. S. 94.1.442.

d'après la loi que comme procuration, est insuffisant pour opérer la transmission, le porteur du billet doit être admis à prouver que, par acte séparé, le donateur ayant pris, pour déguiser sa donation, la forme d'une obligation à titre onéreux, a autorisé le porteur à compléter, par les indications lui manquant, le billet à ordre. »

Avant de clore ce chapitre, consacré à la preuve, il nous faut dire quelques mots des deux sortes de présomptions établies ou admissibles en matière de donation déguisée — présomptions légales et présomptions de fait.

Deux textes ont créé en notre matière des présomptions légales de déguisement : l'art. 918 du Code civil et la loi de finances du 13 juillet 1925.

Aux termes de 918, « la valeur en pleine propriété des biens aliénés soit à charge de rente viagère, soit à fonds perdu, ou avec réserve d'usufruit, à l'un des successibles en ligne directe, sera imputée sur la portion disponible ; et l'excédent, s'il en existe, sera rapporté à la masse. Cette imputation et ce rapport ne pourront être demandés par ceux des autres successibles en ligne directe, qui auraient consenti à ces aliénations, ni, dans aucun cas, par les successibles en ligne collatérale. »

Le législateur présume donc de plein droit déguisées et dispensées de rapport les ventes à fonds perdu, rente viagère, ou avec réserve d'usufruit, faites à un successible en ligne directe. Pourquoi cette sévérité ou plutôt cette faveur exceptionnelle ?

Lafontaine nous en donne la raison historique dans un arrêt publié [par la *Revue critique de législation* (1)].

« Ces actes d'aliénation étaient dans l'ancien droit le sujet de nombreuses contestations, et presque toujours attaquées, comme couvrant des avantages déguisés au profit de l'acquéreur. Fallait-il les prohiber absolument de nouveau dans le Code ? Cela pouvait conduire le père de famille à traiter avec des étrangers ; car la vente, a-t-on dit, dans la discussion au Conseil d'état (Locré, t. XI, p. 176), peut, dans une infinité de cas, être sincère et sans fraude. On a alors pris un moyen terme. Le législateur a eu en vue de tarir une source de procès. En conclure qu'il a voulu donner effet à une donation déguisée sous toute espèce de contrats onéreux, c'est aller témérairement au delà de sa pensée et perdre de vue le but qu'il s'est proposé. »

(On se souvient en effet que les partisans de la validité avaient voulu voir dans ce texte exceptionnel la preuve que le législateur de 1804 considérait comme valables les donations déguisées.)

Cette présomption est très forte puisque non seulement elle suppose la libéralité, et elle la suppose faite avec dispense de rapport, mais encore que, *juris et de jure*, elle ne peut être combattue par la preuve contraire (2).

1. 1867, p. 66.

2. Cass., 24 août 1874. S. 77.1.343. D. 75.1.129. Cass., 26 juillet 1899. S. 00.1.177. D. 02-1-433. Rennes, 14 février 1901. D. 03.2.441.

Remarquons cependant qu'aux termes de 918, elle ne profite jamais aux successibles en ligne collatérale, non plus qu'à ceux en ligne directe qui auraient consenti à l'aliénation. C'était une réserve nécessaire, parce qu'il se peut que de telles aliénations soient parfois sérieuses, et équitables ; car le législateur a voulu avant tout protéger les autres successibles ; mais ceux-ci ne méritent plus d'intérêt dès lors, qu'en concourant à l'acte, ils ont reconnu par là même sa sincérité.

L'article 45 de la loi du 13 juillet 1925 a un but essentiellement fiscal. Nous ne la citerons donc ici que pour ordre, parce qu'elle est la manifestation législative la plus récente en notre matière, et qu'elle marque une phase dans l'évolution de notre institution.

En voici les motifs :

« Il arrive assez fréquemment que les contribuables essaient de se soustraire au paiement des droits d'enregistrement exigibles sur les conventions, en dissimulant le véritable caractère de ces conventions sous l'apparence d'actes donnant ouverture à des droits moins élevés. Il n'est pas rare de voir certaines personnes, dont la presque totalité de la fortune consiste en valeurs mobilières, faire échapper leurs héritiers à l'impôt de mutations par décès, en faisant établir, de leur vivant, pour les rentes, actions et obligations dépendant de leur patrimoine, des titres nominatifs, au nom de leurs héritiers présumptifs pour la nue propriété, et à leur nom pour

l'usufruit. Il est possible par des procédés analogues d'éviter le paiement du même impôt sur les immeubles, et les fonds de commerce, en réalisant une acquisition conjointe de l'usufruit, au nom du disposant, et de la nue propriété, au nom de l'héritier qu'on veut avantager. Ces fraudes ont pris une extension très grande, depuis que les tarifs des droits de mutation à titre gratuit entre vifs et par décès ont été majorés par les articles 19 et suivants de la loi du 25 juin 1920... C'est précisément parce que l'administration n'est pas le plus souvent en mesure d'établir la preuve de la simulation, et pour déjouer les combinaisons des parties, que le législateur a été amené à voter l'article 45 de la loi du 13 juillet 1925, qui, presumant de plein droit la simulation, met le fardeau de la preuve à la charge des redevables. »

En conséquence, aux termes dudit article 45 : « Est réputé *au point de vue fiscal* faire partie jusqu'à preuve contraire de la succession de l'usufruitier, toute valeur mobilière, tout bien meuble, ou immeuble appartenant pour l'usufruit au défunt, et pour la nue propriété à l'un de ses présomptifs héritiers ou descendants d'eux, même exclu par testament, ou à ses donataires ou légataires, institués même par testament postérieur, ou à des personnes interposées, à moins qu'il n'y ait eu donation régulière. Sont réputées personnes interposées, les personnes désignées dans 911, § 2 (père et mère, enfants et descendants, et l'époux de la personne incapable) et

1100 du Code civil (enfant de l'autre époux issu d'un autre mariage, et parents dont l'autre époux sera héritier présomptif au jour de la donation). Toute réclamation de ce chef sera prescrite dans un délai de cinq ans, à compter de l'ouverture de la succession. »

Remarquons, sur cette nouvelle présomption de déguisement introduite dans notre législation :

1° Qu'elle ne reçoit son application uniquement qu'en matière fiscale.

2° Qu'elle vise tous les contrats, mais rien que les contrats faits sous réserve d'usufruit, au profit du défunt, et non les contrats de rente viagère, comme 918.

3° Mais qu'elle vise un bien plus grand nombre de personnes que cet article (Une instruction de l'Administration de l'Enregistrement, n° 3860, range parmi elles l'héritier renonçant, qui, s'il est censé n'avoir jamais été héritier, a eu cependant avant le décès, la qualité d'héritier présomptif. La même instruction en exclut par contre, en raison du caractère *exceptionnel* et limitatif du texte, les descendants des donataires ou des légataires.)

4° Et que la présomption est susceptible d'être combattue par la preuve contraire administrée selon les formes compatibles avec la procédure écrite spéciale en matière d'enregistrement.

Nous assistons donc aujourd'hui à une recrudescence de sévérité dans la législation fiscale, tandis que la jurisprudence continue à faire preuve d'une indulgence notoire dans le domaine civil. Cette opposi-

tion de tendances, dont chacune s'explique aisément, méritait certes d'être soulignée.

Restent les présomptions de fait. Nous serons très brefs à leur sujet, tout ce que nous avons déjà dit dans la présente étude ayant laissé facilement soupçonner quels étaient les signes les plus fréquents auxquels les juges reconnaissaient qu'une libéralité était cachée sous un acte en apparence onéreux.

On peut les diviser en cinq catégories, comprenant chacune des modalités diverses que nous nous bornerons seulement à citer à titre d'exemple, mais sans y insister, la matière n'offrant aucune difficulté, ni aucun intérêt juridique.

*1<sup>o</sup> Présomptions tirées de la qualité des parties :* liens de parenté ou d'alliance, de concubinage, d'amitié, grand âge du donateur, mauvais état de santé, preuves d'affection données antérieurement ou postérieurement à l'acte.

*2<sup>o</sup> Présomptions tirées des situations de fortune respectives des parties :* le donateur meurt, peu après la donation, dans la misère, ou bien il n'avait aucune raison de vendre ; le pseudo-acquéreur, vu son âge ou la modicité de ses ressources, n'était pas en état de faire l'acquisition.

*3<sup>o</sup> Présomptions tirées des termes de l'acte simulateur :* dans un contrat de mariage, les époux, bien que possédant des fortunes très inégales, stipulent la communauté universelle ; dans une vente, le pseudo vendeur se réserve l'usufruit de la chose vendue, avec dispense de faire inventaire et de fournir

caution ; ou bien, comme nous l'avons déjà vu, le prix est stipulé avoir été payé avant le jour de l'acte et hors la vue du notaire ; ou encore la vente a été faite avec les formalités inhérentes aux donations ; dans un contrat de rente viagère, les parties stipulent que la rente sera présumée payée, même sans quittance, quinze jours après l'échéance du terme, billet sans cause ; enfin, des présomptions tirées d'un ordre de choses plus matériel, peuvent encore laisser soupçonner le déguisement ; par exemple dans une reconnaissance de dette, la différence d'encres et la fraîcheur de celle employée pour écrire la somme, prouvent qu'il s'agissait d'un blanc seing ; et surtout, la date du filigrane du papier timbré, postérieure à celle de l'acte, démontrant ainsi la post-date.

*4° Présomptions tirées des circonstances qui ont entouré l'acte :* l'acte a été suivi aussitôt du mariage des parties, ou de celui du pseudo-acquéreur avec une parente du pseudo-vendeur ; il a été conclu dans le plus grand secret, à l'insu de toute la famille, devant un notaire différent de celui qui assistait ordinairement les parties ; il n'a été suivi d'aucune tradition ni exécution ; le titre de créance est notamment resté chez le débiteur.

*5° Présomptions diverses :* les tribunaux en ont vu notamment dans le fait par le pseudo-vendeur de donner une procuration générale au pseudo-acquéreur, d'exhérer les co-héritiers de celui avec lequel il avait traité, d'avoir échangé avec lui, antérieurement

ou postérieurement à l'acte, une correspondance significative ; enfin, la régie, en particulier, voit une présomption grave de déguisement dans le fait de ne pas retrouver le prix de la vente dans la succession du pseudo-vendeur, mort peu après la conclusion de l'acte.

## CHAPITRE V

### RÉPERCUSSION DE LA THÉORIE DE LA VALIDITÉ SUR QUELQUES CAS PARTICULIERS

#### SECTION I

##### **Des donations déguisées entre époux.**

Les donations déguisées entre époux sont prohibées par 1.099 en ces termes : « *Les époux ne pourront se donner indirectement au delà de ce qui leur est permis par les dispositions ci-dessus. Toute donation, ou déguisée, ou faite à des personnes interposées, sera nulle.* »

Autour de ce petit article, si clair à première lecture, les jurisconsultes s'agitent depuis plus d'un siècle, sans parvenir à se mettre d'accord, et sans qu'on puisse dire que la doctrine qui prévaut aujourd'hui soit assurée d'un succès définitif, ni qu'elle possède la vérité.

Le point essentiel de la controverse, et le seul que nous ayons à exposer dans cette étude, peut se résumer ainsi : 1.099 frappe-t-il de nullité, ou simplement de réduction, les donations déguisées entre époux ? ce qui, au point de vue des textes, revient à

dire : le deuxième paragraphe de 1.099 ne fait-il qu'expliquer le précédent ou constitue-t-il une disposition séparée ?

Sur cette question, auteurs et tribunaux se sont divisés en trois camps : les uns, sont partisans de la nullité totale; les autres, de la réduction ; certains, enfin, proposent une sorte de solution mixte, qui distingue entre les donations déguisées excessives, et celles qui rentrent dans les limites du disponible.

Les partisans de la nullité, et parmi eux MM. Aubry et Rau (1) font valoir des arguments dont voici l'essentiel : il faut d'abord poser en principe que la donation déguisée est distincte de la donation indirecte, et qu'en conséquence, il est tout à fait normal que le législateur ne l'ait pas frappée de la même sanction, réservant la nullité à la donation déguisée, qui, plus difficile à découvrir, et constituant, tout au moins, une tentative de tourner la loi, en tant notamment qu'elle prive le donateur de sa faculté de révocation, doit être prévenue par des pénalités plus rigoureuses. D'ailleurs, si l'on admettait que les donations déguisées ou à personnes interposées fussent comprises dans le premier paragraphe de 1.099, le deuxième paragraphe constituerait une redondance sans utilité aucune, dont il ne faut pas accuser à la légère le législateur, surtout quand une autre interprétation, beaucoup plus certaine et logique, est possible.

1. 5<sup>e</sup> éd., t. II, §. 689, p. 134.

A ces raisons, les partisans de la réduction, et, parmi eux, M. Planiol (1), répondent surtout en opposant les conséquences auxquelles aboutit la théorie de la nullité. Il y aurait d'abord, disent-ils, une contradiction choquante à annuler les donations déguisées excessives entre époux, alors que ces mêmes donations sont seulement réductibles lorsqu'elles sont faites entre d'autres personnes. L'observation est juste en elle-même; mais elle appelle une réplique non moins juste; ce sont MM. Aubry et Rau qui l'ont donnée (2): « cette prétendue contradiction n'existe pas dans les termes de la loi; elle ne serait tout au plus que le résultat du rapprochement d'un point de jurisprudence avec une disposition législative; et elle ne pourrait, dès lors, quelque flagrante quelle fût, être un motif pour s'éloigner d'un texte précis et formel. Mais il y a mieux: cette inconséquence n'existe réellement pas; et c'est avec raison qu'on a introduit, en ce qui concerne les donations déguisées entre époux, une règle spéciale. En effet, comme les fraudes ayant pour objet d'excéder le taux de la quotité disponible, sont, entre époux, plus faciles et plus fréquentes, le législateur a cru devoir les prévenir par une pénalité plus sévère. »

Les partisans de la réduction font encore observer — et cette fois leur argument est sans réplique — que la théorie de la nullité aboutit à créer des

1. *Op. cit.*, t. III, n° 3.251, p. 877.

2. 5<sup>e</sup> éd., t. II, § 690, p. 157.

incapacités tout à fait injustes. En effet, en vertu de l'article 1.100, auquel renvoie 1.099, « seront réputées faites à personnes interposées les donations de l'un des époux aux enfants ou à l'un des enfants de l'autre époux, issus d'un autre mariage ». Par conséquent, et en combinant cette disposition avec celles de 1.094, 1.098 et 1.099, non seulement l'homme qui aura épousé une veuve ayant une fille, ne pourra, s'il lui naît des enfants, constituer valablement la moindre dot à sa belle-fille, alors qu'il pourra doter la fille d'un de ses amis, mais même les enfants du premier lit, que la loi a voulu précisément protéger contre les prodigalités de leur auteur vis-à-vis de son second conjoint, ne pourront rien recevoir de ce dernier, qu'il ait des enfants d'un premier lit ou du mariage actuel. Il y a pis encore : si l'on admet, avec la Cour de cassation et une partie de la doctrine, que 1.099 ne se réfère pas seulement à 1.094 et 1.098, mais aussi à 1.096, qu'il est destiné à assurer le respect non seulement des règles de la réserve, mais aussi de celles de la révocabilité, dans les donations déguisées entre époux, les enfants de l'époux remarié ne pourront recevoir aucune libéralité entre vifs de l'autre époux, *alors même que celui-ci n'aurait pas d'enfants ni d'un mariage antérieur ni d'un mariage actuel.*

Devant la valeur des arguments adverses, une théorie s'est fait jour (1) qui a tenté de supprimer

1. Rapportée en note au D. P. 1835-2-1, et proposée par Troplong, *Des donations et testaments* t. IV, n° 2.744.

les plus graves de ces conséquences, en faisant une distinction entre les donations excessives et celles rentrant dans les limites du disponible : les premières seraient bien nulles pour le tout, mais les secondes seraient pleinement valables ; ainsi, tout en restant fidèle à la théorie de la nullité, on serait plus logique avec celle de la validité.

Nous n'avons pas ici à prendre parti dans cette controverse que nous exposons seulement, d'un point de vue tout objectif, pour faire mieux comprendre entre quelles thèses la jurisprudence avait eu à choisir. Toutefois, devant les arguments inconciliables des deux camps, il nous a paru que, seule, l'étude de l'historique du texte en litige devait permettre d'arriver à une solution, sinon équitable, du moins légale, et c'est pourquoi nous allons en dire quelques mots.

La prohibition des donations déguisées entre époux est en effet bien antérieure au Code civil. Les fraudes remontent au temps où les donations ostensibles entre époux étaient interdites. Molière y fait allusion dans *Le Malade Imaginaire* (acte I scène 9), où Argon demande à M. de Bonnefoi, qui est « fort honnête homme », « un moyen de donner tout son bien à sa femme, pour en frustrer ses enfants. » Et le notaire lui explique tout tranquillement « qu'il y a des expédients pour passer doucement par-dessus la loi, et rendre juste ce qui n'est pas permis. » Les travaux préparatoires laissent bien supposer que le législateur, dans 1.099, a

compris les donations déguisées dans les donations indirectes. Au Tribunal, Jaubert disait : « La loi ne permet pas que les donations puissent jamais excéder cette quotité, qui est le dernier terme de la disponibilité en directe. *La simulation des actes et l'interposition de personnes seraient de vains subterfuges* » (1).

Et Favard disait au corps législatif : « Enfin, il fallait prévenir l'effet *des donations indirectes entre époux par personnes interposées*, de la portion des biens qu'ils ne peuvent pas se donner » (2).

Pothier, lui, a été interprété dans les deux sens ; par contre, Toullier, l'un des premiers commentateurs du Code, est on ne peut plus formel (3).

« Le Code ne défend pas seulement les conventions qui tendraient à donner indirectement au nouvel époux au-dessus d'une part d'enfant ; *il défend toutes les donations, ou déguisées sous la forme d'un autre contrat, ou faites à des personnes interposées. Il ne se borne même pas à les déclarer réductibles; il en prononce formellement la nullité.* La loi punit par cette nullité les fraudes concertées contre ses dispositions. » Par conséquent, il n'est question ni de réduction, ni de nullité en cas de donations excessives. Il s'agit d'une nullité absolue et totale pour toute donation déguisée entre époux, qu'elle porte ou non sur la réserve. Les données

1. Fenet, t. 12, p. 622.

2. Fenet, t. 12, p. 646.

3. *Le droit civil français*, t. V, no 901.

historiques n'apportent donc aucun éclaircissement ; les textes, le bon sens, l'équité s'entrechoquent sans pouvoir se fondre en une formule commune. Et la théorie de la validité n'est pas faite pour simplifier les choses. La tâche de la jurisprudence était donc singulièrement ardue.

Mais, en réalité, la bataille ne s'est livrée qu'entre la théorie de la nullité absolue et celle que nous avons qualifiée plus haut de mixte, basée sur la distinction des donations excessives, et des donations rentrant dans les limites du disponible.

L'arrêt le plus explicite dans le sens de la réduction a été rendu par la Cour de Grenoble, le 21 mars 1870. (1) Ses attendus résument à peu près toutes les raisons de texte données à l'appui de cette théorie.

« Attendu en droit que la nullité absolue est en désaccord avec le texte formel de 1.099, qui défend aux époux de se donner indirectement au-delà de la quotité disponible, et qui permet dès lors ces libéralités, pourvu que la quotité disponible ne soit pas dépassée ; que le paragraphe 2 dit, il est vrai, que toute donation déguisée ou faite par personne interposée, sera nulle, mais que cette disposition doit être entendue dans le sens qui seul peut la rendre conciliable avec celle qui précède, à savoir que la donation sera annulée pour la part excédant la quotité disponible ; que

la loi à voulu empêcher la fraude, sous quelque prétexte qu'elle se cache, mais non atteindre l'exercice, même indirect, d'un droit qu'elle vient de proclamer. »

Mais la théorie de la réduction n'a jamais été admise par la Cour suprême. Celle-ci a d'abord rendu une suite d'arrêts, dans des espèces où il s'agissait de donations excessives, et dont les attendus, assez courts et rédigés en termes généraux, ne permettent pas de savoir ce qu'elle aurait jugé, si les donations étaient rentrées dans les limites du disponible (1).

L'arrêt de la Chambre civile du 9 mai 1838 a notamment rejeté le pourvoi formé par Mme d'Hautpoul contre une décision de la Cour de Toulouse, qui avait annulé une donation déguisée à elle faite par son mari, et ce, contrairement à l'avis donné par le professeur Delpech, dans une consultation restée célèbre. Cependant, en moins de dix années, cinq Cours d'appel se prononçaient pour la nullité absolue, les unes, parce qu'elles donnaient 1.099 comme sanction à la règle de la révocabilité des donations entre époux, les autres, par défaveur pour les donations déguisées.

« Attendu que cette sévérité, à l'égard des donations déguisées ou faites à personnes interposées, s'explique par la nécessité de punir la fraude com-

1. Civ. 30 novembre 1831. S. 32.1.134. Civ. 9 mai 1838. S. 38.1.481. Req. 11 mars 1862. S. 62.1.401. Civ. 23 mai 1882. S. 83.1.72.

mise au préjudice des enfants du premier lit ; attendu que 1.099 ne subordonne pas la nullité de la donation simulée au cas où elle dépasse la quotité disponible ; qu'elle annule toutes les donations entre époux opérées par simulation ou interposition de personnes ; qu'elle ne fait pas dépendre cette nullité d'éléments variables et incertains, et ne consulte pas, pour apprécier la validité ou l'invalidité de l'acte de donation, le chiffre mobile de la fortune du disposant ; attendu que si la loi eût voulu l'annulation, au cas d'avantages excessifs, elle eût borné la nullité à cet excès, même, car la portion valablement donnée ne cesse de l'être parce qu'elle se trouve augmentée d'une fraction de la réserve ; mais qu'il résulte manifestement des termes de 1.099, que, à la différence des donations déguisées entre personnes autres que les époux, lesquelles sont simplement réductibles, les donations déguisées entre époux sont frappées de nullité absolue (1). »

L'arrêt de la Cour de Pau a même déclaré — ce qui en l'espèce paraît une plaisanterie — « que les expressions employées par le législateur dans 1.099 sont tellement claires qu'elles n'ont pas besoin d'interprétation ; et qu'en admettant qu'elles puissent se prêter à un double sens, il faudrait entendre la loi dans le sens où elle aurait une portée plutôt que

1. Orléans, 21 juillet 1865. S. 66-2-126. En ce sens Grenoble 19 mars 1869. S. 69-2-129. Caen 1<sup>er</sup> déc. 1870. S. 71-2-168. Rouen 23 déc. 1871. S. 72-2-101. Pau, 24 juillet 1872. S. 72-2-150.

dans celui où elle serait complètement inutile. »

Mais la Cour de cassation se montrait cependant plus circonspecte. Et lorsque lui fut soumis le cas de donations déguisées entre époux rentrant dans les limites du disponible, elle inclina en faveur de la thèse mixte, les déclarant valables, mais réservant la nullité — et une nullité totale — aux donations excessives (1).

Ce qui nous porte à dire que c'est finalement la théorie, dite mixte, qui l'a emporté devant les tribunaux, ce sont les décisions rendues sur la question de recevabilité de la demande en notre matière. Quelles personnes fallait-il admettre à prouver la nullité d'une donation déguisée entre époux ? Si l'on adoptait la théorie de la nullité absolue, il fallait en accorder très largement la faculté à toute personne intéressée, parties aussi bien que tiers. Si, au contraire, on adoptait la théorie dite mixte, qui subordonne la nullité de la donation à une atteinte à la réserve, il fallait, d'une part, empêcher les parties elles-mêmes de l'attaquer, puisqu'il ne s'agissait plus que d'intérêt privé, ne justifiant pas cette dérogation à la règle *nemo turpitudinem*, d'autre part, limiter le nombre des demandeurs à ceux qui pouvaient se prévaloir d'une protection impérative de la loi. Or, c'est bien dans ce dernier sens que la jurisprudence a statué : d'une

1. (Cass. 7 février 1849. D. 49.1.71. S. 49.1.165. Cass. 2 mai 1855. D. 55.1.193 S. 56.1.178 Cass. 25 juillet 1881. D. 82.1.177 S. 82.1.417. Civ. 22 juillet 1884. S. 85.1.112).

part, elle a déclaré non recevable l'époux donateur (1), ce qui aboutit, il est vrai, à lui enlever sa faculté de révocation, mais ce qui n'a rien de choquant, si l'on veut bien remarquer que cette faculté n'a été établie qu'en sa faveur, qu'il s'en est déjà volontairement privé en recourant à un déguisement, et et qu'il n'y a pas lieu pour les juges de se montrer plus soucieux des intérêts des parties que ces parties elles-mêmes ; et non-recevables aussi ses héritiers ou créanciers, notamment les non-réservataires, qui, lorsqu'ils n'agissent qu'en cette qualité, ne peuvent avoir plus de droits que leur auteur (2).

Elle a accordé par contre l'action en nullité aux héritiers réservataires et aux enfants du premier lit (3), et, dans le même ordre d'idées, aux institués contractuels (mêmes arrêts). Un ancien arrêt de la Chambre civile a été jusqu'à accorder l'action en nullité aux enfants du premier lit, avant même le décès de l'époux donateur, à titre conservatoire (4). C'était peut-être aller bien loin, puisqu'ils ne pourront savoir si la donation excède le disponible que lors de ce décès. Aussi la Chambre des Requêtes, dans son arrêt du 25 juillet 1881, a-t-elle refusé d'adopter un point de vue aussi hardi, jugeant que l'action qui appartient à celui dont la fraude viole le

1. Grenoble, 2 juillet 1831 S. 32.2.346.

2. Req. 25 juillet 1881. S. 82.1.49. Civ. 22 juillet 1884. S. 85.1.112.

3. Grenoble, 29 novembre 1862. S. 63.2.51. Req. 25 juillet 1881 précité. Civ. 22 juillet 1884 précité.

4. Civ. 27 mars 1822. S. 22.1.345.

droit, ne peut évidemment apparaître que lorsque ce droit est ouvert ».

La théorie qui subordonne la nullité de la donation à l'atteinte à la réserve semble donc l'avoir finalement emporté, surtout auprès de la Cour de cassation, les Cours d'appel paraissant dans l'ensemble plutôt favorables à la théorie de la nullité absolue. Ce qu'on peut dire, en tout cas, de plus certain, c'est que la jurisprudence a quasi-unaniment repoussé celle de la réduction, qui avait cependant été défendue par de savants auteurs, et possédait à son actif de solides arguments de bon sens et d'équité. La thèse à laquelle s'est ralliée la jurisprudence a, à notre sens, le grave défaut de subordonner la question de fraude, et partant la nullité de la donation, à l'atteinte à la réserve. Nous avons déjà eu l'occasion, au chapitre premier, de donner notre avis sur cette conception, qui peut aboutir à voir de la fraude là où il n'y en a pas, et à n'en pas voir là où il y en a. Cette erreur n'a certainement pas échappé à la jurisprudence ; c'est même une des raisons — nous l'avons dit également à ce chapitre — pour lesquelles elle a évolué dans le sens de la réduction des donations déguisées ordinaires. Pourquoi, dès lors, cette différence de traitement ? Une donation déguisée au profit d'un époux est moralement moins répréhensible qu'une donation déguisée au profit d'un étranger. 934 créait, selon nous, comme 1099, une nullité, qui, pour être virtuelle, n'en était pas moins explicite. Peut-être faut-il la chercher dans le

désir de maintenir intacte la faculté de révocation de l'époux donateur ; mais alors, la jurisprudence eût été plus logique en adoptant la théorie de la nullité absolue. Ici encore, on a l'impression que, indécise devant un texte dont ni les termes ni l'historique ne pouvaient lui fournir une interprétation certaine, ballotée entre des doctrines contraires dont aucune n'était parfaite, dominée par cette théorie de la validité, dont la faveur allait toujours croissant, elle s'est réfugiée, en guise de pis aller, dans une formule intermédiaire, qui offrait le seul avantage de concilier tant bien que mal le respect des textes et celui de l'équité et du bon sens. Reconnaissons, qu'étant donné sa mission, il lui était difficile de faire mieux.

## SECTION II

### **De la nullité des donations déguisées faites à des femmes mariées non autorisées.**

Aux termes de l'article 217 du Code civil, « la femme, même non commune ou séparée de biens, ne peut *acquérir à titre gratuit* sans le concours du mari dans l'acte, ou son consentement par écrit ». Au titre des donations, 934 reproduit la même prohibition : « La femme mariée ne pourra accepter une donation sans le consentement de son mari, conformément à ce qui est prescrit par l'article 217 ».

De la combinaison de ces deux textes, la majorité

des auteurs et des tribunaux ont été d'accord pour déduire :

1<sup>o</sup> Que la femme ne pouvait accepter une donation à elle faite, sans autorisation de son mari (ou, à défaut, de justice), ce qui est conforme non seulement aux règles de l'incapacité, mais encore et surtout à la notion de puissance maritale et à la dignité du mariage;

2<sup>o</sup> Que le défaut d'autorisation entraînait la nullité *absolue* de la donation, ce qui ressortirait de la place de 934, parmi les formalités exigées *ad solennitatem*, et notamment aussitôt après les textes prescrivant une acceptation expresse et formelle (1).

D'autre part, le même article 217, cité plus haut, interdit également à la femme non autorisée *toute acquisition à titre onéreux*.

Et la sanction de cette prohibition se trouve un peu plus loin, à l'article 225, en ces termes :

« La nullité fondée sur le défaut d'autorisation *ne peut être opposée que par la femme, par le mari, ou par leurs héritiers*. »

Par conséquent :

1<sup>o</sup> La femme, en vertu du même article 217, ne peut pas plus acquérir à titre onéreux qu'à titre gratuit, sans l'autorisation de son mari;

1. En ce sens Colin et Capitant, *Traité de droit civil*, t. III, p. 767; Laurent, t. XII, n<sup>o</sup> 315; Aubry et Rau, 5<sup>e</sup> éd., t. X, p. 585 et s. et Civ., 14 juillet 1856. D. 56.1.282. S. 56.1.641; Req., 15 juillet 1889; D. 90.1.100. S. 89.1.412. Civ., 30 novembre 1896. D. 97.1.449; Note de M. Sarrut; S. 97.1.89. Paris, 12 mai 1898. D. 99.2.313.

2° Mais le défaut d'autorisation dans l'acte onéreux n'entraîne, en vertu de 225, qu'une *nullité relative*, tandis qu'il entraînerait dans l'acte gratuit, en vertu de 934, une nullité absolue.

Or, que décider à l'égard d'une donation déguisée faite à une femme mariée non autorisée ? Acte onéreux en apparence, faudra-t-il juger que la nullité relative est seule encourue ? Acte gratuit en réalité, faudra-t-il juger qu'elle ne peut échapper à la nullité absolue ?

Voilà la première difficulté. Il y en a une seconde, plus grave. De toutes façons, l'acquisition faite par la femme non autorisée, qu'elle soit onéreuse ou gratuite, pourrait être annulée. Or, on ne l'a pas oublié, la théorie de la validité dispense les donations déguisées de toutes les règles de forme des donations, *du moment qu'elles remplissent les règles de forme des contrats dont elles empruntent l'apparence*. Certaines formes de déguisement, la reconnaissance de dette par exemple, étant exclusives de toute acceptation et par suite de toute autorisation d'accepter, faut-il aller plus loin, et dire que les femmes mariées peuvent recevoir valablement des donations déguisées d'étrangers, sans y être autorisées par leurs maris ?

Grave question, encore plus morale que juridique, et qui a divisé profondément les auteurs et la jurisprudence.

Voyons d'abord la doctrine : elle s'est en général prononcée pour la nullité relative, pour cette rai-

son que « la nullité absolue étant une conséquence de la solennité du contrat, et la donation déguisée étant un contrat onéreux, il faut appliquer 225, et dire que la nullité sera donc relative (1) ».

Et si l'on veut s'en tenir strictement aux textes, cette opinion semble bien la meilleure. M. Planiol, qui approuve en principe ces auteurs, admet difficilement qu'une raison de texte puisse éclipser si totalement une raison de moralité (car au nom de quel principe peut-on permettre à une femme mariée de recevoir une donation déguisée d'un étranger, sans y être autorisée par son mari ?), et il suggère « que peut-être la jurisprudence pourrait donner une satisfaction suffisante à la morale, sans se contredire elle-même, en annulant ces donations pour cause illicite comme elle le fait pour les concubins ? (2) ».

Seul, M. Labbé, commentant favorablement une décision de la Cour d'Aix, qui s'était prononcée pour la nullité absolue, prend ouvertement parti. « Si les donations sont traitées avec défaveur par le législateur qui leur crée des solennités irritantes, parce qu'elles troublent l'ordre de transmission des biens, cette interprétation de Laurent prête au législateur de singulières intentions; car, user d'un déguisement pour échapper aux plaintes des tiers ayant un inté-

1. Laurent, t. XII, n° 315; Aubry et Rau, 5<sup>e</sup> éd., t. X, p. 585 et suiv.; Baudry-Lacantinerie et Colin, *op. cit.*, t. I, n° 1289; Colin et Capitant, t. III, p. 767.

2. T. III, § 4578, p. 639.

rêt contrarié, mais non un droit lésé par la donation, c'est admissible ; mais user d'un déguisement pour échapper à une prescription de la loi, ce n'est pas tolérable » (1).

Seulement, pour professer une telle opinion, il ne faut pas admettre la théorie de la validité ; M. Labbé le reconnaissait lui-même dans sa note.

Or, on n'ignore pas la faveur dont jouissait cette théorie auprès des tribunaux. Aussi n'est-il pas étonnant qu'à peu près seule, la Cour d'Aix se soit prononcée en ce sens, au nom « des bonnes mœurs, de l'honnêteté publique et de la dignité du mariage » ; ainsi qu'un arrêt isolé de la Chambre des Requêtes, du 30 novembre 1885 (2), qui, après avoir rappelé que les donations ostensibles faites à des femmes mariées sont frappées de nullité absolue, à défaut d'autorisation du mari, ajoute « qu'il y aurait contradiction à refuser une pareille sanction lorsque la donation est déguisée, car elle est alors doublement dangereuse ». Mais, on l'a vu, cette solution était en contradiction trop flagrante avec la théorie de validité. Quelques années plus tard, la Chambre civile, appelée à trancher la question, n'hésitait pas à prendre carrément le contre-pied de la solution préconisée par la Cour d'Aix, et à proclamer « qu'une reconnaissance de dette ne constituant qu'une obligation unilatérale, n'était pas soumise à la formalité de l'acceptation, et que, par conséquent, le mari

1. Note sous Aix, 10 mars 1880. S. 81.2.49.

2. S. 86.1.316.

n'avait point à donner pour cette acceptation une autorisation » (1).

Cette fois, c'était logique, mais combien immoral ! La Chambre civile ne pouvait maintenir longtemps cette jurisprudence. Mais elle ne voulait pas davantage de la nullité absolue. Alors, comme pour le rapport, comme pour les donations déguisées entre époux, devant l'impossibilité de concilier l'inconciliable, elle se rejeta, plus par nécessité sans doute que par conviction, sur la théorie mixte, qui consistait ici à prononcer une nullité relative : « attendu qu'aux termes de 225 et de 1125, les contrats auxquels a participé une femme mariée ne peuvent être annulés pour défaut d'autorisation du mari, que sur la demande de la femme, du mari ou de leurs héritiers, et que, si 934 apporte en matière de donation une exception à cette règle, cet article est sans application pour le cas où la donation est déguisée sous un contrat onéreux » (2).

Le dernier arrêt de la Chambre civile rendu en cette matière (3), s'il ne nous permet pas d'assurer qu'il ait confirmé cette jurisprudence, parce qu'il s'agissait d'une donation déguisée faite *par* une femme mariée non autorisée, et que, par conséquent, 934 n'entrait pas en ligne de compte, du moins nous donne à croire que la Chambre civile était toujours partisane de la nécessité d'une autori-

1. Civ., 29 mai 1889. S. 89.1.471.

2. Civ. 30 novembre 1896. S. 97.1.89.

3. Civ. 18 octobre 1909. S. 11.1.489.

sation, « attendu que les donations, même déguisées sous le voile d'un contrat onéreux, ne sont valables que si elles sont faites par des personnes capables de disposer au profit de personnes capables de recevoir ».

Il nous reste à opter. Nous voudrions le faire avec toute la prudence qu'imposent une controverse aussi délicate, et des adversaires aussi considérables. Et s'il fallait se décider absolument pour l'un des trois systèmes, entre lesquels se sont partagés auteurs et tribunaux, nous avouerions notre impuissance. Dire que les donations déguisées faites à des femmes mariées non autorisées sont frappées de nullité absolue, c'est étendre abusivement un texte que la sévérité de ses dispositions commande d'interpréter dans le sens le plus restrictif ; dire que ces donations ne sont frappées que de nullité relative, c'est proprement donner une prime à la fraude ; dire qu'elles sont dispensées de toute autorisation matrimoniale, et n'encourent, ni nullité absolue, ni nullité relative, c'est laisser le champ libre à toutes les immoralités. Mais n'est-il pas plus téméraire de chercher ailleurs ?

Observons cependant que le troisième système repose sur une fausse interprétation de la théorie de la validité. C'est vrai que, pour être valable, une donation déguisée doit seulement, *quant à la forme*, revêtir celle du contrat dont elle emprunte l'apparence ; et que, par suite, une libéralité dissimulée sous une reconnaissance de dette par exemple est

valable sans acceptation, et, partant, sans autorisation d'accepter. Mais il ne faut pas oublier que la théorie de la validité est basée sur cet autre principe, qui peut tenir en échec le précédent, et en fixe le fondement en même temps que les limites, à savoir « qu'on ne peut faire indirectement *ce qu'il est permis de faire directement* ». C'est pourquoi il n'est pas permis de donner indirectement une portion de la réserve, parce qu'il ne serait pas possible de la donner directement. *C'est pourquoi il ne doit pas être permis de donner, indirectement* (c'est-à-dire sous une forme déguisée) *à une femme mariée non autorisée, parce qu'il ne serait pas possible de lui donner ainsi directement*. Il est antijuridique, il est immoral, il est inadmissible que le fait de recourir à une simulation mette les parties dans une position plus défavorable que si elles avaient agi au grand jour. Cette doctrine, que nous avons relevée dans un arrêt de la Cour de Rennes, a été cependant impitoyablement repoussée par la Cour de cassation, qui lui a préféré le système de la nullité relative (1).

C'était cependant un moyen d'arriver à la nullité absolue, sans s'appuyer sur 934, c'est-à-dire un moyen de concilier les textes et l'équité. M. Planiol, on l'a vu, en proposait un autre : annuler de telles donations pour *cause illicite*. Cette solution ne nous paraît pas cependant tout à fait satisfaisante, car 934, qui, selon la doctrine, prononce la nullité abso-

1. Civ. 30 novembre 1896, précité.

lue pour les donations ostensibles, n'est pas basé sur ce motif ; mais sur le défaut d'une condition de forme, et par conséquent, le seul fait du déguisement étant tenu pour *licite*, ne peut permettre d'invoquer la nullité absolue, lorsqu'il s'agit de libéralités dissimulées sous un contrat onéreux.

Alors, faut-il, en définitive, chercher à soumettre les donations ostensibles et les donations déguisées à un même régime, sur le terrain de la nullité relative ? C'est ce que suggérait M. Labbé dans son commentaire de l'arrêt de la Cour d'Aix. « Nous ne sommes même pas persuadés », écrivait-il, « que la nullité pour défaut d'autorisation maritale soit différente dans les actes à titre onéreux et dans les actes à titre gratuit. 934 ne manifeste aucune intention de déroger au droit commun. 225 s'applique aussi bien aux actes à titre onéreux qu'aux actes à titre gratuit. De telle sorte que si 934 établissait une nullité absolue en matière de donations, il offrirait deux anomalies : 1<sup>o</sup> il dérogerait pour un cas spécial à une règle générale, en y renvoyant et en déclarant qu'il s'y conforme ; 2<sup>o</sup> il abrogerait même une règle antérieurement posée pour le même objet spécialement prévu ».

En effet, même en admettant que l'acceptation constitue une pure règle de forme, dont l'absence entraîne la nullité absolue de la donation, ce n'est pas du tout une raison pour décider que l'autorisation d'accepter en soit une également, dont l'absence entraîne la même sanction. Il est possible de

dissocier l'une de l'autre ces deux conditions. On peut très bien supposer une donation acceptée « expressément et formellement », selon les termes de la loi, par une femme mariée, mais ce, sans autorisation du mari. Il est bien vrai que l'absence d'autorisation rendrait l'acceptation nulle et, partant, la donation. Mais il faut bien remarquer, si l'on veut aller au fond des choses, que la nullité proviendrait alors, *non pas de l'inobservation d'une formalité, mais d'un vice de consentement*, et que, par conséquent, elle ne devrait être que relative. Ce raisonnement, s'il était admis en matière de donations ostensibles, aurait aussi l'avantage de s'appliquer *a fortiori* en matière de donations déguisées.

A notre sens, la jurisprudence réaliserait déjà un grand progrès, le jour où, n'acceptant plus de choisir qu'entre la nullité absolue, basée sur la cause illicite, et la nullité relative, basée sur le vice de consentement, elle ferait disparaître, entre les donations ostensibles et les donations déguisées, cette inégalité de traitement, qui constitue, à coup sûr, la critique la plus sévère qu'on puisse adresser à la doctrine aujourd'hui admise.

## SECTION III

**De l'effet du déguisement sur les droits  
d'un tiers acquéreur du donataire.**

Une donation a été déguisée sous les apparences d'une vente. Puis le donataire, pseudo acquéreur, a vendu les biens, objet de la donation, à un tiers. On se demande si, aux yeux de ce dernier, la donation déguisée vaudra comme libéralité ou comme vente ? Est-ce l'apparence ou la réalité qui comptera ? Voici un exemple qui fera saisir l'intérêt pratique de la question : on sait que les donations sont révocables pour survenance d'enfant au donateur. On sait aussi que les donations déguisées sont soumises à cette règle de fond comme les donations ostensibles. Or, postérieurement à la conclusion de la donation déguisée sous forme de vente, il survient un enfant au donateur. S'il s'agissait d'une donation ostensible, incontestablement, et en vertu de 963, il pourrait exercer son droit de révocation, même à l'encontre du tiers acquéreur. Mais que décider, s'il s'agissait d'une donation déguisée ? Le tiers acquéreur ne pouvait connaître dans ce cas la condition à laquelle était soumis le droit de propriété de son vendeur, et, par conséquent, le sien. Faut-il donc le préférer au donateur ? En ce cas, nous faisons table rase, non seulement d'une règle de fond des donations, mais encore de cette règle de

droit élémentaire *nemo plus juris transferre potest quam ipse habet* : le droit du donataire soumis à une condition résolutoire, lorsqu'il reposait sur sa tête, devenant irrévocable, en passant sur la tête de l'acquéreur. Même question, si les héritiers du donateur attaquent, en vue de la faire réduire, une donation déguisée, dont le contenu a été vendu depuis par le donataire. Même question, encore, bien que posée inversement, si le tiers acquéreur ayant, pour une raison ou pour une autre, un recours engarantie à exercer, se retourne non seulement contre son auteur, mais aussi contre le donateur, qui se défend, en arguant qu'il n'est pas tenu à la garantie, ayant en apparence vendu, mais en réalité donné.

Autre dilemme dans lequel il fallait prendre parti ; nouveau heurt de principes qu'il fallait concilier tant bien que mal.

Remarquons bien que toute la difficulté vient du fait du déguisement, car, lorsqu'il s'agit de donations ostensibles, les principes généraux permettent de conclure sûrement contre l'acquéreur ; et le législateur a pris au surplus la peine de rappeler cette solution dans diverses espèces : article 929, pour le cas de réduction ; 954, pour le cas d'inexécution des conditions ; 963, pour celui de survenance d'enfants. Mais toute la question est de savoir s'il y a lieu de l'étendre à l'hypothèse où la donation est déguisée sous un acte onéreux, puisque le tiers acquéreur était alors de bonne foi, et qu'aucune négligence ou imprudence ne peut lui être reprochée.

Il y a cependant une première solution qui ne nous paraît pas douteuse. Comme nous venons de le faire remarquer, le tiers acquéreur est beaucoup moins intéressant si son vendeur était ostensiblement donataire, que s'il s'était fait passer lui-même pour acquéreur, au moyen d'un déguisement. Il est donc normal que dans le premier cas, le législateur lui ait préféré le donateur ; et l'on ne peut rien en induire de sa décision dans le second. Ainsi en est-il en cas de réduction, en cas de survenance d'enfant ou d'inexécution des conditions de la donation. Par contre, lorsque le législateur prohibe toute action contre le tiers acquéreur, même au cas où la donation était ostensible, nous pouvons conclure, *a fortiori*, qu'il prohiberait également toute action au cas où la donation serait déguisée ; la solution contraire aboutirait en effet à se montrer plus indulgent envers un individu, pour ainsi dire de mauvaise foi, qu'envers un individu de bonne foi. En matière de révocation pour ingratitude du donataire par exemple, où l'article 958 prohibe toute action contre les tiers détenteurs en cas de donations ostensibles, nous pouvons être certains que le tiers serait également à l'abri de tout recours, si le donateur avait déguisé sa libéralité sous un acte onéreux. Mais le problème reste entier pour tous les autres cas que nous avons cités. Moralement, il faudrait se prononcer contre le donateur. Mais la théorie de la validité, qui considère le déguisement comme une opération parfaitement licite, ne le permet même

pas. Juridiquement, rien ne nous autorise à préférer le donateur à l'acquéreur, ou l'acquéreur au donateur. Comme le fait observer M. Martin (1) « la donation qui se produit sous un acte à titre onéreux, n'est en réalité qu'une contre-lettre à cet acte ; la conséquence semble être que le bénéfice de 1.321 doit s'étendre aux ayant-cause du donataire, si, pour une raison quelconque, le donateur veut rétablir entre eux le véritable caractère de l'acte qui l'a dessaisi. Cette solution serait à nos yeux rigoureusement exacte si des principes spéciaux ne l'écartaient pas ».

La jurisprudence allait-elle s'engager dans une impasse ? Au début du moins, elle ne parut pas hésiter, et se prononça avec ensemble pour l'acquéreur, en vertu de 1.321, aux termes duquel « les contre-lettres (comme le déguisement) ne peuvent avoir leur effet qu'entre les parties contractantes, et n'ont point d'effet contre les tiers » (2).

Le cas se présente de nouveau un demi-siècle plus tard ; des héritiers demandaient en vertu de 929 la réduction d'une donation déguisée excessive faite par leur auteur — réduction qui allait atteindre les droits d'un acquéreur du donataire. Entre temps, on avait tenté d'établir des distinctions dans une formule jugée trop rigide.

1° 929 serait sans application, seulement si le

1. Des contre-lettres. Thèse Paris, 1885, p. 254.

2. Req. 18 déc. 1810. S. 11.1.83. Caen, 19 mars 1823. S. 23.2.153. Req. 25 avril 1826. S. 26.1.429. Req. 14 déc. 1826. S. 27.1.60. Nîmes, 6 juillet 1830, sous Req. 22 novembre 1831. S. 32.1.75.

tiers acquéreur était de bonne foi, ce qui est évident et avait été admis par la Chambre des Requêtes, le 14 décembre 1826 (1).

2° 929 serait sans application, seulement si le donateur avait dirigé le déguisement contre les tiers — ce qui nous ramène à une question de bonne foi, non plus en la personne de l'acquéreur, mais en celle du donateur, et est encore évident (2).

3° 929 serait sans application, seulement si les héritiers, qui demandent la réduction, avaient accepté purement et simplement, car alors, ils ne sont pas des tiers, et la maxime *quem de evictione tenet actio, eundem agentem repellit exceptio* leur est opposable (3) — raison qui nous semble tomber à faux, car il est de jurisprudence constante — nous l'avons vu — que les héritiers réservataires sont alors considérés comme des tiers agissant en leur nom personnel.

La Cour de Bordeaux, devant laquelle le litige avait été porté, fit table rase de toutes ces distinctions, et, renversant la jurisprudence jusqu'alors admise, jugea, en termes très généraux, « que la disposition de 929 s'applique, *alors même que la donation a été déguisée sous un contrat onéreux, que l'hypothèque a été consentie à un tiers de bonne foi, et que l'héritier réservataire a accepté purement*

1. Massé et Vergé sur Zachariae, t. 3, p. 149, § 457, note 4.

2. Demolombe, *Traité des Donations*, t. 2, n° 622.

3. Aubry et Rau, 5<sup>e</sup> éd., t. 7, p. 225, § 685 *ter*, texte et notes 3 et

4. Laurent, t. 12, n° 205.

*et simplement la succession de son auteur » (1).*

Pourquoi ce brusque et total revirement ? Après tout ce que nous avons dit, l'explication, pour n'être pas très juridique, ne nous paraît pas difficile à trouver.

En un demi-siècle, nous l'avons vu, la théorie de la validité avait fait son chemin. Or, d'une part, cette théorie pose que le déguisement n'est pas une fraude ; il n'y avait donc aucune raison de punir le donateur en le sacrifiant à l'acquéreur ; d'autre part, l'argument *a contrario* tiré de 931 ne peut s'appliquer aux textes de 929, 954 ou 963, qui parlent de donations tout court, et non d'actes portant donations ; il n'y avait donc aucune raison de distinguer ici entre les donations ostensibles et les donations déguisées.

La jurisprudence n'a pas dû être indifférente à ces arguments pour sortir d'une véritable impasse ; car, statuer en faveur de l'acquéreur, c'était mettre le donateur en état d'infériorité parce qu'il avait eu recours au déguisement.

Statuer en faveur du donateur, c'était lui rendre les égards auxquels il avait droit au même titre que celui qui avait, selon le vœu de la loi, observé les formalités inhérentes aux donations. Nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire d'aller chercher ailleurs les motifs de ce revirement.

1. Bordeaux, 29 décembre 1887. S. 88. 2. 41.

## SECTION IV

**Du recel des donations déguisées.**

Un individu fait une libéralité à l'un de ses héritiers sous la forme d'un acte onéreux ; à son décès, l'héritier se garde bien de lever le voile du déguisement — ce qui le soumettrait peut-être au rapport, au moins à la réduction. Mais les co-héritiers découvrent la supercherie. Il s'agit de savoir si le donataire se sera rendu ainsi coupable de recel, dans les termes de 792 du Code civil, et s'il encourra les sanctions attachées à ce délit.

Du texte de 792, « les héritiers qui auraient diverti ou recélé des effets d'une succession sont déchus de la faculté d'y renoncer : ils demeurent héritiers purs et simples, nonobstant leur renonciation, sans pouvoir prétendre à aucune part dans les objets divertis ou recelés », on a déduit que, pour qu'il y ait recel, au sens de la loi, il fallait la réunion de trois conditions :

1° L'acte doit avoir été commis par un co-héritier;

2° En vue de frustrer des ayants droit universels de la succession ;

3° Et sur les biens faisant partie de cette succession.

Or, a-t-on fait remarquer, le fait par un héritier de ne pas révéler qu'il est bénéficiaire d'une libéra-

lité, ne constitue pas un recel *parce qu'il ne porte pas sur des biens de la succession.*

D'abord, qui dit succession, suppose qu'il y a eu un décès. Or, lorsque la donation déguisée a été faite, le *de cujus*, son auteur, vivait encore. Par conséquent, de ce premier chef, il n'y a pas recel d'un bien de la succession.

En second lieu, une donation faite par le *de cujus* avec dispense de rapport ne fait évidemment pas partie de sa succession. Or les donations déguisées sont virtuellement dispensées de rapport. Par conséquent, il n'y a pas recel d'un bien de la succession.

On a ajouté que ce recéleur, s'il n'était pas co-héritier, n'encourrait pas la sanction de 792, et qu'il n'y avait aucune raison de traiter plus mal le recéleur, parce qu'il était co-héritier. .

Nous croyons, pour notre part, que ces arguments ne sont pas inattaquables.

Dire qu'il n'y a pas recel d'un bien de la succession, parce qu'au moment où a été passé l'acte contenant la donation, le *de cujus* vivait encore, c'est commettre une confusion. Ce n'est pas le déguisement qui constitue un recel, mais bien *le fait par le donataire d'avoir dissimulé à ses co-héritiers la libéralité dont il était le bénéficiaire.* Or cette attitude du donataire ne peut évidemment se concevoir qu'après le décès du disposant, car, avant, aucun texte ne l'obligeait à en avertir ses co-héritiers. C'est le décès qui le constitue en faute, et cette

faute vise bien par conséquent à soustraire des biens de la succession.

Dire qu'il n'y a pas recel d'un bien de la succession parce qu'une donation déguisée n'est pas rapportable, c'est commettre une erreur. Nous avons vu, en effet, au chapitre III, que la jurisprudence dans son dernier état décidait que *le déguisement ne comportait pas par lui-même dispense de rapport*, et que l'intention du donateur à cet égard était laissée à l'entière appréciation des juges du fait, qui devaient décider, selon des circonstances étrangères au déguisement. Le co-héritier donataire ne peut donc se faire juge du caractère rapportable ou non rapportable de la libéralité. En principe et sauf preuve contraire, comme toutes libéralités, *elle est rapportable*, et à ce titre, elle fait donc bien partie de la succession.

Quant à dire que ce serait mieux traiter un étranger qu'un co-héritier, si l'on assimilait à un recel le fait par le donataire de ne pas révéler la libéralité qu'il a reçue du défunt, il nous semble que c'est comparer entre eux des éléments qui n'ont guère de base commune: l'héritier recéleur est privé de sa part dans les effets recelés, et réputé avoir accepté la succession purement et simplement, et, étant donné le caractère civil du délit, *il est à l'abri de toute poursuite pénale*, sauf le cas où il y a eu soustraction frauduleuse de la chose, car il s'agit d'un vol, et celui où la chose avait été confiée au recéleur par le défunt, car il s'agit d'abus de con-

fiance<sup>(1)</sup> — exceptions qui ne se réalisent évidemment jamais dans notre espèce. Or, 792 ne réglant que le recel commis par un co-héritier, il est bien vrai qu'il ne s'applique pas lorsque ce recel a été commis par un étranger. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que 792 a été placé au titre des successions, dans le but de maintenir l'égalité entre les co-partageants. Le législateur n'avait pas à édicter une peine qui mît sur un pied d'égalité un héritier et un étranger, d'autant plus que le rapport n'est dû qu'entre co-héritiers. Celui-ci, lorsqu'il commet un recel ou un divertissement, au détriment d'une succession, encourt les sanctions pénales du vol. Mais il ne peut être poursuivi que civilement aux fins de restitution, lorsque son recel consiste à ne pas révéler la libéralité qu'il a reçue du défunt. Il y a peut-être là, en définitive, une inégalité de traitement choquante entre les deux recéleurs ; mais les textes actuels ne permettent pas de l'éviter, et, au fond, celui qui vole son frère est-il plus recommandable que celui qui vole un étranger ?

Quoi qu'il en soit, en raison du caractère délicueux du recel, qui appelle une interprétation restrictive, la doctrine s'est en général prononcée contre l'assimilation (2).

Nous souscrivions volontiers à cette théorie, mal-

1. Planiol, *op. cit.*, t. III, n° 2.003.

2. Colin et Capitant, *op. cit.*, t. III, p. 465., Planiol, *op. cit.*, t. III n° 2002. Note de M. Ambroise Colin sous Douai 8 juillet 1897. D. 99.2.73.

gré les quelques critiques qu'elle nous a suggérées, si elle n'aboutissait une fois de plus à mettre un texte en opposition à peu près inconciliable avec les notions d'équité les plus respectables. Car enfin, si l'on fait un instant abstraction de cet article 792, pour se placer sur le seul terrain du bon sens et de la morale, on chercherait en vain des raisons sérieuses de distinguer entre le donataire qui dissimule une libéralité, parce qu'il sait, qu'en la révélant, il s'obligerait à en partager le bénéfice avec ses co-héritiers, et celui qui dissimule un bien qu'il a soustrait de la succession de son auteur au détriment de ses co-héritiers.

La tentation devait être grande pour les tribunaux, toujours enclins à favoriser les donations déguisées, de s'emparer des arguments de texte mis en valeur par la doctrine, pour refuser d'assimiler à un recel le fait par un co-héritier de ne pas révéler, au décès du donateur, la libéralité dont il bénéficiait sous le voile d'un contrat onéreux. Leur ligne de conduite est, à ce sujet, fort curieuse à observer.

Dans une première série de décisions, rendues au cours des vingt-cinq premières années qui ont suivi la promulgation du Code, et que l'on peut, semble-t-il, identifier avec la période où la théorie naissante de la validité rencontrait une sérieuse opposition, les tribunaux se prononcent en faveur de l'assimilation (1). « Attendu que le but du législateur a été de

1. Colmar, 6 avril 1813, S. 15.2.66 pour un don manuel. Caen,

réprimer la fraude qui aurait été tentée par l'un des co-héritiers ; qu'il importe peu que le divertissement ou le recel ait été fait avant ou après le décès, s'il est constant qu'il a été fait en vue du décès, et pour spolier la succession ; qu'autrement ce serait encourager la fraude et accorder l'impunité, pour le cas où le divertissement ou le recel aurait été préparé à l'avance ; que ce serait tout à la fois blesser la morale et l'équité, et méconnaître l'esprit de la loi (1).

Puis, une seconde série de décisions, entérinant les conclusions de la doctrine, et prenant le contre-pied de la jurisprudence antérieure, se prononce résolument contre l'assimilation (2). « Considérant », dit la Cour de Montpellier, « qu'on ne peut sans forcer abusivement le sens de la loi, assimiler à un détournement la simple dissimulation des effets reçus, car le détournement implique la soustraction frauduleuse d'un objet dont on a la possession à un titre quelconque, tandis que la dissimulation suppose que l'objet a été reçu, qu'il est soumis à rapport, et qu'il est encore retenu avec ou sans droit ; que, dans cette dernière hypothèse, 844 est, seul, applicable, et que l'héritier bénéficiaire n'est soumis qu'à l'obligation de rapporter à ses co-héritiers tout ce qu'il a reçu directement ou indirectement, sans

6 novembre 1827, S. 30.2.215 impl. Paris, 14 janvier 1831, S. 31.2.210.

1. Paris, 14 janvier 1831. précité.

2. Civ., 5 novembre 1855, S. 56.1.248. Paris, 19 août 1859, S. 60.2.56. Cour de Montpellier, 27 novembre 1867, S. 68.2.68.

pouvoir retenir ce qui exède la quotité disponible ».

Voilà quelles étaient les deux thèses en présence, l'une sacrifiant au texte, l'autre à l'esprit de la loi, chacune portant également sa part de bon et sa part de mauvais.

Pourquoi donc la jurisprudence, rompant sur ce point avec toutes ses traditions, a-t-elle fait preuve de sévérité, là où une interprétation indulgente eût été presque légitime, en tout cas juridique ? Car aujourd'hui, se reniant pour la seconde fois, elle est revenue à son point de départ, et considère comme recéleur, au sens et sous les sanctions de 792, le co-héritier qui ne révèle pas, au décès du donateur, la libéralité qu'il a reçue. L'équité l'emporte de nouveau sur l'interprétation littérale, et pour les mêmes motifs qu'auparavant (1).

Pourquoi donc ce revirement soudain et certes inattendu ? C'est au terme de notre enquête que nous avons à constater pour la première fois une réaction de la jurisprudence contre le mouvement qui l'a amenée à assimiler les donations déguisées aux donations ostensibles, parfois à leur accorder un régime de faveur. L'énigme serait troublante, peut-être annonciatrice d'un changement de front plus général, si nous ne pouvions y apporter aucune explication.

1. Cour de Paris, 3 janvier 1874, S. 74.2.118. Douai, 8 juillet, 1897. D. 99.2.73, avec la note de M. Ambroise Colin. Cour de Paris, 28 novembre 1898. D. 99.2.481, avec la note de M. Martin. Civ. 30 mars 1898. D. 99.1.22. S. 98.1.489. — Civ. 16 juillet 1913. D. 14.1.246. S. 14.1.347.

Cette explication, nous croyons l'avoir trouvée dans le cours « Droit civil et Répression pénale », professé par M. Martin, au cours de l'année scolaire 1924-1925, et auquel nous empruntons les dernières observations qui vont suivre.

L'article 792, que les auteurs s'accordent à interpréter strictement, a été entendu dans un sens très large par les tribunaux, surtout dans ces trente dernières années. La notion du recel, en matière de successions, a reçu une extension chaque jour plus grande, dans des espèces de plus en plus diverses. Voici quelques exemples de cette extension :

1<sup>o</sup> *Personnalité du recéleur* : La chambre civile, le 19 juin 1895 (1), casse un arrêt de la Cour de Montpellier, qui avait refusé d'étendre les dispositions de 792 à une veuve, légataire d'un usufruit, parce que le legs d'usufruit est généralement considéré comme un legs particulier (2).

2<sup>o</sup> *Transmissibilité du délit* : La cour de cassation, le 4 mai 1914 (3), décide que les héritiers, même de bonne foi, du recéleur sont responsables du recel commis par leur auteur.

3<sup>o</sup> *Époque du recel* : à quatre reprises, la Cour de cassation juge que le recel peut avoir été commis avant l'ouverture de la succession, du moment qu'il est dirigé contre les héritiers de cette succes-

1. S. 95.1.336.

2. V. aussi Req. 22 novembre 1910. S. 11.1.168.

3. S. 16.1.53.

sion, et en vue de rompre entre eux l'égalité du partage (1).

4<sup>o</sup> *Faits constitutifs du recel* : est considéré comme recéleur le co-héritier qui, pour augmenter sa part, fait usage d'un testament nul (2), ou celui qui nie faussement, devant un notaire, posséder des valeurs de la succession (3).

On comprend maintenant que lorsque s'est posée la question de savoir s'il fallait assimiler à un recel le fait de ne pas révéler une donation déguisée, les tribunaux, et notamment la Cour suprême, aient conçu quelque gêne à refuser sur ce point spécial l'extension qu'ils avaient accordée si libéralement sur tous les autres. Nous ne croyons pas qu'il faille chercher ailleurs l'explication d'une volte-face qui, autrement, ne laisserait pas que de surprendre.

Ce qui n'est pas le moins curieux, dans cette question du recel des donations déguisées, où nous avons une dernière fois vu s'affronter le respect des textes et celui de l'équité, c'est qu'on ne voit pas très bien qui pourrait être rendu responsable de ce nouveau conflit. Le législateur de 1804 ne pouvait certainement pas le prévoir en rédigeant l'article 792; et l'on ne peut lui faire grief des termes qu'il a employés, et qui ont déchaîné la controverse : parler des « biens de la succession », lorsqu'il

1. Cass., 5 août 1869. D. 70.1.84. 9 mai 1905, D. 05.1.429, 15 novembre 1911. D. 12.1.485 1<sup>er</sup> mars 1920 S. 20.1.324.

2. Req. 14 juin 1895. S. 96.1.407.

3. Civ., 9 novembre 1887. S. 89.1.319.

s'agit d'un recel commis par des co-héritiers, ce n'est pas seulement naturel, c'est indispensable. Est-ce la théorie de la validité qui a soulevé ce nouveau litige ? Nous ne le croyons pas non plus. Que les donations déguisées soient valables ou qu'elles ne le soient pas, en fait, il en existera toujours plus ou moins. Or, ce n'est pas leur validité, qui est ici en cause, mais seulement leur existence. Peut-être même que la certitude de voir sa libéralité annulée inciterait encore davantage le co-héritier donataire à ne pas la révéler... En tout cas, l'assimilation faite ici par la jurisprudence détruit en partie l'effet de la théorie de la validité, car le donataire receleur se trouve privé de toute part dans les objets recelés ; et n'a ainsi pas plus de droits à sa donation que si celle-ci était nulle ; à moins, peut-être, qu'il ne réussisse à prouver la dispense de rapport. Voilà certes un correctif heureux à une théorie que les faits nous ont trop souvent obligés à combattre ; il doit nous inciter à la modération dans les conclusions qu'il nous reste à prendre.

## CONCLUSION

Au terme de cette étude, le moment est venu d'en dégager la substance, pour y puiser si possible les enseignements qu'elle comporte.

Nous avons d'abord rappelé brièvement, car la question avait été déjà étudiée, la fragilité des bases théoriques sur lesquelles les partisans de la validité des donations déguisées faisaient reposer toute leur doctrine : arguments *a contrario* tirés de 931, 911 et 1.099 ; application, à la matière, du principe que la simulation n'est pas une cause de nullité des contrats.

Puis, nous nous sommes plus spécialement attachés à mettre en relief les conséquences fâcheuses auxquelles aboutit nécessairement en pratique, c'est-à-dire en jurisprudence, la théorie de la validité : impossibilité, pour les tribunaux, d'en appliquer les corollaires extrêmes, mais logiques, sans s'égarer dans de véritables impasses ; régime de faveur obligatoirement accordé aux donations déguisées, par rapport aux donations ostensibles ; répercussion de la théorie sur des questions connexes ; à un autre point de vue, moins strictement juridique, mais aussi important : erreur initiale sur les motifs

qui peuvent pousser les parties à recourir au déguisement ; prime donnée à la simulation ; conflit permanent entre le respect de la loi et celui de l'équité.

De cette situation paradoxale quels sont les responsables ? Législateurs ou tribunaux ?

Malgré la critique que nous avons faite de la jurisprudence, nous ne croyons pas que ce soit elle qu'il faille surtout incriminer. Les tribunaux doivent se borner à interpréter la loi et à l'appliquer. A la vérité, il semble bien que, cette fois, ils ont pris leur rôle un peu trop à la lettre. Mais peut-on leur reprocher d'être restés dans les limites de leur mission ? Certes, personne ne les aurait accusés d'excès de pouvoir, s'ils avaient lu, dans 931, l'obligation de la forme notariée pour toute donation, et non pas seulement pour « tout acte portant donation ». Personne ne leur en aurait voulu, s'ils n'avaient pas tiré de 911 et de 1.099 les arguments qu'ils ont cru pouvoir y trouver, en faveur de la validité des donations déguisées. Mais qui ne voit que la tendance inverse serait bien pire ? Si l'on permettait aux tribunaux la moindre liberté dans l'interprétation de la loi, où faudrait-il poser la limite nécessaire ? Car c'est une tare bien connue de l'esprit humain de ne pas savoir trouver le juste milieu, et de ne renoncer à un excès que pour tomber dans l'excès contraire. Il ne faut pas reprocher aux juges d'avoir une conception trop stricte de leur rôle. C'est la garantie la plus sûre du justi-

ciable contre un retour offensif de l'arbitraire antique.

Il appartient donc au législateur de rédiger des textes qui ne prêtent à aucune équivoque. Cependant, on ne saurait faire sérieusement grief aux rédacteurs du Code des termes qu'ils ont employés. Une œuvre de longue haleine devait forcément contenir quelques imperfections ; encore cite-t-on celle-là, à juste titre, comme un modèle du genre. D'ailleurs, selon nous, le texte de 931 aurait pu aussi bien servir de base légale à toute action tendant à faire prononcer la nullité d'une donation, quelle qu'elle fût, pour défaut d'authenticité.

Cela dit, et quelque légère et excusable qu'ait été la faute des rédacteurs de 1804, il est incontestable que cesont les termes par eux employés, qui ont permis à la théorie de la validité de se former. Au lieu de réclamer comme certains un revirement de jurisprudence, nous croyons donc que la véritable solution du problème doit plutôt être recherchée dans une modification du texte incriminé. Il suffirait, par exemple, dans 931, de mettre « toute donation » à la place de « tout acte portant donation », pour que la théorie de la validité s'effondre d'un seul coup par la base.

Le malheur, c'est que les partisans de la nullité des donations déguisées peuvent aujourd'hui se compter. Pourquoi donc, la théorie de la validité a-t-elle rencontré, malgré tout, tant de faveur ?

Débarrassons-nous d'abord d'un premier argument, selon nous peu sérieux. « Que l'on accorde

ou que l'on refuse aux donations déguisées une existence légale », a-t-on dit, « il y en aura toujours. Point n'est besoin de réglementer dans le vide. Accordons plutôt de bon gré ce qu'on ne peut empêcher. » Nous ne croyons pas en effet que la disparition de la théorie de la validité supprimerait du même coup les donations déguisées. Certes, il vaudrait mieux qu'elles ne fussent plus dans notre législation moderne qu'un souvenir ; mais nous reconnaissons volontiers que c'est là un vain souhait. Aussi bien, n'est-ce pas à leur existence que nous nous attaquons, mais au statut légal qu'on leur a accordé. Ce que nous demandons, c'est que la libéralité, découverte sous un contrat onéreux, soit annulée purement et simplement, comme manquant des règles de forme inhérentes aux dispositions entre vifs à titre gratuit. Ce qu'il faut, dans l'état actuel des textes, c'est que les donations déguisées ne soient plus reconnues valables.

Nous disons : « dans l'état actuel des textes », car, au fond, cette théorie de la validité nous paraît être le signe d'un mouvement dont l'ampleur dépasse singulièrement la portée d'un texte. Si l'on y regarde d'un peu près, n'est-elle pas tout simplement une réaction contre le formalisme rigoureux auquel le législateur de 1804 a laissé les donations astreintes ? Dans tous les domaines, le formalisme est en recul. Si nous sommes en présence d'un mouvement de ce genre, la tentative de le réprimer par un jeu de mots n'est-elle pas vouée d'avance à l'échec ? Nous le

croyons. Mais alors, le champ de notre enquête s'étend à l'infini, car, en raison de la connexité existant entre les règles de forme et les règles de fond, supprimer les unes, n'est-ce pas vouloir la fin des autres ? Or, qui oserait dire que nous sommes prêts à abandonner les donateurs à leur seul libre arbitre, à leurs seuls caprices ? En 1804, on pensait qu'il importait à l'ordre public de protéger le donateur contre ses propres emportements. Aujourd'hui, on pense peut-être qu'une intervention du législateur sur ce terrain privé est intolérable. La question est d'importance, et non de celles qu'on traite en quelques lignes. Elle vaut d'être étudiée : si, en effet, l'opinion que nous venons d'avancer se trouvait vérifiée, il serait sage que le législateur, interprète des aspirations de son temps, au lieu de vouloir endiguer la vague montante, prît l'initiative d'enlever l'épave, avant qu'une lame de fond ne vienne la balayer. Car mieux vaut prévenir que punir.

Vu : le Président de thèse,  
CAPITANT.

Vu : le Doyen,  
BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :  
Le Recteur de l'Académie de Paris,  
CHARLETY.



## BIBLIOGRAPHIE

- Aubry et Rau.* — Cours de Droit civil français, 4<sup>e</sup> édition, t. IV, § 403, p. 624 et 625; t. VII, n<sup>o</sup> 653, p. 65; t. VIII, n<sup>o</sup> 755, p. 212, n<sup>o</sup> 765, p. 351. 5<sup>e</sup> édition : t. I, n<sup>o</sup> 35, p. 175 et 176; t. 7, § 685 *ter*, p. 225; t. 10, n<sup>os</sup> 632, 650 *bis*, p. 518, § 659, p. 584 et suiv.; t. 11, § 689, p. 134 et § 690, p. 157; t. 12, § 765, p. 373 et suiv.
- Bartin.* — Des contre-lettres. Thèse Paris, 1885, p. 254.
- Baudry-Lacantinerie et Colin.* — Traité théorique et pratique de Droit civil, 3<sup>e</sup> édition, t. 10, n<sup>o</sup> 1239, t. 12, n<sup>o</sup> 308.
- Des donations entre vifs et des testaments, 3<sup>e</sup> édition. t. I, n<sup>os</sup> 1239, 1243, 1252, 1255, 1289.
- Colin et Capitant.* — Cours élémentaire de Droit civil français, 4<sup>e</sup> édition, t. III, p. 465, 767 et suivantes, 771, 772, 785.
- Dalloz.* — Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence (Rép. alph. Dalloz); v<sup>o</sup> dispositions entre vifs et testamentaires, n<sup>os</sup> 15, 39 et s., 117, 134 et suiv.
- Demante.* — Recueil de l'Académie de Toulouse, 1855, t. IV, p. 12.
- Demante et Colmet de Santerre.* — Cours analytique de Droit civil, t. V, § 47 *bis*.
- Demolombe.* — Cours de Code Napoléon, 4<sup>e</sup> édition, t. 18, n<sup>os</sup> 634 et 679; t. 20, n<sup>os</sup> 104 et 112; t. 24, n<sup>o</sup> 370; t. 29, n<sup>os</sup> 271 et 279.
- Traité des donations, 4<sup>e</sup> édition, t. 2, n<sup>o</sup> 622.

*Duranton.* — Cours de Droit français, 2<sup>e</sup> édition, t. 8, p. 278.

*Fenet.* — Recueil complet des trav. prép. du Code civil, t. 12, p. 622 et 646.

*Furgole.* — Commentaire sur l'Ordonnance de 1731, t. I, p. 14.

*Lafontaine.* — Revue critique de législation, année 1857, p. 61.

*Laurent.* — Principes de Droit civil français, 3<sup>e</sup> édition, t. 12, n<sup>os</sup> 205, 305, 313, 314, 315, 328; t. 19, n<sup>o</sup> 134; t. 27, n<sup>o</sup> 118.

*Massé et Vergé sur Zachariae.* — T. III, p. 149, § 457.

*Planiol.* — Traité élémentaire de Droit civil, 9<sup>e</sup> édition, t. II, n<sup>o</sup> 1186; t. III, n<sup>os</sup> 2.002 et 2.003, 2.526, 2.552 et 2.553, 2.578, 3.251.

*Toullier.* — Le Droit civil français, t. 5, n<sup>o</sup> 901.

*Troplong.* — Des donations et testaments, t. IV, n<sup>o</sup> 2.744.

## RELEVÉ CHRONOLOGIQUE

DES DÉCISIONS DE JURISPRUDENCE  
CITÉES DANS LE PRÉSENT OUVRAGE.

Req. 11 frimaire an X. S. 02.I.140, S. chr. I.1.560. Pourvoi du  
sieur Pasquier.

Civ. 5 ou 6 pluviôse an XI. S. 02.I.201. Henry c/ Géant.

Req. 8 frimaire an XII. S. 05.I.253. Pourvoi du sieur Dallac.

Civ. 7 frimaire an XIII. S. 05.I.474. Leurquin c/ Corbirier.

Req. 15 brumaire an XIV. S. 05.II.607. Pourvoi des héritiers Bru-  
ley.

Req. 2 mars 1808. S. 08.I.232. Pourvoi de la dame Dumonchet.

Req. 24 novembre 1808. S. 09.I.99. Lemperrière c/ Dubouis.

Colmar 10 décembre 1808. S. 09.II.161. Arbogast c/ Schmitt.

Civ. 19 novembre 1810. S. 11.I.76. Schamp c/ Vandendaël.

Req. 18 décembre 1810. S. 11.I.83. Lerebours c/ Fontenelle.

Bruxelles 30 mai 1812. S. 13.II.46. Héritiers Paternoster.

Caen 15 juillet 1812. S. 13.II.119. La Barbe c/ Bréant.

Colmar 6 avril 1813. S. 15.II.66. N. c/ N.

Civ. 5 janvier 1814. S. 14.I.170. Antelme c/ Chaptal.

Civ. 10 juin 1816. S. 16.I.447. Pourvoi du sieur Labrousse.

Civ. 13 août 1817. S. 17.I.383. Pourvoi du sieur Lecesne.

Grenoble 10 juillet 1819. S. 30.II.78. Igounet c/ Igounet.

Limoges 9 juillet 1821. S. 23.II.113. Ardant c/ Audouin.

Civ. 27 mars 1822. S. 22.I.345. Régis Leblanc c/ Gravier.

Civ. 12 novembre 1822. S. 23.I.86. Bourguignon c/ Bourguignon.

Caen 19 mars 1823. S. 23.II.153. Dumont c/ Dubois.

Metz 1<sup>er</sup> avril 1824. S. 25.II.304. Veuve François.

Civ. 27 avril 1824. S. 25.I.104. Pourvoi du sieur Lang.

Agen 4 août 1824. S. 27.II.212. Dunes.

Lyon 22 juin 1825. S. 25.II.366. Solichon.

Req. 5 février 1826. S. 28.I.232. Ville de Bagnères-de-Luchon c/ Souberat.

Req. 25 avril 1826. S. 26.I.429. Saint-Haon c/ N...

Bourges 10 mai 1826. S. 27.II.40. Millet c/ Latour.

Req. 14 décembre 1826. S. 27.I.60. de Lafaucherie c/ de Vassy.

Req. 5 avril 1827. S. 27.I.458. Frachisse c/ id.

Caen 6 novembre 1827. S. 30.II.215. Jennet c/ Mangon.

Civ. 12 novembre 1827. S. 28.I.180. Lepreste c/ id.

Civ. 1<sup>er</sup> avril 1829. S. 29.I.285. Mazelier c/ Virgoulay.

Toulouse 7 juillet 1829. S. 30.II.114. Enfants Cordié.

Agen 4 mai 1830. S. 30.II.119. Guillaume c/ Granat.

Paris 14 janvier 1831. S. 31.II.210. Garat c/ Gémond et autres.

Grenoble 2 juillet 1831. S. 32.II.346. Fayollat c/ Fanier.

Nîmes 6 juillet 1830, sous Req. 22 novembre 1831. S. 32.I.75 Bagnoly c/ id.

Civ. 30 novembre 1831. S. 32.I.134. Lepingieux c/ id.

Bruxelles 14 décembre 1831. Pasier. 32, p. 106.

Req. 28 décembre 1831. Dalloz. Jurisprudence générale Disp. entre vifs, n° 1678. Gaudin c/ Vente.

Civ. 9 janvier 1832. S. 32.I.507. Lefèvre c/ Miard.

Req. 31 juillet 1833. S. 33.I.840. Corbie c/ Labrousse.

Montpellier 12 juin 1834. S. 35.II.24. de Meaux c/ Rauden.

Nancy 26 novembre 1834. S. 35.II.63. Héritiers Scallier.

Bordeaux 21 mars 1835. S. 35.II.412. Mausacré c/ Donazard.

Caen 23 mai 1836. S. 37.II.360. Boyer c/ Boyer.

Toulouse 16 juillet 1836. S. 36.II.555. Dubois c/ Delgd.

- Req. 9 mars 1837. S. 37.I.714. Verdat c/ Veyre.
- Civ. 28 juin 1837. S. 37.I.689. Richein c/ Maguelonne.
- Limoges 30 décembre 1837. S. 38.II.441. Blancherie c/ Chas-sergue.
- Civ. 29 mai 1838. S. 38.I.481. Veuve d'Hautpoul c/ Héritiers d'Hautpoul (consultation du professeur Delpech).
- Req. 20 mars 1843. S. 43.I.451. Lebas c/ Leblanc.
- Civ. 24 juillet 1844. S. 44.I.787. Préfet de la Seine c/ Durand.
- Cass. 7 février 1849. D. 49.I.71. S. 49.I.165. de Ville d'Avray c/ Lalond.
- Limoges 28 novembre 1849. S. 51.II.413. Bonabry c/ Bariant.
- Douai 21 mai 1851. S. 51.II.596. Herbier c/ Macaire et autres.
- Req. 17 mars 1852. S. 52.I.570. de Pons de Ruolz c/ de Vernd.
- Douai 14 juin 1852. S. 53.II.97. Codevelle c/ Becurve.
- Civ. 10 novembre 1852. S. 53.I.289. Reynoird c/ Reynoird.
- Civ. 23 décembre 1853. S. 54.I.405. Pourvoi Brunswick.
- Bordeaux 26 avril 1854. S. 55.II.109. Téléguine c/ Joumard.
- Req. 6 décembre 1854. S. 54.I.801. Coste-Foron c/ Bégot-Béolet.
- Cass. 2 mai 1855. D. 55.I.193. S. 56.I.178. Debellut c/ Guiller-min.
- Req. 16 juillet 1855. S. 56.I.246. Dormier c/ Dormier.
- Civ. 6 novembre 1855. S. 56.I.248. Viel et Delaunay c/ Caradec.
- Civ. 14 juillet 1856. D. 56.I.282. S. 56.I.641. Lazare c/ Roth.
- Civ. 30 juin 1857. S. 59.I.836. Rémond et Rhumel c/ Roux.
- Paris 19 août 1859. S. 60.II.56. Crovisier c/ Deshaies.
- Req. 16 novembre 1859. D. 60.I.167. Tamodararetty c/ Vingata-rayaretty.
- Civ. 13 décembre 1859. S. 60.I.624. Berthon c/ Leroux de Lens.
- Douai 27 février 1861. S. 61.II.395. Power c/ Levert.
- Civ. 18 novembre 1861. S. 62.I.33. Frilet c/ de la Carrière.
- Req. 7 janvier 1862. D. 62.I.188. Schauer c/ Fortmann.

Req. 11 mars 1862. S. 62.I.401. Azéma c/ Danos.

Dijon 28 mars 1862. D. 62.II.188. Royer c/ Royer.

Req. 18 août 1862. S. 63.I.265. Krosnowski c/ Hervé.

Grenoble 29 novembre 1862. S. 63.II.51 (1<sup>re</sup> espèce: Nesme c Dumont; 2<sup>e</sup> espèce: Gaillard c/ Gaillard).

Req. 3 juin 1863. D. 63.I.429. S. 64.I.269. Martal c/ Jolly.

Orléans 21 juillet 1865. S. 66.II.126. Carmouche c/ Carmouche.

Montpellier 27 novembre 1867. S. 68.II.68. Renouvier c/ Bonnery.

Rouen 13 mars 1868. S. 72.II.101. Tréfouel c/ Tréfouel.

Req. 20 juillet 1868. S. 68.I.362. Casabianca c/ Souchières.

Grenoble 19 mars 1869. S. 69.II.129. Puissant c/ Mazet.

Cass. 5 août 1869. D. 70.I.84. Mercier c/ Girard Mercier.

Grenoble 21 mars 1870. S. 70.II.240. Montagnat c/ Montagnat.

Req. 23 mars 1870. D. 70.I.327. S. 70.I.214. Brion c/ Saqui-Sannes.

Lyon 7 avril 1870. S. 71.II.237. Clair c/ Clair.

Pau 6 juillet 1870. S. 72.II.270. Greil c/ Préfet des Landes.

Caen 1<sup>er</sup> décembre 1870. S. 71.II.178. Veuve Adeline c/ Lepringard.

Rouen 23 décembre 1871. S. 72.II.101. Lebigre c/ Lépingle.

Pau 24 juillet 1872. S. 72.II.150. Héritiers Bathie c/ Bathie.

Paris 3 janvier 1874. S. 74.II.118. Lenoël c/ Lefebvre.

Req. 14 juillet 1874. S. 75.I.11. Bonnin c/ synd. Tourneur.

Cass. 24 août 1874. S. 77.I.343. D. 75.I.129. Rogues c/ Rogues.

Civ. 23 mai 1876. D. 76.I.254. S. 76.I.342. Lot c/ Signoud.

Civ. 5 décembre 1877. S. 78.I.200 Beteille c/ Flottard.

Bordeaux 16 janvier 1878. S. 78.II.252. Rulleau c/ Serveau.

Bordeaux 7 février 1878. S. 78.II.258. Barthet c/ Lavergne.

Req. 3 décembre 1878. D. 79.I.271. Rebeyrol Chameyrat c/ Lachaize.

- Req. 28 janvier 1879. S. 80.I.212. Cante c/ Paitrault.
- Civ. 30 juin 1879. D. 79.I.413. Charpentier c/ Charpentier.
- Req. 9 juillet 1879. S. 81.I.205. Lengrand c/ Lengrand.
- Aix 10 mars 1880. S. 81.II.49 (note M. Labbé) Pierrugues c/ Dol.
- Cass. 25 juillet 1881. D. 82.I.177. S. 82.I.417 Bornot c/ Bornot.
- Civ. 23 mai 1882. S. 83.I.72. Vertadier c/ Legrand.
- Bourges 16 mai 1884. S. 85.II.60. Peschery c/ Dubois.
- Civ. 2 avril 1884. D. 84.I.277. Antonelli c/ Garcia de la Palmira.
- Civ. 22 juillet 1884. S. 85.I.112. Boisset c/ Benoit.
- Req. 30 novembre 1885. S. 86.I.316. Solirène c/ Serain.
- Civ. 25 avril 1887. D. 87.I.397. Rignault c/ Rignault.
- Civ. 9 novembre 1887. S. 89.I.319. Motte c/ Voisine.
- Bordeaux 29 décembre 1887. S. 88.II.41. Claverie et Bruneau  
c/ Paillet.
- Civ. 11 juillet 1888. S. 88.I.409. Malapert c/ Devaux et Pauly.
- Nancy 21 juillet 1888. S. 89.II.205 de Lambertye de Gerbéviller  
c/ id.
- Civ. 29 mai 1889. S. 89.I.471. Trillon c/ Begué.
- Req. 15 juillet 1889. D. 90.I.100. S. 89.I.412. d'Ecquevilley  
c/ Bailleux.
- Civ. 29 décembre 1890. S. 94.I.442. Burvand c/ C. Baboz.
- Paris 15 novembre 1892. D. 93.II.291. Bailly c/ Maillard e  
autres.
- Req. 26 avril 1893. S. 93.I.413. Laparmorouly c/ Voisin.
- Riom 15 février 1894 sous Req. 3 décembre 1895. S. 97.I.234  
Boncompain c/ Imbard-Sarrazin.
- Req. 14 juin 1895. S. 96.I.407. X\*\* c/ L\*\* et S\*\*.
- Civ. 19 juin 1895. S. 95 I.336. Laffage c/ id.
- Civ. 22 juillet 1895. S. 99.I.43. Tenten c/ époux Arbogast  
Zippel.
- Paris sous Civ. 11 février 1896. S. 96.I.69. Van de Vin c/ Bri-  
mont.

- Civ. 30 novembre 1896. D. 97.I.449 (note M. Sarrut). S. 97.I.89.  
Grégoire c/ Huet.
- Bordeaux 1<sup>er</sup> avril 1897. S. 00.II.241 du Pouget c/ du Pouget.
- Douai 8 juillet 1897. D. 99.II.73 (note M. Ambroise Colin) Pille c/  
Pille.
- Req. 7 mars 1898. S. 02.I.231. Anuzé c/ Fosse-Fromentin.
- Civ. 30 mars 1898. D. 99.I.22. S. 98.I.489. Poutoire c/ Solvet.
- Paris 12 mai 1898. D. 99.II.313. Daubichon c/ Legrand.
- Paris 28 novembre 1898. D. 99.II.481 (note M. Bartin) Pommelet  
c/ Pommelet.
- Cass. 26 juillet 1899. S. 00.I.177. D. 02.I.433. Jacques c/  
Jacques.
- Paris 29 novembre 1900. Gaz. Trib. 1901. 1<sup>er</sup> sem. II.381. Lalle  
ment c/ Cocteau-Véron.
- Civ. 5 décembre 1900. S. 01.I.229. Ménager c/ Yvon.
- Rennes 14 février 1901. D. 03.II.441. Barré c/ Pariser.
- Req. 26 mai 1903. S. 04.I.295. Barlier c/ Enregistrement.
- Civ. 2 décembre 1903. S. 04.I.72. Poignant c/ Deligny.
- Paris 22 avril 1904. S. 06.II.276. Morizot c/ Le Phénix.
- Cass. 9 mai 1905. D. 05.I.429. Guischard c/ Régis Germain.
- Req. 17 juillet 1906. S. 07.I.457. Ville de Nolay c/ Buss.
- Civ. 18 octobre 1909. S. 11.I.489. D. 10.I.462. Morizot c/ Le  
Phénix.
- Req. 22 novembre 1910. S. 11.I.168. Mondet c/ Mondet.
- Caen 22 mars 1911. S. 11.II.271. Carayon c/ Blot.
- Cass. 15 novembre 1911. D. 12.I.485. Roux c/ Riverain.
- Civ. 3 décembre 1912. S. 14.I.388. Christiano c/ Raffat.
- Civ. 16 juillet 1913. D. 14.I.246. S. 14.I.347. Mosmann c/ Fos-  
sard.
- Req. 9 décembre 1913. S. 14.I.359. Peybernès c/ Moulis.
- Cass. 4 mai 1914. S. 16.I.53. Boucher c/ Gautreau.
- Cass. 1<sup>er</sup> mars 1920. S. 20.I.324. Escobad c/ Raynaud.

Tribunal Seine, 30 mars 1925. Gaz. Pal. 21 mai 1925. Busboc c /  
époux Cornuet.

Tribunal Marseille 25 novembre 1925. Gaz. Pal. 24 décembre  
1925. Magnaldi c/ Lan



## TABLE DES MATIÈRES

|                    | Pages |
|--------------------|-------|
| INTRODUCTION ..... | 7     |

### CHAPITRE PREMIER

|                                                        |    |
|--------------------------------------------------------|----|
| Rappel de la théorie jurisprudentielle de la validité. | 13 |
|--------------------------------------------------------|----|

|                                                                                             |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| SECTION I. — <i>Les textes fondamentaux. Principe de la validité de la simulation</i> ..... | 14 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|----|

|                     |    |
|---------------------|----|
| § 1. Art. 931 ..... | 14 |
|---------------------|----|

|                     |    |
|---------------------|----|
| § 2. Art. 911 ..... | 18 |
|---------------------|----|

|                       |    |
|-----------------------|----|
| § 3. Art. 1.099 ..... | 20 |
|-----------------------|----|

|                                                                                                     |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| § 4. Principe de la validité de la simulation (la théorie, les solutions de la jurisprudence) ..... | 21 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

|                                                                    |    |
|--------------------------------------------------------------------|----|
| SECTION II. — <i>Conséquences du principe de la validité</i> ..... | 42 |
|--------------------------------------------------------------------|----|

|                                         |    |
|-----------------------------------------|----|
| § 1. Dispense des règles de forme ..... | 43 |
|-----------------------------------------|----|

|                                               |    |
|-----------------------------------------------|----|
| § 2. Nécessité d'une apparence onéreuse ..... | 44 |
|-----------------------------------------------|----|

|                                          |    |
|------------------------------------------|----|
| § 3. Régularité de l'acte apparent ..... | 57 |
|------------------------------------------|----|

|                                       |    |
|---------------------------------------|----|
| § 4. Respect des règles de fond ..... | 58 |
|---------------------------------------|----|

|                                                            |    |
|------------------------------------------------------------|----|
| § 5. Nécessité de l'intention libérale chez le donateur .. | 60 |
|------------------------------------------------------------|----|

### CHAPITRE II

|                            |    |
|----------------------------|----|
| Les motifs du déguisement. | 64 |
|----------------------------|----|

|                                                |    |
|------------------------------------------------|----|
| § 1. Les motifs pour lesquels on déguise ..... | 64 |
|------------------------------------------------|----|

|                                                |    |
|------------------------------------------------|----|
| § 2. Appréciation critique et conclusion ..... | 68 |
|------------------------------------------------|----|

## CHAPITRE III

|                                                                                                                           |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Le respect des règles de fond dans les donations déguisées.                                                               | 72 |
| SECTION I. — <i>Relations entre les deux sortes de règles</i> .....                                                       | 73 |
| § 1. La théorie de la validité suppose une séparation<br>absolue entre les règles de forme et les règles de<br>fond ..... | 73 |
| § 2. Existe-t-il des règles de pure forme ? .....                                                                         | 74 |
| § 3. Les règles de forme assurent le respect des règles<br>de fond à observer au moment de l'acte .....                   | 74 |
| SECTION II. — <i>Etude spéciale du cas de l'acceptation</i> .....                                                         | 78 |
| § 1. L'acceptation est-elle une règle de forme ou une<br>règle de fond ? .....                                            | 78 |
| § 2. L'acceptation sert à assurer le dessaisissement du<br>donateur.....                                                  | 79 |
| § 3. L'acceptation tacite dans les donations déguisées<br>(contrats synallagmatiques et unilatéraux).....                 | 80 |
| § 4. Les solutions de la jurisprudence. Appréciation cri-<br>tique. Conclusions.....                                      | 80 |
| SECTION III. — <i>Etude spéciale du cas du dessaisissement</i> ....                                                       | 83 |
| § 1. Les stipulations contraires à l'obligation du dessai-<br>sissement.....                                              | 84 |
| § 2. Le dessaisissement dans les donations déguisées<br>(contrats synallagmatiques et unilatéraux).....                   | 86 |
| § 3. Les solutions de la jurisprudence. Appréciation cri-<br>tique. Conclusions.....                                      | 88 |
| SECTION IV. — <i>De la dispense de rapport des donations<br/>        déguisées</i> .....                                  | 93 |
| § 1. L'art. 843.....                                                                                                      | 93 |
| § 2. Les difficultés qu'il soulève.....                                                                                   | 94 |
| § 3. Les solutions de la doctrine.....                                                                                    | 94 |

|                                                                                  |    |
|----------------------------------------------------------------------------------|----|
| § 4. Les solutions de la jurisprudence. Appréciation critique. Conclusions ..... | 98 |
|----------------------------------------------------------------------------------|----|

## CHAPITRE IV

|                                                  |     |
|--------------------------------------------------|-----|
| Réglementation de la preuve et des présomptions. | 104 |
|--------------------------------------------------|-----|

|                                                                |     |
|----------------------------------------------------------------|-----|
| SECTION I. — <i>Quelles personnes peuvent attaquer ?</i> ..... | 105 |
|----------------------------------------------------------------|-----|

|                        |     |
|------------------------|-----|
| § 1. Le principe ..... | 105 |
|------------------------|-----|

|                        |     |
|------------------------|-----|
| § 2. Les parties ..... | 106 |
|------------------------|-----|

|                      |     |
|----------------------|-----|
| § 3. Les tiers ..... | 109 |
|----------------------|-----|

|                                                          |     |
|----------------------------------------------------------|-----|
| SECTION II. — <i>L'administration de la preuve</i> ..... | 111 |
|----------------------------------------------------------|-----|

|                                        |     |
|----------------------------------------|-----|
| § 1. Le principe (parties-tiers) ..... | 111 |
|----------------------------------------|-----|

|                                                               |     |
|---------------------------------------------------------------|-----|
| § 2. Etude spéciale du commencement de preuve par écrit ..... | 115 |
|---------------------------------------------------------------|-----|

|                                                                                                   |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| § 3. Etude spéciale des présomptions légales (art. 918, loi de finances du 13 juillet 1925) ..... | 119 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

|                                                    |     |
|----------------------------------------------------|-----|
| § 4. Etude spéciale des présomptions de fait ..... | 124 |
|----------------------------------------------------|-----|

## CHAPITRE V

|                                                                             |     |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----|
| Répercussion de la théorie de la validité<br>sur quelques cas particuliers. | 127 |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----|

|                                                               |     |
|---------------------------------------------------------------|-----|
| SECTION I. — <i>Des donations déguisées entre époux</i> ..... | 127 |
|---------------------------------------------------------------|-----|

|                        |     |
|------------------------|-----|
| § 1. L'art. 1099 ..... | 127 |
|------------------------|-----|

|                                          |     |
|------------------------------------------|-----|
| § 2. Les difficultés qu'il soulève ..... | 127 |
|------------------------------------------|-----|

|                                   |     |
|-----------------------------------|-----|
| § 3. Les thèses en présence ..... | 128 |
|-----------------------------------|-----|

|                                  |     |
|----------------------------------|-----|
| § 4. L'historique du texte ..... | 131 |
|----------------------------------|-----|

|                                                                                  |     |
|----------------------------------------------------------------------------------|-----|
| § 5. Les solutions de la jurisprudence. Appréciation critique. Conclusions ..... | 133 |
|----------------------------------------------------------------------------------|-----|

|                                                                                                             |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| SECTION II. — <i>De la nullité des donations déguisées faites à des femmes mariées non autorisées</i> ..... | 139 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

|                                                                                                        |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| § 1. Les textes en présence : 217, 225, 934.....                                                       | 139 |
| § 2. Les difficultés qu'ils soulèvent.....                                                             | 141 |
| § 3. Les solutions de la doctrine.....                                                                 | 142 |
| § 4. Les solutions de la jurisprudence. Appréciation critique. Conclusions.....                        | 143 |
| SECTION III. — <i>De l'effet du déguisement sur les droits d'un tiers acquéreur du donataire</i> ..... | 149 |
| § 1. Position de la question.....                                                                      | 149 |
| § 2. Le conflit de principes.....                                                                      | 149 |
| § 3. Les solutions de la doctrine.....                                                                 | 151 |
| § 4. Les solutions de la jurisprudence. Appréciation critique. Conclusions.....                        | 152 |
| SECTION IV. — <i>Du recel des donations déguisées</i> .....                                            | 155 |
| § 1. L'art. 792.....                                                                                   | 155 |
| § 2. Les difficultés qu'il soulève.....                                                                | 156 |
| § 3. Les solutions de la doctrine.....                                                                 | 158 |
| § 4. Les solutions de la jurisprudence. Appréciation critique et conclusions.....                      | 159 |
| CONCLUSION.....                                                                                        | 165 |



